

Actes du colloque

Marché de la recherche regiosuisse & Colloque sur le développement régional 2009

La recherche pour la Nouvelle politique régionale

Éditée par:

Hannes Egli

Institut für Betriebs- und Regionalökonomie IBR

Hochschule Luzern – Wirtschaft



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Office fédéral du développement territorial ARE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO



Schweizerische Studiengesellschaft für Raumordnung und Regionalpolitik
Société Suisse d'études pour l'organisation de l'espace et la politique régionale
Società Svizzera di studio per l'ordinamento territoriale e la politica regionale

Les actes du colloque sont téléchargeables à:

- www.hslu.ch/tagung-regionalentwicklung
- www.regiosuisse.ch/reseau-de-recherche

Organisateurs:

Institut für Betriebs- und Regionalökonomie IBR der Hochschule Luzern – Wirtschaft, Lucerne (www.hslu.ch/ibr)

Office fédéral du développement territorial ARE, Berne (www.are.admin.ch)

regiosuisse – Centre du réseau de développement régional, Brigue (www.regiosuisse.ch)

Société Suisse d'études pour l'organisation de l'espace et la politique régionale (OEPR), Berne (www.rorep.ch)

Institut für Betriebs- und Regionalökonomie IBR, Lucerne 2009

Rapport de travail IBR 004/2009

ISSN 1662-162X

Imprimé par UD Print AG, Lucerne

Avant-propos

Le colloque sur le développement régional s'est déroulé cette année pour la première fois parallèlement au nouveau format du marché de la recherche organisé par regiosuisse, à savoir sous la forme d'une manifestation commune intitulée «Marché de la recherche regiosuisse & Colloque sur le développement régional 2009». Cette collaboration a permis d'utiliser des synergies et d'étendre la portée de la manifestation. En outre, les diverses parties du colloque se sont judicieusement complétées et mutuellement dynamisées.

«Rechercher pour la Nouvelle politique régionale»: le titre de la manifestation n'a pas été choisi au hasard, au contraire, car nous avons voulu montrer l'importance que nous attachons à la nouvelle collaboration. La question centrale dans ce contexte était la suivante: quelle contribution la recherche menée dans les hautes écoles spécialisées, les universités et les institutions de conseil et recherche privées peut-elle fournir pour l'organisation et la mise en œuvre de la Nouvelle politique régionale (NPR) de la Confédération, laquelle a pour but d'améliorer dans les régions rurales les conditions économiques pour des activités entrepreneuriales et de promouvoir les innovations, la création de valeur ajoutée et la compétitivité.

Les présents actes du colloque contiennent la plupart des interventions dans leur version écrite, ainsi qu'une contribution choisie qui a été présentée sous forme de poster lors du colloque. Quelle que soit la différence qu'il peut y avoir entre ces contributions au niveau des contenus, elles ont néanmoins toutes une chose en commun, à savoir: elles établissent toutes un rapport plus ou moins explicite avec la Nouvelle politique régionale et fournissent ainsi une précieuse contribution à la question qui était au centre du colloque. Les diverses contributions abordent des thèmes tels que les conditions de la création de nouvelles entreprises, les potentiels de la région économique Arc Jurassien Suisse, le rôle des hautes écoles spécialisées, le brain-drain respectivement le brain-gain du point de vue des régions rurales, la relation entre la propriété du logement et le développement régional, la création de valeur ajoutée touristique due aux parcs naturels et l'importance de l'économie résidentielle en Suisse. Elles couvrent ainsi un large éventail de problématiques et d'objets de recherche et permettent également, par la même occasion, de se faire une idée générale des activités de recherche menées actuellement en Suisse en lien avec la NPR.

En tant qu'éditeur de ces actes, j'aimerais remercier ici, en mon nom et en celui de l'Institut für Betriebs- und Regionalökonomie IBR de la Hochschule Luzern, toutes celles et ceux qui ont contribué à la réussite de cette manifestation et à la publication de cet ouvrage. Je veux parler ici de notre partenaire regiosuisse, de l'Office fédéral du développement territorial et de la Société Suisse d'études pour l'organisation de l'espace et la politique régionale (OEPR), des intervenantes et des intervenants, des personnes qui ont participé aux débats et des animateurs des tables thématiques, des responsables des stands de posters et de présentations, des auteurs des contributions à ces actes, ainsi que – last but not least – des responsables de l'organisation et collaborateurs de regiosuisse et de l'IBR.

Lucerne, en décembre 2009

Hannes Egli, Johannes Heeb

Programme détaillé

Marché de la recherche regiosuisse & Colloque sur le développement régional 2009

Jeudi, 3 Septembre 2009, Grand Hôtel National, Lucerne

09.00	Arrivée des participants Accueil et café
09.15	Bienvenue et conférences introductives Véronique Martrou, présidente de la Conférence des services cantonaux politique régionale Johannes Heeb, regiosuisse – Centre du réseau de développement régional (animateur de la journée) Hannes Egli, Institut für Betriebs- und Regionalökonomie IBR der Hochschule Luzern – Wirtschaft (animateur de la journée)
09.45	Marché de la recherche regiosuisse Echange aux stands de présentation et à l'exposition de posters, ainsi que discussion à des tables thématiques sur les thèmes suivants (parallel sessions): T1 Comment monter un projet de partenariat public-privé dans le cadre de la NPR? Yann Barth, Creapole SA T2 Wirtschaftsentwicklung und Anpassungsprozesse im Umfeld von Grossprojekten wie einem Tourismusresort Andermatt Benjamin Buser, Ernst Basler + Partner AG & Christian Raab, Volkswirtschaftsdirektion Uri T3 Régions marginales: ressources territoriales & développement Frédéric Giraut & Jacques Michelet, Université de Genève; Erik Gløersen, Nordregio & Pierre-Antoine Landel, Université Joseph Fourier-Grenoble T4 Strategien für Regionen im Standortwettbewerb Peter Moser, Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur T5 Nutzung erneuerbarer Energien und Raumentwicklung: Konfliktfelder und Lösungsansätze Thomas Scheurer, ICAS Interakademische Kommission Alpenforschung T6 Wie kann der volkswirtschaftlich nachhaltige Erfolg von kantonalen NRP-Umsetzungsprogrammen überwacht und evaluiert werden? Thomas Schoder & Ueli Grob, BAKBASEL T7 Es gibt wenig innovative Alprodukte. Warum? Könnte dies ein Beitrag sein zur Regionalentwicklung? Was wären Erfolgsfaktoren? Irmi Seidl, Eidg. Forschungsanstalt WSL T8 Maturation des entreprises innovantes en milieu rural Jean-Christophe Zuchuat, Haute Ecole de Gestion Fribourg
11.00	Colloque sur le développement régional 1e partie Présentations de papiers: ➤ Gute Voraussetzungen für die Gründung neuer Unternehmen? Eine Analyse der Schweizer Regionen Kerstin Wagner, Franz Kronthaler & Katharina Becker, Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur ➤ Internationaler Benchmarking Report Arc Jurassien Suisse Richard Kämpf, Ueli Grob, Christian Hunziker & Andreas Steffes, BAKBASEL ➤ Les HES, entre inscription locale et intercantonalité. Quels impacts sur l'emploi régional? Laurent Dutoit, Haute école spécialisée de Suisse occidentale, Christophe Mager & Laurent Metthey, Université de Lausanne ➤ Neue Regionalpolitik in der Schweiz – Stärkung der «Regional Governance»? Tilman Holke, rawi Kanton Luzern
12.40	Buffet et marché de la recherche Echange aux stands de présentation et à l'exposition de posters

14.00	<p>Colloque sur le développement régional 2e partie Présentations de papiers:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Demografischer Wandel in ruralen Räumen – das Beispiel des Brain-Drains Stefan Rieder & Daniel Matti, INTERFACE Politikstudien und Beratung; Emanuel Müller & Colette Peter, Hochschule Luzern – Soziale Arbeit ➤ Homeownership and Regional Development: An Analysis for Switzerland Katia Delbiaggio & Gabrielle Wanzenried, Hochschule Luzern – Wirtschaft ➤ Touristische Wertschöpfung in Naturparks Dominik Siegrist, Hochschule für Technik Rapperswil
15.20	<p>Marché de la recherche regiosuisse Echange aux stands de présentation et à l'exposition de posters, ainsi que discussion à des tables thématiques sur les thèmes suivants (parallel sessions):</p> <p>T1 Nouvelle gouvernance dans les politiques territoriales: quel regards sur les pratiques actuelles Louis-Marie Boulianne & Laurent Thévoz, CEAT/EPFL</p> <p>T2 Paradoxes et potentialités du constructivisme dans le développement de régions de l'Arc alpin Claudio Del Don, CFEL & Dieter Schürch, Laboratorio di Ingegneria dello Sviluppo Schürch LISS</p> <p>T3 Regionale Entwicklungsstrategien – Wie kann man ihre wirtschaftlichen Auswirkungen abschätzen? Gianluca Giuliani, Flury&Giuliani GmbH</p> <p>T4 Wie kann man regionale Wettbewerbsfähigkeit messen und beeinflussen? François Parvex, SEREC</p> <p>T5 Fördern Parks die regionale Identität? Silvia Tobias, Eidg. Forschungsanstalt WSL</p> <p>T6 Wie kann residentielle Ökonomie exportorientierte Aktivitäten fördern? Christian Schubarth, IC Infraconsult AG</p> <p>T7 Auswirkungen des demografischen Wandels auf die Regionalentwicklung in der Schweiz: Was sind die Auswirkungen, Chancen und Risiken? Thomas von Stokar, INFRAS</p>
16.20	<p>Evaluation des résultats du congrès et conclusion Véronique Martrou, présidente de la Conférence des services cantonaux politique régionale Johannes Heeb, regiosuisse – Centre du réseau de développement régional (animateur de la journée) Hannes Egli, Institut für Betriebs- und Regionalökonomie IBR der Hochschule Luzern – Wirtschaft (animateur de la journée)</p>
17.00	<p>Fin du congrès</p>

Exposition de posters & Stands de présentation

Exposition de posters

- ***Entrepreneurship im ländlichen Raum – eine empirische Annäherung an ein Schlüsselkonzept der NRP***
Daniel Baumgartner, Eidg. Forschungsanstalt WSL
- ***Wirtschaftliche Spielräume für die Regionalentwicklung: Simulation der Auswirkungen unterschiedlicher Strategien***
Sibylle Berger, Flury&Giuliani GmbH
- ***AlpFUTUR – Zukunft der Sömmerungsweiden in der Schweiz***
Rosa Böni, Eidg. Forschungsanstalt WSL
- ***Regionalökonomie der Alpwirtschaft. Ein Teilprojekt von AlpFUTUR.***
Luisa Vogt, Eidg. Forschungsanstalt WSL
- ***ESPON: «territorial diversity» Problématique européenne du développement des régions marginales.***
Frédéric Giraut & Jacques Michelet, Université de Genève
- ***Valais: effets structurants / typologies / projets territoriaux dans la perspective de la NPR***
Frédéric Giraut & Jacques Michelet, Université de Genève
- ***Leitfaden für die regionalwirtschaftliche Beurteilung von Entwicklungsstrategien und -projekten***
Gianluca Giuliani, Flury&Giuliani GmbH
- ***Onsernone 2020: orizzonti di sviluppo per una regione marginale***
Giuliano Guerra & Siegfried Alberton, Istituto di ricerche economiche, Università della Svizzera italiana
- ***Regionale Wettbewerbsfähigkeit strukturschwacher Gebiete***
Merja Hoppe, Credit Suisse
- ***L'économie de la connaissance, un nouvel outil pour la Nouvelle politique régionale?***
Hugues Jeannerat
- ***Das Wissensmanagement der NRP***
Stephan Schmidt, Universität Basel
- ***Möglichkeiten zur volkswirtschaftlichen Überwachung und Evaluierung des Erfolgs von kantonalen NRP-Umsetzungsprogrammen***
Thomas Schoder & Ueli Grob, BAKBASEL
- ***We Live here and we Work here: How Residential Economy can Favour Regional Export Activities***
Christian Schubarth, IC Infraconsult AG
- ***L'autre regard: la dimension cognitive dans l'innovation***
Dieter Schürch & Claudio Del Don, LISS
- ***Alptouristische Wertschöpfungspotenziale***
Luisa Vogt, Eidg. Forschungsanstalt WSL
- ***Regionen und ihr Blick in die Zukunft. Zum Verhältnis von Regionswahrnehmung und methodischen Fragestellungen***
Dr. Roland Scherer & Manfred Walser, IDT-HSG
- ***Gemeindefusionen und Records Management***
Pia Wittmann, Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur

Stands de présentation

- **Volkswirtschaftliche Forschung, Analysen und Beratung durch BAKBASEL zur Unterstützung der NRP**
BAKBASEL
- **Activités de Creapole SA**
Creapole SA
- **Regionalwirtschaftliche Forschung an den Instituten der HTW Chur**
Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur
- **Demographischer Wandel in ruralen Räumen**
Hochschule Luzern – Soziale Arbeit & INTERFACE Politikstudien und Beratung
- **Das Institut für Betriebs- und Regionalökonomie IBR der Hochschule Luzern – Wirtschaft**
IBR, Hochschule Luzern – Wirtschaft
- **Das Institut für Tourismuswirtschaft ITW der Hochschule Luzern – Wirtschaft**
ITW, Hochschule Luzern – Wirtschaft
- **Forschung von INFRAS im Bereich Raum-/Regionalentwicklung**
INFRAS
- **Ostsinn – Einfach Raum für mehr**
Ostsinn
- **Pärkeservice – Qualität in Natur, Landschaft und Regionalentwicklung erfolgreich umsetzen**
HSR Hochschule für Technik Rapperswil
- **regiosuisse – Centre du réseau de développement régional**
regiosuisse
- **La Société Suisse d'études pour l'organisation de l'espace et la politique régionale (OEPR)**
OEPR
- **Ecologie industrielle: stratégie de développement régional**
SOFIES
- **Integriertes Ökomarketing im Naturtourismus**
sanu
- **Natur- und kulturnaher Tourismus; integrale Regionalentwicklung im ländlichen Raum**
Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW

Sommaire

Avant-propos	3
Programme détaillé	5
Gute Voraussetzungen für die Gründung neuer Unternehmen? Eine Analyse der Schweizer Regionen	13
<i>Katharina Becker, Franz Kronthaler und Kerstin Wagner Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur</i>	
1 Regionale Unterschiede bei den Gründungsraten	13
2 Bestimmungsfaktoren des Gründungsgeschehens	15
2.1 Nachfrageseitige Faktoren	15
2.2 Angebotsseitige Faktoren	15
2.3 Lokalisationsvorteile	16
3 Gründungspotenziale in urbanen und semi-peripheren Regionen	16
4 Stärkung der unternehmerischen Ausbildung und Rollenmodelle	19
5 Szenarien für das Gründungsgeschehen in der wirtschaftlichen Krise	20
Internationaler Benchmarking Report Arc Jurassien Suisse	21
<i>Ueli Grob, BAKBASEL</i>	
1 Einleitung	21
2 Wirtschaftliche Leistungsfähigkeit	22
3 Rahmenbedingungen und Standortattraktivität	25
3.1 Stärken	26
3.2 Schwächen	26
4 Fünf Entwicklungsleitlinien für die Zukunft	27
4.1 Identifikation mit dem Arc Jurassien Suisse stärken	29
4.2 Abbau der Fragmentierung	30
4.3 Nutzen der Zentrumsimpulse benachbarter Metropolitanregionen	31
4.4 Erhöhung der Attraktivität als Wirtschaftsraum	31
4.5 Erhöhung der Attraktivität als Wohn- und Freizeitraum	32
Les HES, entre inscription locale et intercantonalité: quels impacts sur l'emploi régional?	35
<i>Laurent Dutoit, Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) Christophe Mager, Observatoire de la ville et du développement durable (OUVDD), Université de Lausanne Laurent Matthey, Institut de géographie (IGUL), Université de Lausanne</i>	
1 Quelles bonnes politiques pour la „richesse des régions“?	35
2 La création des HES, une logique régionale	36

3	Des modèles différents	38
3.1	Le modèle d'inscription territorial	38
3.2	Le nombre des filières	38
4	Vers une typologie des HES	39
5	Le modèle derrière les modèles	39
5.1	Externalités, proximité et milieu socio-culturel: l'importance de l'„atmosphère“	40
5.2	Relectures critiques du modèle marshalliens	40
6	Tester le modèle et les politiques qui s'en inspirent	42
6.1	Le modèle d'analyse	42
6.2	Hypothèses	44
7	Conclusions	45

Demografischer Wandel in ruralen Räumen **47**

Das Beispiel des Brain-Drain Brain-Gain

Stefan Rieder, Interface Politikstudien Forschung Beratung

Colette Peter, Hochschule Luzern – Soziale Arbeit

Daniel Matti, Interface Politikstudien Forschung Beratung

Emanuel Müller, Hochschule Luzern – Soziale Arbeit

1	Einleitung	47
2	Brain-Drain: eine Frage der Definition	48
2.1	Definitionen 1 und 2: Höhe der Abwanderung und Migrations-saldo zur Beschreibung des Brain-Drains und Brain-Gains	49
2.2	Definition 3: Anteil Hochqualifizierter an der Wohnbevölkerung und Humankapital	51
2.3	Definition 4: Bedarf der regionalen Unternehmen	52
2.4	Definitionen 5 und 6: fiskalische Sicht und Bilanz der Studienabgängerinnen und -abgänger	53
3	Partizipativer Prozess zur Politikgestaltung	54
3.1	Partizipatives Verfahren	55
3.2	Massnahmen	56
4	Schlussfolgerungen	57

Wohneigentum und Neue Regionalpolitik NRP des Bundes: Erkenntnisse aus einer empirischen Analyse für die Schweiz **61**

Katia Delbiaggio und Gabrielle Wanzenried,

Hochschule Luzern – Wirtschaft

1	Einleitung	61
2	Wohneigentumsquoten und Raumtypologien	62
3	Welche Faktoren beeinflussen die Wohneigentumsquote? Empirische Evidenz für die Schweiz	64

4	Mobilitätsverhalten und Wohneigentum	65
5	Mobilitätsverhalten, Wohneigentum und NRP	66
6	Schlussbetrachtungen	67
	Touristische Wertschöpfung von Naturpärken	69
	<i>Dominik Siegrist, Hochschule für Technik Rapperswil</i>	
1	Naturpärke in der Schweiz und in den Alpen	69
2	Messbarkeit der regionalen Wertschöpfung	73
3	Untersuchungen über die Wertschöpfung in Pärken	74
4	Schlussfolgerungen	76
	Residentielle Ökonomie in der Schweiz: Welche Chancen für die Regionalentwicklung?	79
	<i>Krisztina Beer-Tóth, Christian Schubarth und Selina Bleuel IC Infraconsult AG</i>	
1	Einleitung	79
2	Residentielle Ökonomie: neues Thema am Horizont	80
	2.1 Zum Begriff der residentiellen Ökonomie	80
	2.2 Diskussion im Ausland	82
3	Residentielle Ökonomie in der Schweiz	83
	3.1 Zahlen und Fakten	83
	3.2 Residentielle Ökonomie aus Unternehmenssicht	88
	3.2.1 Cœur du Canton	88
	3.2.2 Kleinunternehmen im Cœur du Canton	89
	3.2.3 Fallbeispiel Office du tourisme régional du Gros-de-Vaud	91
	3.2.4 Schlussfolgerungen aus den Praxisbeispielen	92
	3.3 Verhältnis zu bestehenden Ansätzen	
4	Herausforderung für Politik und Public Management	93
	4.1 Wirtschafts- und regionalpolitische Aspekte	93
	4.2 Aspekte der Raumentwicklung	95
5	Ausblick	96
	Informations sur les auteurs	99

Gute Voraussetzungen für die Gründung neuer Unternehmen? Eine Analyse der Schweizer Regionen¹

*Katharina Becker, Franz Kronthaler und Kerstin Wagner
Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur*

Neue und wachsende Unternehmen spielen eine wichtige Rolle für wirtschaftliche Entwicklung, Strukturwandel und Innovationen. Allerdings gibt es regionale Unterschiede in den Gründungsaktivitäten, und räumliche Gegebenheiten nehmen Einfluss auf die Entstehung neuer Unternehmen. Zurückzuführen ist dies unter anderem auf unterschiedliche strukturelle Merkmale und endogene Potenziale von Regionen, welche die Entstehung neuer Unternehmen begünstigen oder hemmen können. Die vorliegende Studie² ist ein Auszug des Gesamtprojekts „Gründungsbarometer“³, das die Ursachen der Entstehung und des Wachstums neuer Unternehmen auf regionaler und individueller Ebene untersucht.

1 Regionale Unterschiede bei den Gründungsraten

Eine Betrachtung des Gründungsgeschehens auf Ebene der 106 Mobilité-Spatiale-Regionen (MS-Regionen) verdeutlicht die regionalen Unterschiede im Gründungsgeschehen (siehe Kasten 1). MS-Regionen weisen eine gewisse räumliche Homogenität auf und folgen dem Prinzip von Kleinarbeitsmarktgebieten mit funktionaler Orientierung auf Zentren. Um Schwankungen in einzelnen Jahren auszugleichen, werden hier die durchschnittlichen Werte der Jahre 1999 bis 2006 verwendet (vgl. Grafik 1). Die Raten variieren von 0,9 bis zu 10,4 Gründungen pro 1000 Erwerbspersonen. Der schweizerische Mittelwert liegt bei 2,5 Gründungen pro 1000 Erwerbspersonen. Die Regionen mit den höchsten Gründungsraten sind Zug (10,4), March (6,3), Lugano (5,3), Mendrisio (4,8), Zürich (4,5) und Nyon (4,2).

Gründungsgeschehen in der Schweiz

Mit Hilfe der neu aufgebauten Statistik zur Unternehmensdemografie (Udemo) des Bundesamtes für Statistik (BFS) ist es möglich, detaillierte Aussagen zur Dynamik des Unternehmensbestandes sowie zum nationalen und regionalen Gründungsgeschehen zu treffen. Eine Besonderheit der Udemo ist, dass nur effektive Neugründungen erfasst werden.

Darunter fallen keine Unternehmen, die z.B. durch eine Fusion oder Besitzerwechsel entstanden sind. Filialen werden nur erfasst, wenn es sich um die erste Filiale eines ausländischen Unternehmens in der Schweiz handelt.

¹ Bei vorliegendem Beitrag handelt es sich um einen Nachdruck des in der Volkswirtschaft erschienenen Artikels: Gute Voraussetzungen für die Gründung neuer Unternehmen? Eine Analyse der Schweizer Regionen, Die Volkswirtschaft 7/8-2009, S. 43-46.

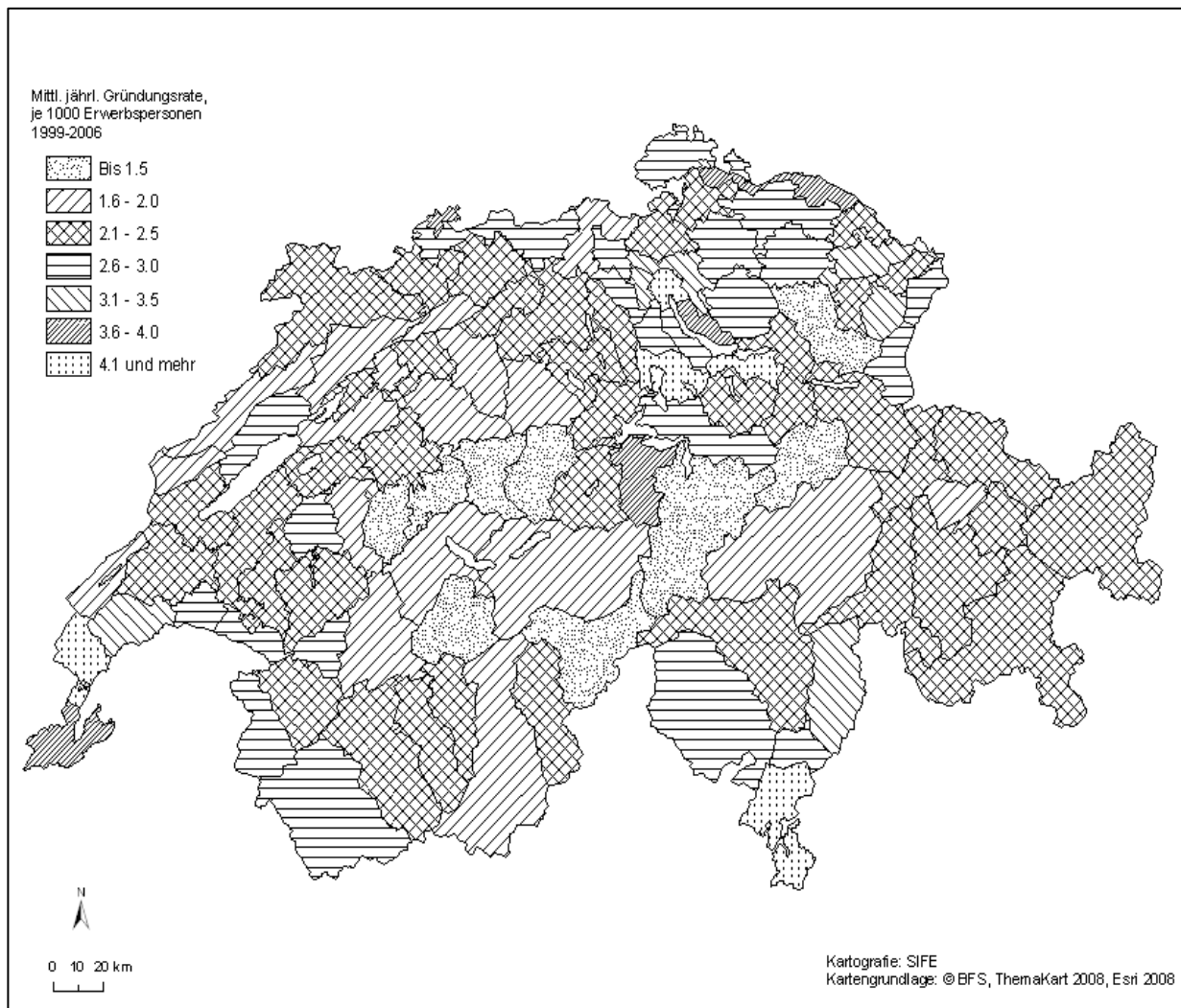
² Siehe auch: Wagner, K., Kronthaler, F. und Becker, K. (2009): The Potential for New Venture Creation of Swiss Regions – A Comparison Based on Cluster Analysis. Discussion Papers on Entrepreneurship and Innovation 2/2009, Swiss Institute for Entrepreneurship, Chur, Switzerland.

³ Das Gesamtprojekt wird von der Graubündner Kantonalbank finanziell unterstützt und läuft von 2008 bis 2010.

Um das Gründungsgeschehen zwischen den Kantonen und Regionen miteinander vergleichen zu können, stellt die absolute Anzahl der Gründungen keinen sinnvollen Indikator dar, da sich die Schweizer Kantone und Regionen hinsichtlich Erwerbspersonen, Einwohnerzahl und Grösse unterscheiden. Daher werden Gründungsraten gebildet: Die absolute Gründungszahl wird auf eine relative Grösse bezogen, um eine regionale Vergleichbarkeit zu gewährleisten. Als geeignete Bezugsgrösse wird hier die Anzahl der Erwerbspersonen verwendet (Arbeitsmarktansatz). Die Erwerbspersonen (Erwerbstätige plus Erwerbslose) stellen das endogene Gründerpotenzial einer Region dar; denn neue Firmen werden in der Regel am Wohnort oder ehemaligen Arbeitsort des Gründers gegründet.

Kasten 1: Gründungsgeschehen in der Schweiz

Aufgrund der stark unterschiedlichen Gründungsraten stellt sich die Frage, ob und welche Regionen bestimmte Bedingungen und strukturelle Merkmale aufweisen, die sich fördernd oder hemmend auf das Gründungsgeschehen auswirken.



Grafik 1: Durchschnittliche Gründungsraten nach MS-Regionen, 1999-2006

2 Bestimmungsfaktoren des Gründungsgeschehens

In der Literatur ist etabliert, dass bestimmte Faktoren einen signifikanten Einfluss auf das Gründungsgeschehen in Regionen ausüben. Dies sind a) nachfrageseitige Faktoren, b) angebotsseitige Faktoren und c) Urbanisations- und Lokalisationseffekte.

2.1 Nachfrageseitige Faktoren

Unternehmerische Gelegenheiten werden durch eine Nachfrage des Marktes nach Gütern und Dienstleistungen geschaffen. Daher kann angenommen werden, dass die Nachfrage der Bevölkerung nach neuen Produkten und Dienstleistungen einen Einfluss auf die Entstehung von Unternehmen hat. Bevölkerungswachstum und steigende Wohlfahrt führen zu einer erhöhten Nachfrage. Diese drückt sich insbesondere durch individualisierte Konsumentenpräferenzen nach neuen und spezialisierten Gütern und Dienstleistungen aus. Zudem eröffnet sie potenziellen Unternehmern eine Vielzahl von Marktnischen, die zunächst auf lokalen Märkten ihren Absatz finden. Gerade kleine Firmen sind aufgrund ihrer flexiblen Spezialisierung deutlich besser in der Lage, auf wechselnde Marktbedürfnisse nach innovativen Produkten zu reagieren. Des Weiteren dienen insbesondere selbstständig Tätige – und somit überwiegend kleine Unternehmen – als Rollenmodelle. Angestellte in jungen und kleinen Firmen erhalten aus erster Hand und im direkten Kontakt Informationen, Hindernisse und Lösungen über den Gründungs- und Wachstumsprozess eines Unternehmens. Dies erhöht die Wahrscheinlichkeit, dass die Angestellten von kleinen Betrieben ebenfalls zu Gründern bzw. Unternehmern werden. Der Strukturwandel und der Übergang in eine Wissensgesellschaft werden durch das verstärkte Aufkommen unternehmensnaher Dienstleistungen belegt, wobei neue unternehmerische Möglichkeiten vor allem im kleinstrukturierten Dienstleistungsbereich geschaffen werden. Unternehmensnahe Dienstleistungen weisen in der Regel eine kleine Firmengröße auf und benötigen nur geringes Startkapital. Daher haben diese Firmen niedrige Markteintrittsbarrieren, um eine neue Geschäftstätigkeit zu starten.

2.2 Angebotsseitige Faktoren

Angebotsseitige Faktoren stehen potenziellen Unternehmern zur Verfügung, damit diese neue Geschäftsmöglichkeiten umsetzen können. Das Angebot ergibt sich durch die regionale Bevölkerung und bezieht folglich Indikatoren wie die Bevölkerungsdichte, die Erwerbs- und Altersstruktur der Bevölkerung, deren Humankapital sowie den Anteil an Einwanderern mit ein. Die variable Bevölkerungsdichte weist einen hohen Zusammenhang zu verschiedenen anderen Faktoren – z.B. Marktnähe, Höhe der Löhne, Zugang zu Innovationen und Qualität der Infrastruktur – auf. Die Entstehung neuer Unternehmen in diesen Regionen signalisiert eine gewisse Standortattraktivität. Dies führt zur Ansiedlung weiterer Unternehmen, die von den Spillover-Effekten profitieren. Auch die Altersstruktur beeinflusst das Gründungsgeschehen in einer Region. Studien zeigen, dass sich Personen vor allem im Altersbereich Mitte 30 selbstständig machen und die Spanne sich in der Regel zwischen 25 und 40 Jahren bewegt. Regionen, die eine höhere Anzahl an Personen in dieser Altersklasse haben, weisen höhere Gründungsaktivitäten auf.

Zudem können Effekte festgestellt werden, die in Beziehung zur Qualifikation und Erfahrung potenzieller Gründer stehen. Es zeigt sich, dass eine höhere berufliche Bildung die Gründungswahrscheinlichkeit einer Person erhöht. Dennoch ist das Verhältnis zwischen beruflicher Qualifikation und Gründungswahrscheinlichkeit nicht linear. Diejenigen Personen, die eine hohe Praxisorientierung durch ihre Ausbildung (z.B. Meister, Fachhochschulabsolventen etc.) aufweisen, neigen häufiger zur Gründung eines Unternehmens als klassische Akademiker. Auch die Zahl von Einwanderern in einer Region hat einen positiven Effekt auf Gründungen. Indirekte Auswirkungen diesbezüglich ergeben sich aufgrund der Altersstruktur, da die Familien in der Regel jünger sind und mehrere Kinder haben. Sowohl die weniger qualifizierten als auch die hoch qualifizierten Immigranten machen sich häufiger selbstständig. Letztere sind insbesondere in technologieorientierte Gründungen involviert. Beide Gruppen bringen neue Ideen und verschiedene kulturelle Hintergründe mit und kreieren neue Geschäftsmöglichkeiten.

2.3 Lokalisationsvorteile

Die räumliche Konzentration von Unternehmen derselben Branche führt dazu, dass sich ein Arbeitsmarkt mit branchenspezifischen Fähigkeiten herausbildet. Unternehmen profitieren davon u.a. durch Reduktion ihrer Such- und Ausbildungskosten. Für Arbeitskräfte bietet die Konzentration von Unternehmen den Vorteil, dass mehrere Unternehmen als potenzielle Arbeitgeber vorhanden sind und Fachkräfte nicht abwandern. So bestehen sowohl für Unternehmen als auch für Arbeitskräfte Anreize, sich an Orten mit bestehenden Konzentrationen von Unternehmen einer Branche anzusiedeln. Auch Urbanisationsvorteile – d.h. Effekte aus der räumlichen Konzentration von Betrieben unterschiedlicher Branchenzugehörigkeit – wirken positiv auf das Gründungsgeschehen. Je grösser eine Agglomeration, desto grösser ist auch die Vielfalt der dort angesiedelten Branchen. Hinter dieser Hypothese steht die Annahme, dass in urbanen Regionen in besonderer Weise ein Ideenaustausch über Branchengrenzen hinweg entsteht und Kombinationen von neuen Problemlösungen sowie Kooperationen ermöglicht werden.

3 Gründungspotenziale in urbanen und semi-peripheren Regionen

Zur Untersuchung regionaler Unterschiede hinsichtlich des Gründungspotenzials anhand der oben beschriebenen Bestimmungsfaktoren wurde das Verfahren der Clusteranalyse verwendet. Dieses Verfahren ermöglicht es, Regionen mit ähnlichen Gründungspotenzialen zu Clustern zusammenzufassen und die Informationsvielfalt zu reduzieren. Dadurch können die verschiedenen Regionen anhand der betrachteten Indikatoren miteinander verglichen und Stärken sowie Schwächen der einzelnen Cluster identifiziert werden (zur Vorgehensweise siehe Kasten 2).

Clusteranalyse – Vorgehen bei der Klassifikation der Regionen

Die Klassifikation der MS-Regionen nach ihrem Gründungspotenzial erfolgt mit dem Verfahren der Clusteranalyse.^a Grundlage bildet eine Matrix mit den beobachteten MS-Regionen und den betrachteten Indikatoren. Die Indikatoren der Datenmatrix werden zunächst auf Korrelationen überprüft, da korrelierte Variablen die Ergebnisse verzerren können. Der nächste Schritt beinhaltet die Standardisierung der Indikatoren, um eine Gewichtung der Variablen aufgrund von unterschiedlichen Skalenniveaus zu vermeiden.

Die anschliessende Berechnung der Clusterstruktur erfolgt mit dem Ward-Fusionsverfahren, das zu den hierarchisch-agglomerativen Verfahren zählt. Fusionskriterium des Ward-Verfahrens ist – auf Basis der quadrierten euklidischen Distanz – das Varianzkriterium. Fusioniert werden diejenigen Regionen, die die Streuungsquadratsumme innerhalb der Cluster am wenigsten erhöhen. Bisherige Analysen haben gezeigt, dass das Ward-Verfahren im Vergleich zu anderen Clustertechniken sehr gute Ergebnisse liefert.^b

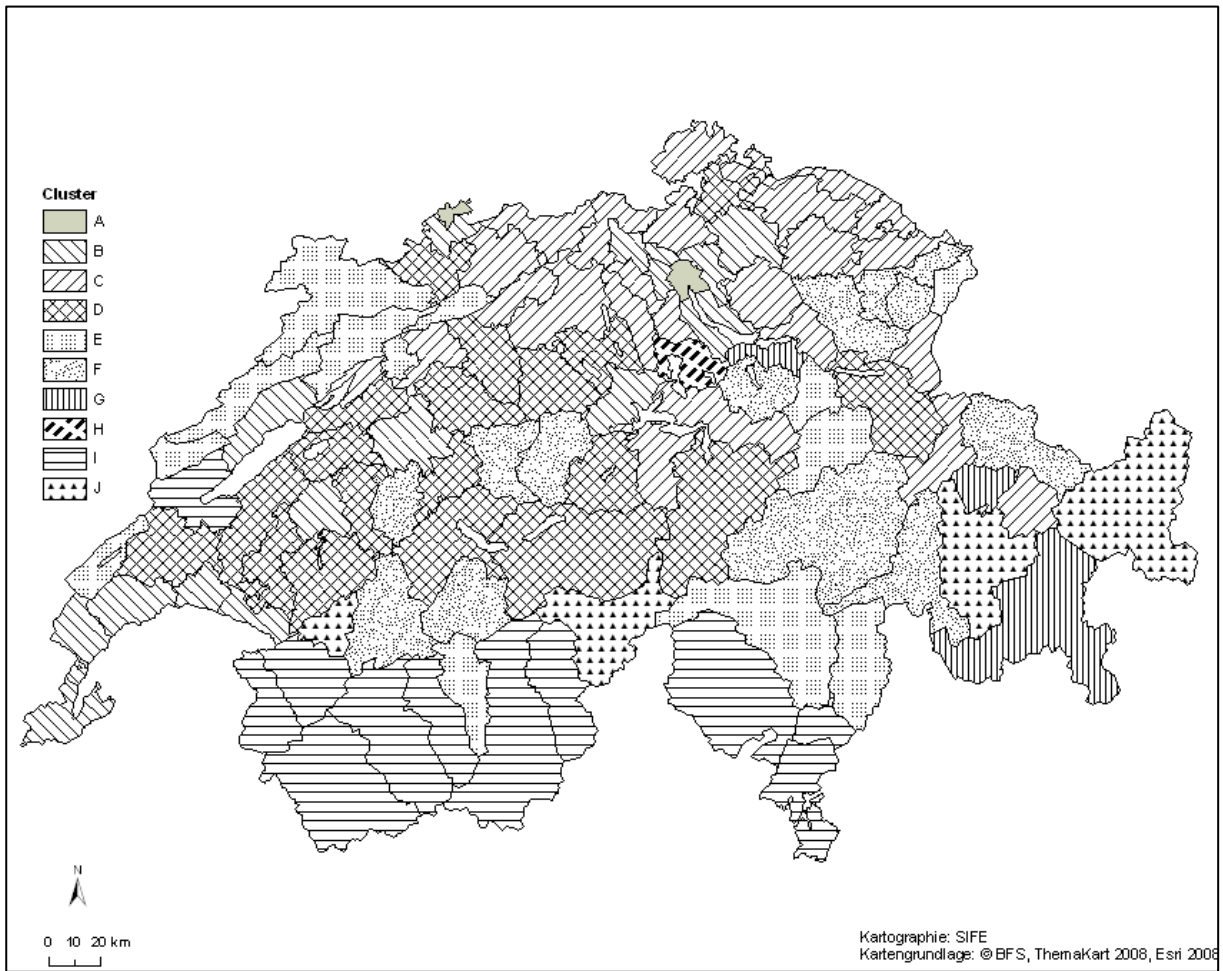
Da bei den hierarchisch-agglomerativen Verfahren alle Cluster so lange fusioniert werden, bis nur noch ein Cluster vorhanden ist, besteht die Notwendigkeit, die optimale Anzahl von Gruppen zu ermitteln. Hierfür werden das Verschmelzungsschema und das Homogenitätsmass ETAb verwendet. Insgesamt zeigt sich, dass zehn Cluster eine gute Clusterstruktur ergeben. Die Zehn-Cluster-Lösung wird anschliessend mit Hilfe des partitionierenden Clusterverfahrens K-Means optimiert. Hierbei wird die ursprüngliche Clusterlösung überprüft und Regionen werden neu geordnet, wenn dies zu einer Verbesserung der Clusterlösung führt.

Zur Interpretation der Cluster hinsichtlich ihres Gründungspotenzials werden der F-Wert, der t-Wert und das arithmetische Mittel herangezogen. Der F-Wert gibt Auskunft über die Homogenität der gebildeten Gruppe. F-Werte kleiner als eins zeigen an, dass der Cluster in der entsprechenden Variablen homogen ist. Der t-Wert gibt Auskunft über die Ausprägung der Variablen im Cluster; t-Werte kleiner als null bedeuten, dass die Variable im Vergleich zur Grundgesamtheit unterrepräsentiert ist. Entsprechend bedeuten t-Werte grösser als null, dass die Variable im Vergleich zur Grundgesamtheit höher ausgeprägt ist. Das arithmetische Mittel gibt zusätzlich Auskunft über die tatsächliche Ausprägung der Variablen in der ursprünglichen Skala.

- a) Ausführlicher beschrieben ist das Verfahren der Clusteranalyse z. B. in Bacher, J.: Clusteranalyse, 2. Auflage. München 1996, und Backhaus, K. et al.: Multivariate Analysemethoden, 11. Auflage. Berlin 2006, S. 489-555.
- b) Vgl. Backhaus, K. et al., a. a. O., S. 528.

Kasten 2: Clusteranalyse – Vorgehen bei der Klassifikation der Regionen

Die Clusteranalyse hat eine Aufteilung der MS-Regionen in zehn Cluster ergeben, die sich hinsichtlich ihres Gründungspotenzials unterscheiden (siehe Grafik 2). Die Betrachtung der Cluster-Profile zeigt, dass insbesondere die Cluster A, B, G und H über ein hohes Gründungspotenzial verfügen. Cluster C weist ein leicht überdurchschnittliches und die anderen Cluster ein eher unterdurchschnittliches Gründungspotenzial auf (siehe Tabelle 1). Ein wesentliches Ergebnis ist, dass in jenen Clustern, die ein überdurchschnittlich hohes Gründungspotenzial aufweisen, tatsächlich ein hohes Mass an Gründungsaktivität nachgewiesen wurde.



Grafik 2: Cluster: MS-Regionen mit ähnlichen Gründungspotenzialen

Cluster	Bevölkerungsdichte	Erwerbspersonen	Diversifikation	Altersstruktur	Selbständige	Bildung	Kleine Unternehmen	Industrie	Dienstleistungen	Validierungsvariable: Gründungsrate
	Einwohner/Fläche	Erwerbspersonen/ Einwohner	Ausländer/ Einwohner	25- bis 40-Jährige/ Einwohner	Selbständige/ Einwohner	Postsekundärer Abschluss/ Einwohner	Unternehmen bis 49 Mitarbeiter/ Einwohner	Unternehmen im zweiten Sektor/ Einwohner	Unternehmensnahe Dienstleister/ Einwohner	Unternehmensgründungen/ Erwerbspersonen
A	++	nv	++	nv	-	++	++	++	++	++
B	+	+	++	+	-	++	-	++	+	+
C	+/-	+	+	+	-	+/-	-	+	+	+/-
D	-	+/-	-	+/-	+	-	-	+/-	-	-
E	-	-	+/-	-	-	-	-	--	-	-
F	-	-	--	-	++	-	+/-	--	-	-
G	-	nv	+	++	++	-	++	--	++	+
H	+	++	+	++	-	++	++	-	++	++
I	-	--	+	+/-	-	+/-	+	+	-	+
J	-	--	-	--	++	-	++	--	+/-	-

Legende: ++ = sehr positive, + = positive, +/- = durchschnittliche, - = negative, -- = sehr negative Ausprägung bzgl. des Gründungspotenzials; nv: nicht vorhanden.

a Personen mit einem Abschluss einer Höheren Fachschule, Fachhochschule oder Universität.

Tabelle 1: Eigenschaftsprofil der Cluster

4 Stärkung der unternehmerischen Ausbildung und Rollenmodelle

Cluster A und B bestehen überwiegend aus Agglomerationsräumen und urbanen Regionen. Dabei setzt sich Cluster A aus den beiden Regionen Basel und Zürich zusammen. In Cluster B sind u.a. Bern, Freiburg, Lausanne, Neuenburg und die Agglomeration Zürich enthalten. Bei Cluster G und H handelt es sich um urbane und semi-periphere Regionen spezieller Ausprägung; insbesondere Cluster H besteht nur aus der Region Zug. Diese Regionen verfügen über ein überdurchschnittliches Gründungspotenzial und weisen lediglich hinsichtlich einzelner Indikatoren Schwächen auf. Die Schwächen bei den Clustern A und B liegen vor allem in einer unterdurchschnittlichen Ausprägung der vorhandenen Vorbilder für Unternehmensgründungen (Indikator selbstständig Beschäftigte). Sie sind gegebenenfalls gezielt über eine Stärkung der unternehmerischen Ausbildung an den vorhandenen Universitäten zu beheben.

Von grösserer regionalpolitischer Bedeutung ist das Cluster C. In diesem Cluster befinden sich einige (semi-periphere) Regionen, die in das Wirkungsgebiet der Neuen Regionalpolitik (NRP)⁴ fallen, wie z.B. die Regionen Biel, Chur, Davos, Schaffhausen, St. Gallen. Dieses Cluster weist tendenziell eine überdurchschnittliche Ausprägung hinsichtlich des Gründungspotenzials auf. Allerdings sind auch deutliche Schwächen auszumachen; sie liegen insbesondere in den fehlenden Vorbildern für Unternehmensgründungen – angezeigt durch eine unterdurchschnittliche Ausprägung bei den Selbstständigen – und beim Anteil kleiner Unternehmen. Bei gegebenen Stärken bezüglich Arbeitskraft, Diversifizierung und jungen Personen scheint eine Optimierung der unternehmerischen Ausbildung durch existierende Fachhochschulen (evtl. auch durch Sekundarschulen) angezeigt, um die vorhandenen Schwächen auszugleichen und gleichzeitig das existierende Potenzial zu nutzen.

Die weiteren Cluster (D, E, F, I, J) verfügen über ein niedriges Gründungspotenzial, welches anhand der unterdurchschnittlichen Ausprägungen in den Variablen ersichtlich wird. Gleichzeitig besitzen aber auch diese Cluster verschiedene Stärken. Cluster I und J verfügen zum Beispiel über einen überdurchschnittlich hohen Anteil an kleinen Unternehmen. Diese Cluster sollten auf ihre Stärken setzen und diese weiter ausbauen, anstatt vorhandene Schwächen auszugleichen.

Bis heute ist nur wenig untersucht, inwieweit Regionen, welche von dem Instrument der NRP profitieren, auch tatsächlich Gründungspotenziale aufweisen. Die Regionalpolitik zielt darauf ab, die Standortvoraussetzungen für unternehmerische Tätigkeit, Innovation und Wertschöpfung in Berggebieten, ländlichen Regionen und Grenzregionen zu verbessern. Regionen werden dann finanziell unterstützt, wenn sie aus eigener Kraft, d.h. mit ihren endogenen Potenzialen, Ideen entwickeln und Projekte auf die Beine stellen.

⁴ Das Wirkungsgebiet der Ausrichtung 1 (Stärkung von Unternehmertum, Innovationskraft, Wertschöpfung und Wettbewerb) der NRP umfasst Berggebiete, ländliche Räume und Grenzregionen.

Die Ergebnisse werfen die Fragen auf, welche Implikationen dies für die Förderpolitik von Unternehmertum hat und wo die Mittel am effektivsten eingesetzt werden können. Vieles deutet darauf hin, dass die Förderinstrumente dort am effektivsten wirken, wo bereits Gründungspotenziale in einer Region vorhanden sind. Insofern könnte es sinnvoll sein, die Zentren der Peripherie konsequent zu stärken und deren Schwächen und Hemmnisse für Unternehmertum zu minimieren.

5 Szenarien für das Gründungsgeschehen in der wirtschaftlichen Krise

Angesichts der aktuellen wirtschaftlichen Entwicklung stellt sich die Frage, wie sich die Wirtschaftskrise auf die Gründungsdynamik auswirkt. Ein erster Vergleich der Handelsregistereintragen des Monats April 2009 mit den Zahlen des Vorjahres zeigt einen Rückgang um 15%. Betroffen sind insbesondere die ländlichen und peripheren Regionen. Dieser Rückgang lässt sich dadurch erklären, dass in der Boomphase der Jahre 2007 und 2008 Gründungen ermutigt wurden, da eine vermehrte Nachfrage nach Gütern und Dienstleistungen existierte. In der Regel sind diese Zeiten auch mit sehr guten Beschäftigungsmöglichkeiten verbunden, was viele potenzielle Gründer davon abhält, sich gegen das Angestelltenverhältnis und für eine Selbstständigkeit zu entscheiden.

Erfahrungen aus früheren Krisen zeigen indes, dass trotz – oder gerade wegen – der Rezession mehr Gründer den Weg in die Selbstständigkeit wagen. Denn zum einen unterstützen erhöhte Arbeitslosigkeit und ein Mangel an alternativen Beschäftigungsmöglichkeiten die Option Selbstständigkeit; zum anderen ergeben sich in Rezessionszeiten spezielle Möglichkeiten für Neustarts. Krisen bringen immer Veränderungen – insbesondere im Verbraucher- und Wettbewerbsverhalten – mit sich. Gerade wenn etablierte Mitbewerber als Folge der Krise bereits angeschlagen sind, kann es für neue Unternehmen kurzfristig einfacher sein, sich auf den Märkten zu behaupten.

Auch wenn derzeit noch keine konkreten Anhaltspunkte für eine Trendwende auszumachen sind, ist im laufenden Jahr durchaus noch eine Belebung des Gründungsgeschehens – insbesondere mit Gründungen aus der Arbeitslosigkeit – möglich. Wie nachhaltig und wachstumsorientiert diese Gründungen aber sind, bleibt abzuwarten.

Internationaler Benchmarking Report Arc Jurassien Suisse

Ueli Grob, BAKBASEL

1 Einleitung

Mit dem Projekt „Internationaler Benchmark Report Arc Jurassien Suisse“ wurde von BAKBASEL zuhanden des Staatssekretariats für Wirtschaft SECO im Jahr 2007 eine Bestandaufnahme der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit sowie der wirtschaftlichen Strukturen und Potenziale des Wirtschaftsstandortes Arc Jurassien Suisse durchgeführt.

Im Rahmen dieser Untersuchung werden die wesentlichen Entwicklungspotenziale des Wirtschaftsstandortes Arc Jurassien Suisse aufgezeigt. Dabei wird einerseits auf die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit unter besonderer Betrachtung der Technologiebranchen und der Tourismuswirtschaft eingegangen. Andererseits werden die Potenziale im Bereich der Standortfaktoren und Rahmenbedingungen beleuchtet.

Die Ergebnisse werden in Form eines Stärken-/Schwächenprofils zusammengefasst. Zudem werden mittels eines Argumentariums fünf Entwicklungsleitlinien formuliert, welche die Heranbildung eines gemeinsamen wettbewerbsfähigen Wirtschaftsraums Arc Jurassien Suisse zum Ziel haben.

Die Analysen und Interpretationen erfolgen anhand eines zweistufigen Benchmarkings. Auf der ersten Ebene wird der Arc Jurassien Suisse mit einer internationalen Regionenauswahl verglichen. Bei der Auswahl dieser Regionen wurde darauf geachtet, dass sie über ähnliche Voraussetzungen verfügen wie der Arc Jurassien Suisse. Einerseits weisen die beigezogenen Benchmarkregionen alle eine starke industrielle Prägung auf, andererseits handelt es sich wie im Fall des Arc Jurassien Suisse nicht um Metropolitanregionen.

Die zweite Analyseebene umfasst den Vergleich der Subregionen des Arc Jurassien Suisse. Da der Arc Jurassien Suisse allerdings keiner politisch-institutionell vordefinierten Region mit fixen Grenzen entspricht, muss eine geographisch-funktionale Abgrenzung dieses Raums erfolgen. Dies geschieht anhand der vom Bundesamt für Statistik (BFS) definierten MS-Regionen (*mobilité spatiale*). Der auf diese Weise gebildete Arc Jurassien Suisse erstreckt sich über 14 MS-Regionen – im Folgenden als Subregionen des Arc Jurassien Suisse bezeichnet – und liegt in den Kantonen Basel-Landschaft, Bern, Jura, Neuenburg, Solothurn und Waadt. Abbildung 1 zeigt die Abgrenzung der Subregionen des Arc Jurassien Suisse.

Ergänzend zu den quantitativen Benchmark-Analysen wurden qualitative Untersuchungen durchgeführt. Diese bestanden zum einen aus zwei Workshops, welche mit einer Projektbegleitgruppe durchgeführt worden sind, zum anderen aus vor Ort geführten Experteninterviews. Die Workshops und die Expertengespräche dienten insbesondere dazu, die identifizierten Stärken und Schwächen sowie die formulierten strategischen Handlungsempfehlungen einem breiten Diskurs mit Experten und Akteuren aus dem Wirtschaftsraum Arc Jurassien Suisse zu unterziehen. Die qualitativen Einschätzungen aus den Workshops und den Interviews wurden bei der Formulierung des Berichts mitberücksichtigt.

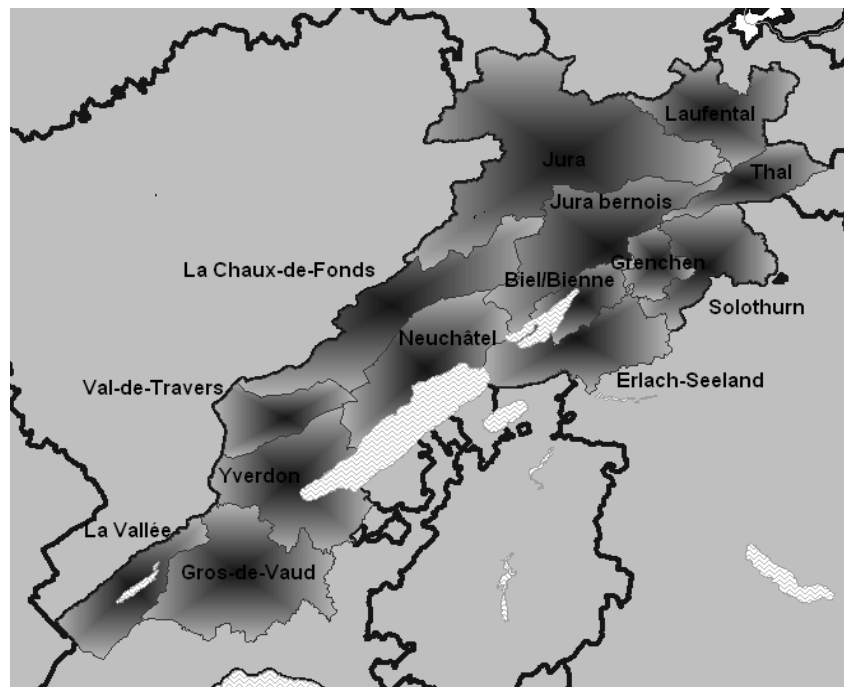


Abbildung 1: Die Subregionen des Arc Jurassien Suisse, BAKBASEL

2 Wirtschaftliche Leistungsfähigkeit

Die Beurteilung der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Arc Jurassien Suisse fällt durchzogen aus. Beim Bruttoinlandsprodukt pro Einwohner als zentrale Messgrösse für die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit belegt der Arc Jurassien Suisse im internationalen Vergleich von 11 ähnlich strukturierten Regionen mit dem siebten Rang immerhin einen Platz im Mittelfeld. Bedenklich ist dagegen, dass hinsichtlich wirtschaftlicher Dynamik über den Zeitraum 1990 bis 2005 der Arc Jurassien Suisse im Vergleich der 11 Regionen mit einem durchschnittlichen jährlichen Wirtschaftswachstum von 0.4 Prozent den letzten Platz belegt (vgl. Abbildung 2).

Die Analyse der Subregionen des Arc Jurassien Suisse verdeutlicht die unterdurchschnittliche wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Arc Jurassien Suisse und weist gleichzeitig auf die grosse Heterogenität zwischen den einzelnen Subregionen hin. Von insgesamt 14 untersuchten Subregionen liegt das Bruttoinlandsprodukt pro Einwohner nur in La Vallée über dem Schweizer Durchschnitt.

Auffallend ist, dass beim Bruttoinlandsprodukt pro Einwohner auch in den urbanen Zentren des Arc Jurassien Suisse (Biel, Neuchâtel und Solothurn) der Schweizer Durchschnitt nicht erreicht wird. Bei der wirtschaftlichen Dynamik im Zeitraum 1990 bis 2005 zeigt sich ein ähnliches Bild. Von den 14 Subregionen des Arc Jurassien Suisse weisen mit Gros-de-Vaud und La Vallée nur zwei Subregionen Wachstumsraten auf, welche über dem Schweizer Durchschnitt liegen.

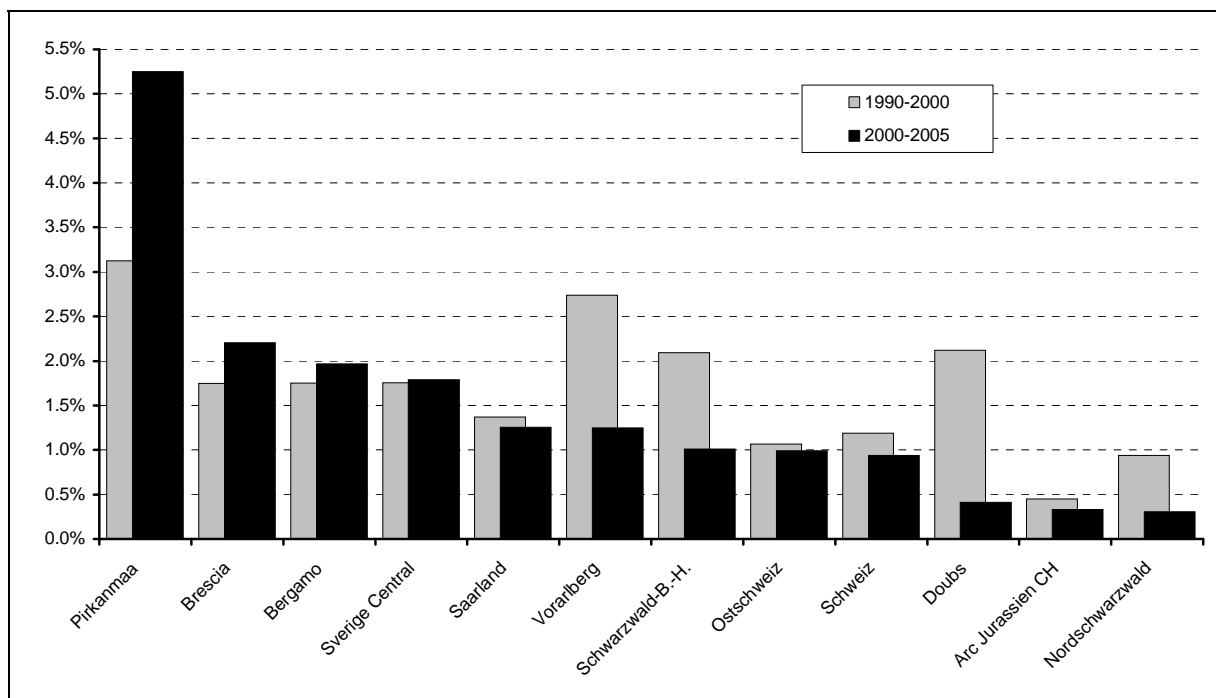


Abbildung 2: Wachstum des realen Bruttoinlandprodukts, zu Preisen und Wechselkursen 2000, BAKBASEL

Der Arc Jurassien Suisse ist stark industriell geprägt und entwickelt sich zunehmend zu einem Technologiestandort. Von zentraler Bedeutung ist insbesondere die Präzisionsindustrie (Metall, Maschinen, Mikromechanik und -technik, Medizinaltechnik, Uhren), auf welche 22 Prozent der regionalen Wertschöpfung entfallen (vgl. Abbildung 3).

Die Analyse des Technologiestandortes Arc Jurassien Suisse ergibt ein zweigeteiltes Bild. Einerseits weist der Arc Jurassien Suisse dank der vor allem in der jüngeren Vergangenheit starken Uhrenindustrie und der eindrucklichen Expansion der Medizinaltechnik zwei erfolgreiche Cluster auf. Andererseits sind Teilbereiche der Präzisionsindustrie (primär Metall- und Maschinenindustrie, teilweise auch Mikromechanik/-technik) bis heute durch einen anhaltenden Restrukturierungsprozess geprägt.

Im für die vorliegende Studie relevanten Untersuchungszeitraum 1990 bis 2005 haben sich die positiven Effekte von Wachstumsclustern und die negativen Effekte des Strukturwandels im Arc Jurassien gegenseitig praktisch auf. Als Folge davon konnte die Präzisionsindustrie dem Wirtschaftsstandort Arc Jurassien Suisse in diesem Zeitraum kaum Wachstumsimpulse verleihen.

Erfreulich ist, dass es der Präzisionsindustrie im Arc Jurassien Suisse in jüngster Vergangenheit (Zeitraum 2005-2006) gelungen ist, vom weltweiten Wirtschaftsaufschwung überdurchschnittlich zu profitieren. Neben der Uhrenindustrie und der Medizinaltechnik trugen in jüngster Vergangenheit auch die übrigen Bereiche der Präzisionsindustrie zu einer positiven Entwicklung des Technologiestandortes Arc Jurassien Suisse bei.

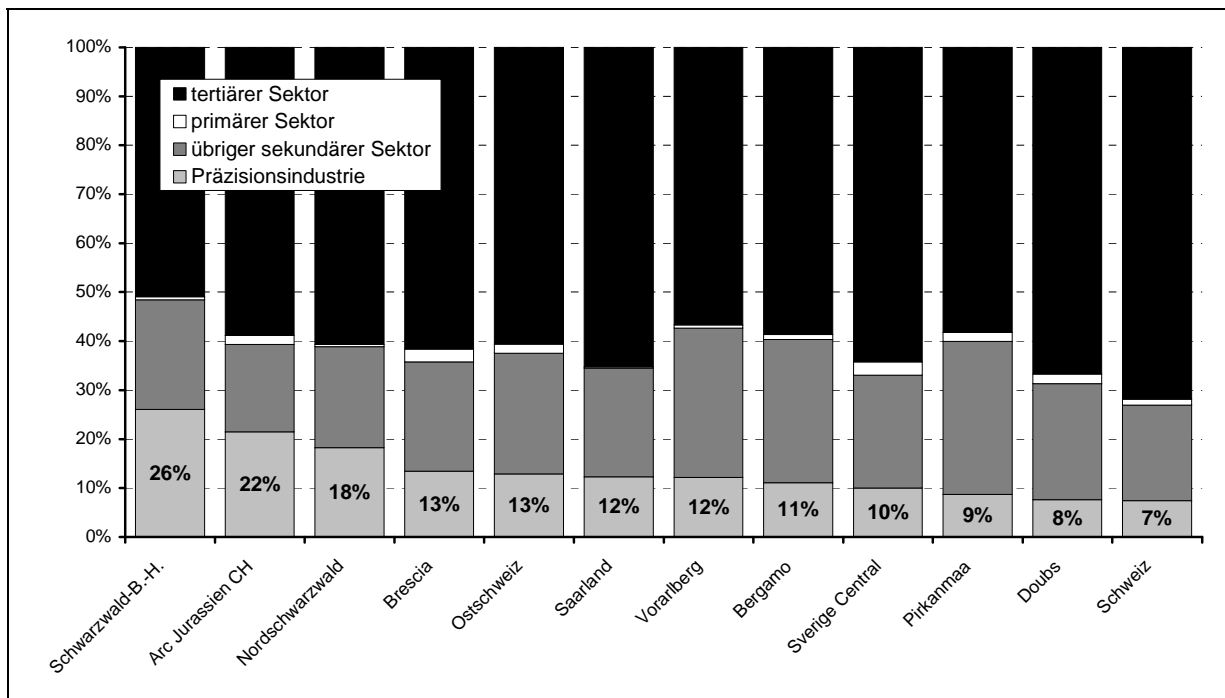


Abbildung 3: Wirtschaftsstruktur mit Fokus auf die Präzisionsindustrie, Wertschöpfungsanteil (nominal) an der Gesamtwirtschaft 2005, BAKBASEL

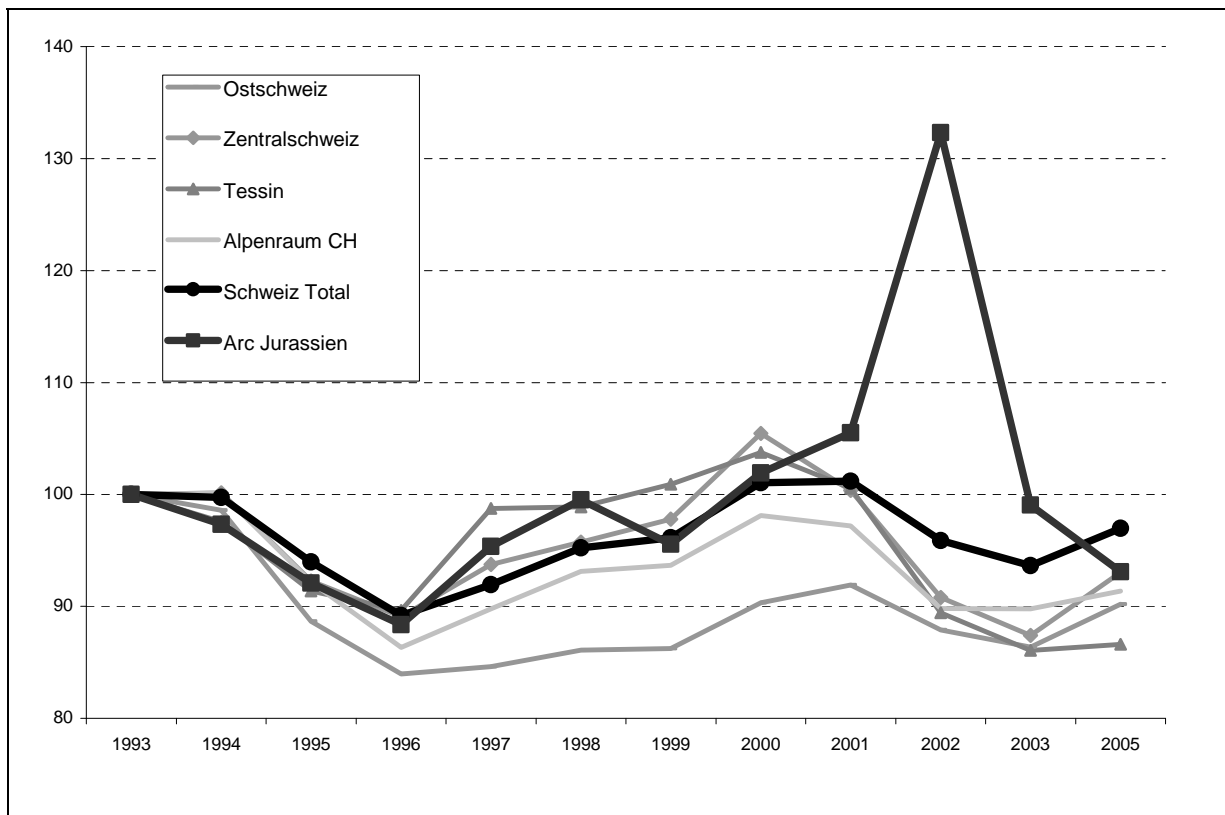


Abbildung 4: Entwicklung der Hotelübernachtungen (Index 1993 = 100), BFS und BAKBASEL

Die Tourismuswirtschaft des Arc Jurassien Suisse ist sehr stark durch den Tagestourismus geprägt, welcher rund 80 Prozent der Gästefrequenzen ausmacht. Die Performance des Übernachtungstourismus verlief in der jüngeren Vergangenheit wenig ansprechend, zeichnen doch sämtliche Indikatoren ein eher negatives Bild. Die Wertschöpfungsentwicklung verläuft negativ, die Nächtigungszahlen der Hotellerie sind stark rückläufig, die Auslastung ist tief und die im innerschweizerischen Vergleich unterdurchschnittlichen Hotelpreise weisen darauf hin, dass die Ertragskraft relativ gering ist. Auffallend ist auch, dass die EXPO.02 keinen nachhaltigen Nachfrageaufschwung ausgelöst hat (vgl. Abbildung 4).

3 Rahmenbedingungen und Standortattraktivität

Die im Rahmen der vorliegenden Studie durchgeführten Analysen zu den Rahmenbedingungen für die Wirtschaft und der Standortattraktivität des Arc Jurassien Suisse ergeben ein durchmisches Gesamtbild. Generell lässt sich festhalten, dass der Arc Jurassien Suisse im internationalen Regionenvergleich über grundsätzlich vorteilhafte Rahmenbedingungen und eine intakte Standortattraktivität verfügt. Als deutlich schlechter ist die Positionierung des Arc Jurassien Suisse hingegen im innerschweizerischen Standortwettbewerb einzustufen.

Das Innovationssystem des Arc Jurassien Suisse steht vor zwei grossen Problemen: Die starke politische Fragmentierung des Raumes und die fehlende urbane Masse der Hochschulstandorte. Der Ist-Zustand der Bildungslandschaft ist kritisch zu sehen. Die Chance der Region besteht daher in der Entwicklung neuer innovativer Konzepte zur Aktivierung und Nutzung des innovativen Potenzials des Arc Jurassien Suisse.

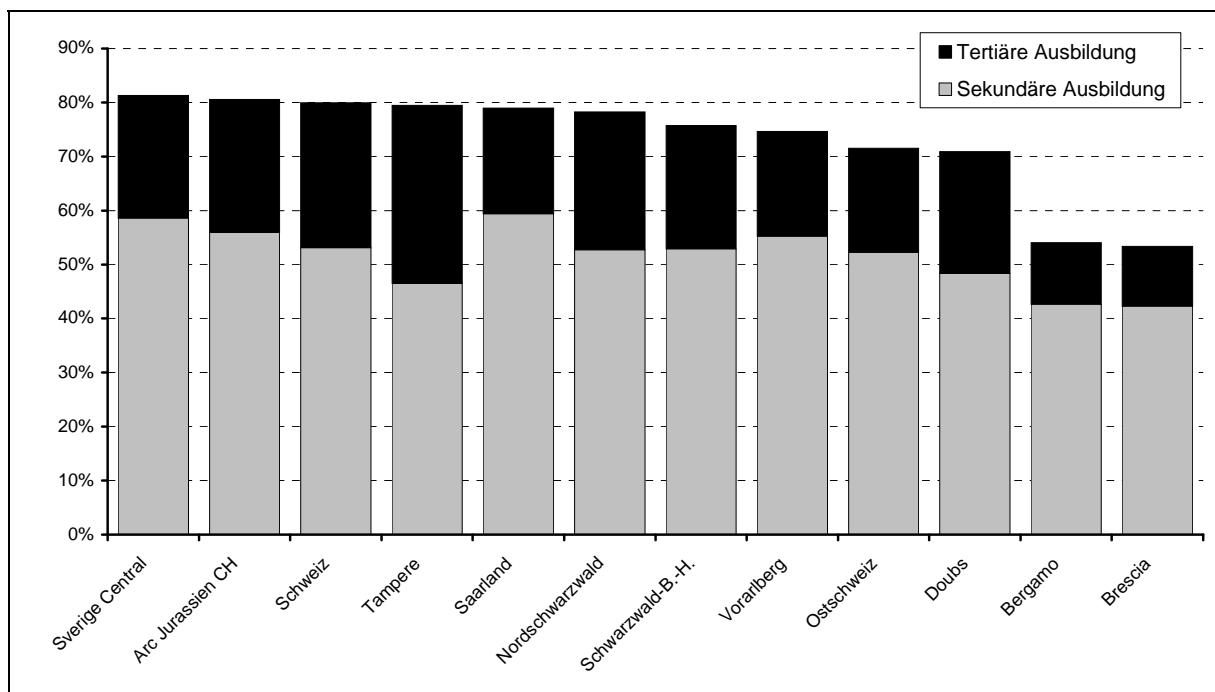


Abbildung 5: Anteil der Hochqualifizierten an den Erwerbstätigen insgesamt (Erwerbstätige nach höchstem erreichten Ausbildungsstand als Prozent der gesamten Erwerbstätigen, 2005), BAKBASEL

Die Ausbildungssituation der Erwerbstätigen im Arc Jurassien ist im internationalen Vergleich hervorragend. Vor allem die für die Produktion benötigten Erwerbstätigen mit sekundärem Bildungsabschluss sind ausreichend vorhanden. Nur leicht schwächer schneidet der Arc Jurassien Suisse ab, wenn man die Quote der tertiär Ausgebildeten betrachtet.

Im Einzelnen lassen sich hinsichtlich Rahmenbedingungen und Standortattraktivität folgende Stärken und Schwächen anführen:

3.1 Stärken

- Wettbewerbsfähiger Uhrenindustrie Cluster
- Wettbewerbsfähiger Medizinaltechnik Cluster
- Industriell-technologisches Know-how und Diversifizierungspotenzial
- Tiefe Produktionskosten gegenüber anderen Schweizer Regionen
- Zentrale Lage in Europa
- Steuerlich attraktiv im internationalen Vergleich
- Gutes Qualifikationsniveau der Beschäftigten
- Flexibler Arbeitsmarkt im internationalen Vergleich
- Arbeitskräfteangebot aus den französischen Nachbarregionen
- Attraktive Siedlungsflächen entlang den Jurarandseen
- Touristisches Potenzial der Jurahöhen als „Raum der Stille“
- Touristische Stärken als Naherholungsgebiet
- Eignung der Regionalzentren (Neuchâtel, Biel, Solothurn) als Kongress- und Seminarstandorte

3.2 Schwächen

- Gesamtwirtschaftlich unterdurchschnittliche Leistungsfähigkeit
- Wachstumsbranchen innerhalb des Dienstleistungssektors untervertreten
- Politisch-institutionelle Fragmentierung des Raumes
- Fragmentierung der Bildungslandschaft
- Periphere Lage innerhalb der Schweiz
- Steuerlich unattraktiv gegenüber anderen Schweizer Regionen (insb. bei der Besteuerung natürlicher Personen)
- Fachkräftemangel in der Industrie
- Ungenügende urbane Dichte
- Fehlende Identifikation, fehlende Vision, kulturelle Teilung des Raumes
- Mangelnde Neugründungsdynamik
- Heterogenität der touristischen Strukturen
- Fehlende internationale Bekanntheit als Tourismusdestination
- Schwach ausgeprägte touristische Alleinstellungsmerkmale
- Mangelhafte Qualität des Beherbergungsangebots
- Hohes Kosten- und Preisniveau im Tourismus

Als Schlussfolgerung zu den aufgeführten Stärken und Schwächen lässt sich festhalten, dass der Arc Jurassien Suisse, aufbauend auf seinen Stärken, über genügend Potenzial für den zukünftigen wirtschaftlichen Erfolg verfügt. Gleichzeitig bestehen aber eine Reihe ernstzunehmender Schwächen, welche es anzugehen gilt.

Die Herausforderung für die politischen und wirtschaftlichen Entscheidungsträger im Arc Jurassien Suisse besteht darin, die identifizierten Stärken zu pflegen und auszubauen und gleichzeitig gegen die vorhandenen Schwächen anzugehen. Als wichtige zusätzliche Herausforderungen, welchen sich der Arc Jurassien Suisse zu stellen hat, sind die Zweisprachigkeit und die existierende Sogwirkung der benachbarten Metropolitanregionen anzuführen.

Die Zweisprachigkeit trägt einerseits zur Fragmentierung des Raumes bei, andererseits stellt sie eine potenzielle Stärke dar. Die Zweisprachigkeit ist insbesondere für die Positionierung des Arc Jurassien Suisse innerhalb der Schweiz eine Chance. Wichtig ist, dass sie intensiv gelebt wird und in den Alltag Einzug hält. Dadurch kann die Identifikation der Bewohner mit dem Arc Jurassien Suisse verstärkt werden. Andererseits bieten sich Chancen für die Wirtschaft, wenn es der Region gelingt, sich glaubhaft als bilingualer Wohnort, Arbeitsplatz und Wirtschaftsstandort zu positionieren.

Hinsichtlich der existierenden Sogwirkung der benachbarten Metropolitanregionen Basel, Genf/Lausanne und Bern besteht für die Entscheidungsträger im Arc Jurassien Suisse die Herausforderung insbesondere darin, diese bei der Verbesserung der Rahmenbedingungen und der Standortattraktivität des Arc Jurassien Suisse mit zu berücksichtigen. Zentral ist dabei die Fragestellung, wie der Arc Jurassien Suisse optimal von den Zentrumsimpulsen der benachbarten Metropolitanregionen profitieren kann.

4 Fünf Entwicklungsleitlinien für die Zukunft

Die im Rahmen der vorliegenden Studie in Form eines Stärken-/Schwächenprofils identifizierten Herausforderungen werfen die grundsätzliche Frage auf, welche Zukunftsoptionen der Arc Jurassien Suisse als Wirtschaftsraum überhaupt hat. Aufgrund der insgesamt unbefriedigenden wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit und der unterdurchschnittlichen Dynamik während des Untersuchungszeitraums 1990 bis 2005 lässt sich die Schlussfolgerung ziehen, dass ein Weiterfahren wie bisher (Status Quo) nicht in Frage kommen kann.

Abgesehen vom Status Quo gibt es zwei strategische Möglichkeiten: erstens die Bildung eines gemeinsamen integrierten Wirtschaftsraumes Arc Jurassien Suisse mit einer autonomen Standortpolitik (Innen-Strategie). Ein wichtiges Element dieser Strategie wäre eine klare Abgrenzung und eigenständige Positionierung gegenüber den benachbarten Metropolitanregionen.

Die zweite strategische Möglichkeit besteht in der konsequenten Ausrichtung der Teilräume des Arc Jurassien Suisse auf die drei Metropolitanregionen Basel, Genf/Lausanne und Bern (Aussen-Strategie). Dabei würde die in jüngerer Vergangenheit immer wichtiger gewordene Ausrichtung der Teilräume des Arc Jurassien Suisse auf die benachbarten Metropolitanregionen verstärkt und es würde auf eine eigenständige Positionierung als Wirtschaftsraum verzichtet.

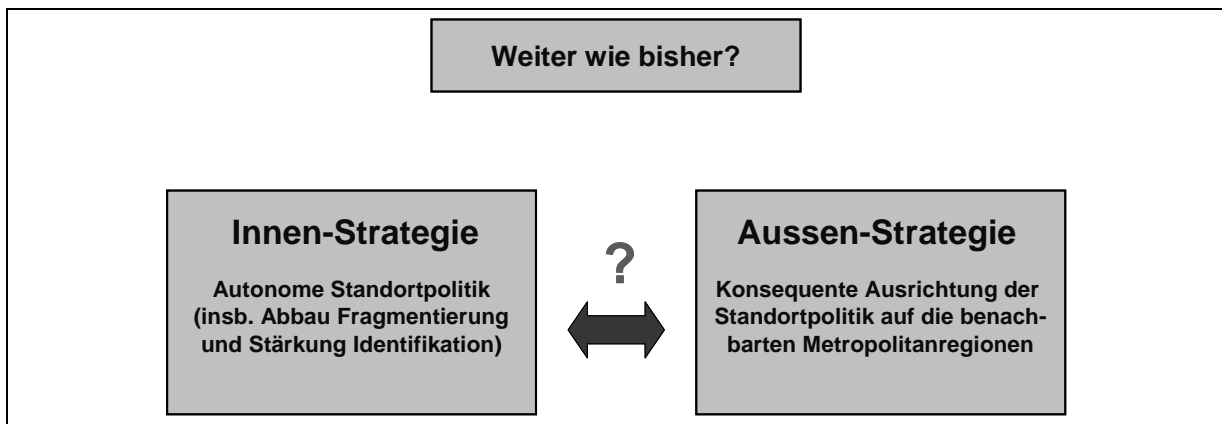


Abbildung 6: Strategische Optionen, BAKBASEL

Aufgrund von funktional-ökonomischen Zusammenhängen ist eindeutig, dass eine optimale Nutzung der von den benachbarten Metropolitanregionen ausgehenden Zentrumsimpulse für die Zukunft des Arc Jurassien Suisse entscheidend ist. Bei den von den Metropolitanregionen ausgehenden Zentrumsimpulsen handelt es sich um ökonomische Realitäten, welche es zu akzeptieren gilt. Konsequenterweise bedeutet dies, dass es, realistisch gesehen, im Grunde nur zwei Szenarien für den Arc Jurassien Suisse gibt.

Das erste Szenario besteht in einer ausschliesslichen Aussen-Strategie, die zweite Strategie ist als Kombination von Innen-Strategie und Aussen-Strategie zu bezeichnen. In einer solchen kombinierten Innen-/Aussen-Strategie würde eine eigenständige Positionierung als Wirtschafts- und Wohnstandort angestrebt, wobei aber gleichzeitig die funktionalen Beziehungen zu den benachbarten Metropolitanregionen nicht nur berücksichtigt, sondern nach Möglichkeit intensiviert und optimiert werden.

Die im Folgenden formulierten Entwicklungsleitlinien bauen auf dem kombinierten Szenario Innen-/Aussen-Strategie auf. BAKBASEL geht davon aus, dass dieses Szenario gegenüber dem Status Quo (Zersplitterung des Arc Jurassien Suisse in heterogene wirtschaftliche Teilräume) grosse Vorteile hat und sich damit die internationale Wettbewerbsfähigkeit steigern lässt.

Wie sich eine ausschliessliche Aussen-Strategie gestalten und umsetzen liesse, wird im Rahmen der vorliegenden Studie nicht untersucht. Als These kann davon ausgegangen werden, dass sich dabei der Arc Jurassien Suisse verstärkt zu einer Wohnregion entwickeln würde und sich seine wirtschaftlichen Perspektiven auf die Weiterentwicklung einiger wettbewerbsfähiger Industrie-Cluster (vorab Uhrenindustrie und ihre Zulieferbranchen) sowie auf die Erbringung von mit seiner Wohnortfunktion verbundenen konsumnahen Dienstleistungen konzentrieren würden.

Wichtig ist festzuhalten, dass im Rahmen der vorliegenden Studie nicht beantwortet wird, welches Szenario Aussen-Strategie oder Innen-/Aussen-Strategie für den Arc Jurassien Suisse als Ganzes langfristig erfolversprechender ist. Sicher ist, dass die regionalen Akteure gut daran täten, diesbezüglich in naher Zukunft grundlegende Entscheide zu fällen.

Zur Realisierung des Szenarios Innen-/Aussen-Strategie sind die folgenden fünf Entwicklungslinien für den Arc Jurassien Suisse von zentraler Bedeutung:

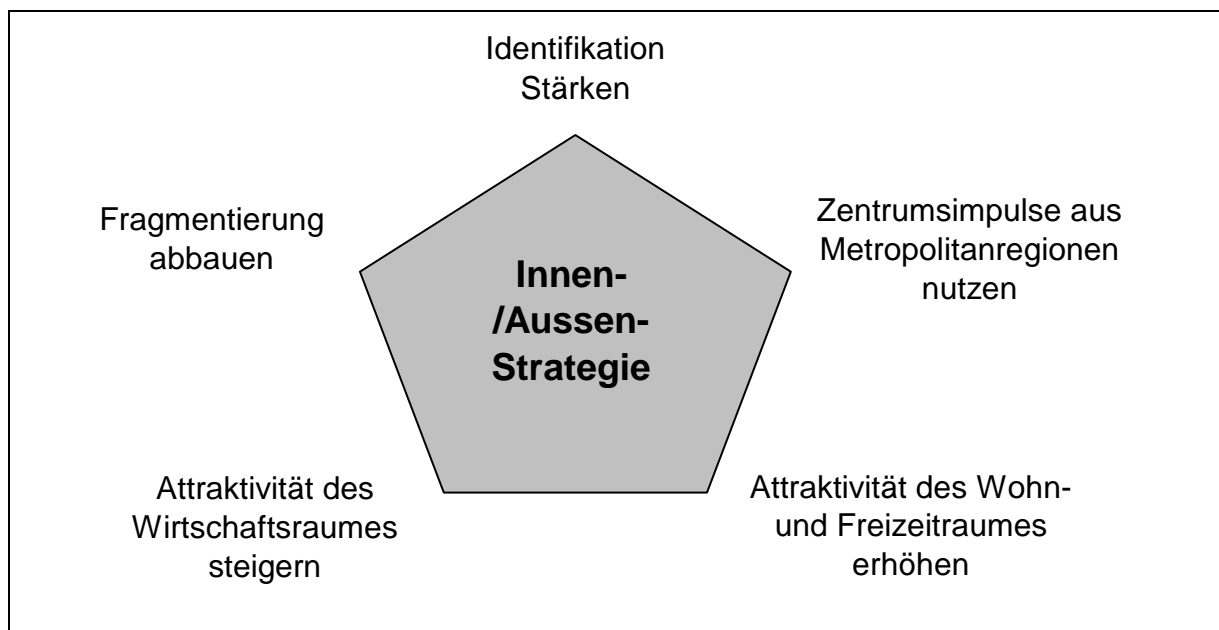


Abbildung 7: Innen-/Aussen-Strategie mit den 5 zentralen Entwicklungsleitlinien, BAKBASEL

4.1 Identifikation mit dem Arc Jurassien Suisse stärken

Der Arc Jurassien Suisse als zusammengehörender Wirtschafts- und Lebensraum existiert in den Köpfen seiner Einwohner bis heute kaum. Die fehlende Identifikation mit dem Arc Jurassien Suisse und die damit zusammenhängende schwache Profilierung der Region ist ein Haupthindernis, welches es zur Umsetzung der Innen-/Aussen-Strategie zu überwinden gilt. Folgende Handlungsempfehlungen werden als geeignet betrachtet, die Identifikation der Bevölkerung mit dem Arc Jurassien Suisse zu stärken:

- Entwicklung einer Vision und eines langfristigen Entwicklungs-Leitbildes für den Wirtschaftsraum Arc Jurassien Suisse.
- Bekenntnis der beiden Kantone Neuenburg und Jura zur Kooperation und zur gemeinsamen strategischen Entwicklung des Wirtschaftsraums Arc Jurassien Suisse.
- Urbanes Oberzentrum für den Arc Jurassien Suisse festlegen, damit hochwertige zentralörtliche Dienstleistungen wenigstens teilweise im Wirtschaftsraum Arc Jurassien Suisse selbst erbracht werden können.
- Eigenständige Positionierung in Abstimmung und gleichzeitiger Abgrenzung zu den Alpenkantonen und den benachbarten Metropolitanregionen anstreben.
- Stärkung der Brückenfunktion der Stadt Biel.
- Zur Stärkung der Identität sollte die Zweisprachigkeit gepflegt und entwickelt werden – insbesondere über das Schulsystem sowie über das kulturell-gesellschaftliche Leben.

- Die primär topographisch bedingte ungenügende verkehrstechnische intraregionale Vernetzung des Arc Jurassien Suisse behindert die Mobilität und die Identifikation mit der Region. Es sind Möglichkeiten zu prüfen, wie sich dieser Nachteil mittel- und längerfristig reduzieren lässt.

4.2 Abbau der Fragmentierung

Die Fragmentierung stellt eine der grössten Schwächen des Arc Jurassien Suisse dar. Sie behindert in wesentlichem Mass eine stärkere Identifikation mit dem Wirtschaftsraum Arc Jurassien Suisse und geht mit ineffizienten Strukturen beispielsweise im Bildungssystem einher. Massnahmen, um die politisch-institutionelle Fragmentierung generell sowie die Fragmentierung des Bildungssystems im Speziellen abzubauen, sind dringend notwendig. Folgende Aufzählung liefert einige Ansatzpunkte:

- Interkantonale Informations- und Austauschplattformen pflegen und intensivieren mit dem Ziel der Stärkung der Kooperation zwischen den involvierten Kantonen.
- Städtetz Arc Jurassien Suisse aufbauen, damit die wichtigen Städte im Arc Jurassien Suisse ihre Führungsrolle besser wahrnehmen können.
- Möglichkeiten zum Aufbau von kantonsübergreifenden Zweckverbänden sind zu prüfen (beispielsweise bei öffentlichen Dienstleistungen wie Bildung, Gesundheit und Infrastruktur).
- Austausch zwischen den Subregionen des Arc Jurassien Suisse verstärken.
- Binnenmarkt „Arc Jurassien Suisse“: Der Abbau unterschiedlicher kantonaler Regulierungen unter der Leitung der Kantone Jura und Neuenburg ist wünschenswert.
- Fortführung und Intensivierung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit mit Frankreich.
- Angleichung der Schulsysteme.
- Überprüfung der Positionierung der Universität Neuenburg. Im Vordergrund stehen die Konzentration auf technisch-naturwissenschaftliche Fakultäten und allenfalls eine Fusion mit vorhandenen Fachhochschulen in der Region.
- Institutionelles Netzwerk der für den Arc Jurassien Suisse relevanten Fachhochschulen aufbauen.
- Synergien im Fachhochschulbereich besser nutzen.
- Kohärente und aufeinander abgestimmte Ausrichtung der für den Raum relevanten sekundären und tertiären Bildungsinstitutionen auf die spezifischen Bedürfnisse der Wirtschaft im Arc Jurassien Suisse (technische und naturwissenschaftliche Bereiche stärken).

4.3 Nutzen der Zentrumsimpulse benachbarter Metropolitanregionen

Es ist offensichtlich, dass diejenigen Subregionen des Arc Jurassien Suisse Standortvorteile besitzen, welche bereits heute starke Bezüge zu den Metropolitanregionen Basel, Genf/Lausanne sowie Bern aufweisen und von deren Impulsen profitieren. Anzustreben ist, dass möglichst viele Subregionen des Arc Jurassien Suisse von diesen Impulsen profitieren können. Folgende Handlungsempfehlungen sind in Betracht zu ziehen:

- Zugehörigkeit zu den benachbarten Metropolitanregionen bejahen.
- Formulierung von Konzepten für die Aussen-Strategie, wobei sich diese für die einzelnen Teilräume des Arc Jurassien Suisse deutlich unterscheiden werden.
- Koordination der Auftritte der Subregionen des Arc Jurassien Suisse gegenüber den Metropolitanregionen. Austauschplattformen sollen sicherstellen, dass nicht Partikularinteressen von Teilräumen die gemeinsame Weiterentwicklung des Arc Jurassien Suisse behindern.
- Verbesserung der verkehrstechnischen Anbindung der Subregionen des Arc Jurassien Suisse an die benachbarten Metropolitanregionen.
- Abstimmung des Bildungssystems im Arc Jurassien Suisse auf diejenigen der benachbarten Metropolitanregionen.
- Neben der Verkehrsinfrastruktur und dem Bildungssystem sind weitere Dienstleistungen mit einer zentralen Rolle der öffentlichen Hand auf ihre funktionalen Bezüge zwischen dem Arc Jurassien Suisse und den benachbarten Metropolitanregionen zu prüfen.

4.4 Erhöhung der Attraktivität als Wirtschaftsraum

Die Standortattraktivität des Wirtschaftsraums Arc Jurassien Suisse zu erhöhen stellt eine absolut zentrale Entwicklungsleitlinie innerhalb des Szenarios Innen-/Aussen-Strategie dar. Die Verbesserung der Rahmenbedingungen für die Wirtschaft und die Steigerung der Standortattraktivität sind insbesondere für den Erfolg im innerschweizerischen Standortwettbewerb unumgänglich. Aus der breiten Palette an Handlungsmöglichkeiten wird im Folgenden eine Auswahl wiedergegeben:

- Steuersenkungen für Unternehmen und natürliche Personen.
- Einsparungen bei der Erbringung öffentlicher Dienstleistungen.
- Reduzierung administrativer Hürden für Unternehmen.
- Jährliche Durchführung eines Innovationswettbewerbs inkl. Vergabe eines Unternehmerpreises Arc Jurassien Suisse und Gründung eines Innovationsfonds.
- Etablierte Unternehmen sollten motiviert werden, als Mentoren für start-ups und spin-offs zu agieren. Denkbar wäre für die Region ein Mentorennetz etablierter Unternehmen für junge Unternehmen in der Post-Start-Up-Phase.
- Standortpolitik auf die Bedürfnisse der Präzisionsindustrie ausrichten. Eine herausragende Rolle kommt dabei aufgrund ihrer Bedeutung und Dynamik der Uhrenindustrie zu. Zentral ist zudem, auf die Bedürfnisse der sehr dynamischen Medizinaltechnik einzugehen.

- Zugang zu Wissen verbessern: vertiefte Zusammenarbeit mit den bestehenden Cluster-Organisationen, Förderung der universitären Fachbereiche Medizinaltechnik, Mikro- und Feinmechanik (auch ausserhalb der Region), Netzwerke zwischen Wirtschaft und Universitäten innerhalb und ausserhalb der Region vertiefen und weiterentwickeln.
- Wissen aus der Präzisionsindustrie zur industriellen Diversifikation nutzen.
- Impulse der vorhandenen Industriecluster im grenznahen französischen Raum zur Diversifizierung der Wirtschaftsstruktur des Arc Jurassien Suisse nutzen.
- Die urbanen Zentren im Arc Jurassien Suisse sollten als Dienstleistungs-Oberzentren gestärkt werden.
- Ausrichtung der touristischen Angebote in den Jurahöhen auf den naturnahen „Entschleunigungstourismus“.
- Positionierung der Regionalzentren im Geschäfts- und Seminartourismus stärken.
- Qualitätsoffensive insbesondere im Beherbergungsangebot: Die Beherbergungsindustrie bildet das Rückgrat jeder Tourismusregion.
- Koordiniertes Standortmarketing.
- Professionalisierung der Unternehmensstrukturen in der Tourismuswirtschaft, beispielsweise mittels Aus- und Weiterbildungsangeboten.

4.5 Erhöhung der Attraktivität als Wohn- und Freizeitraum

Eine hohe Attraktivität als Wohn- und Freizeitraum ist für den Arc Jurassien Suisse aus zwei Gründen wichtig. Sie trägt erstens zur Attraktivitätssteigerung des Wirtschaftsraumes bei, indem insbesondere Top-Kader und hoch qualifizierte Arbeitskräfte einfacher in die Region gelockt werden können. Zweitens ist sie wichtig, damit der Wohnsitz von Personen, welche in benachbarten Metropolitanregionen arbeiten, im Arc Jurassien Suisse behalten werden kann. Folgende Aufzählung zeigt, welche Massnahmen prioritär behandelt werden müssten:

- Senkung der Steuern für natürliche Personen.
- Sicherstellung eines qualitativ hochstehenden ÖV-Angebots innerhalb des Arc Jurassien Suisse.
- Verbesserung der verkehrstechnischen Anbindung der Subregionen des Arc Jurassien Suisse an die benachbarten Metropolitanregionen.
- Schaffung optimaler raumplanerischer Voraussetzungen. Spezielle Beachtung und Entwicklung der hoch attraktiven Wohnlagen entlang dem Neuenburger-, Bieler- und Murtensee (kantonsübergreifende Koordinationsmöglichkeiten bei der Raumplanung).
- Bereitstellung eines Angebots an Bauland und Wohnimmobilien, das den quantitativen und qualitativen Anforderungen genügt.

- Ausscheidung von „Ruhezonen“ in den Jurahöhen. Es ist davon auszugehen, dass sich im Szenario Innen-/Aussen-Strategie in einzelnen peripheren Subregionen die Tendenz zur Entvölkerung auch in Zukunft fortsetzen wird. Diesen Prozess gilt es aktiv zu gestalten (Synergien mit dem „Entschleunigungstourismus“ nutzen).
- Kooperation beim kulturellen Angebot. Hierbei ist eine enge Vernetzung mit der touristischen Entwicklung des Arc Jurassien Suisse anzustreben.

Die fünf Entwicklungsleitlinien sind in vielerlei Hinsicht miteinander verknüpft und sollten nicht isoliert interpretiert und diskutiert werden. Im Besonderen sind die Stärkung der Identifikation, der Abbau der Fragmentierung und das Nutzen von Zentrumsimpulsen als eigentliche Voraussetzungen zur erfolgreichen Attraktivitätssteigerung als Wirtschafts- und Wohnraum zu sehen.

Aufbauend auf den vorhandenen Stärken des Arc Jurassien Suisse lässt sich zusammenfassend festhalten, dass die Chancen zur erfolgreichen Umsetzung einer Innen-/Aussen-Strategie durchaus intakt sind. Allerdings ist die Umsetzung des Szenarios Innen-/Aussen-Strategie eine komplexe Herausforderung und kommt einem politischen Kraftakt gleich. Entsprechend beinhaltet das Szenario Innen-/Aussen-Strategie auch Risiken, welche insbesondere in der politischen Umsetzung bestehen.

Literatur

ARE (2005). Raumentwicklungsbericht 2005. Bern.

Arnold, C. & Schoenenberger, A. (2002). Impact de l'Université de Neuchâtel sur l'économie Cantonale 2000. Analyses et études économiques Ecodiagnostic. Mandat du rectorat de l'Université de Neuchâtel. Neuchâtel.

Attinger, M., Jeanrenaud, M., Voillat, F. & Vuilleumier, M. (2004). Quelle politique régionale pour le Canton de Neuchâtel? Université de Neuchâtel: IRER.

Bättig, C., Kanaan S. & Matti, D. (2002). Zwischenevaluation Regio Plus und Landwirtschaftliche Absatzförderung. ARGE, Interface/evaluanda. Luzern.

BAK Basel Economics (2007). Die Erreichbarkeit als Standortfaktor. Basel: BAK Basel Economics.

BAK Basel Economics (2006). International Benchmarking Report 2006. Basel: BAK Basel Economics.

Bassanini, A. & Scarpetta, S. (2001). The driving forces of economic growth: panel data evidence for the OECD countries. In: OECD Economic Studies No. 33 (2001/II). Paris: OECD. S. 9-56.

beco (2005). Bericht zur Wirtschaftslage 2005. Daten und Fakten zur wirtschaftlichen Situation im Kanton Bern. In: Beco, Berner Wirtschaft.

Bieger, T. et al. (2004). Evaluation der Investitionshilfe für Berggebiete (IHG). Institut für Öffentliche Dienstleistungen und Tourismus Universität St. Gallen. St. Gallen/Lausanne.

Bleaney, M., Gemmell, N. & Kneller, R. (2001). Testing the Endogenous Growth Model: Public Expenditure, Taxation and Growth over the Long-run. In: Canadian Journal of Economics, 34(1). S. 36-57.

Brugger, A., et al. (2003). Neue Regionalpolitik (NRP) – Überprüfung und Neukonzeption der Regionalpolitik. Brugger und Partner (Zürich), im Auftrag des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO). Bern.

- Bundesamt für Statistik (2004). Standorte der innovativen Schweiz – Räumliche Veränderungsprozesse von High-Tech und Finanzdienstleistungen. Analysen zur Betriebszählung 2001. Neuchâtel.
- Cavelti, G. & Kopainsky, B. (2006). Potenzialarme Räume Graubünden – Handlungsmöglichkeiten von Kanton Graubünden und Bund. Flury&Giuliani, Brugger und Partner, Amt für Wirtschaft und Tourismus Graubünden. Zürich.
- Conway, P., Janod, V. & Nicoletti, G. (2005). Product Market Regulation in OECD Countries: 1998-2003. OECD Economics Department Working Paper No. 419.
- Corpataux, J. & Grosjean, N. (1999). Evolution des disparités dans le Canton de Neuchâtel. Université de Neuchâtel, IRER, Mandat du Département de l'économie publique du Canton de Neuchâtel.
- Credit Suisse (2005). Region Biel/Seeland – Struktur und Perspektiven. Economic Research, Zürich.
- Credit Suisse (2004). Westschweiz – Struktur und Perspektiven. Economic Research. Zürich.
- Eichler, M., Blöchliger, H-J., Grass, M. & Ott, H. (2006). Determinants of Productivity Growth. BAK Report 2006 / 1. Basel: BAK Basel Economics.
- Eichler, M. & Grass, M. (2004). Regional Growth Factors: Main Results of Project Phase I (October 2003 – May 2004). Basel: BAK Basel Economics.
- Elschner, C. & Schwager, R. (2003). The Effective Tax Burden on Highly Qualified Employees – An International Comparison. Basel/Mannheim: BAK Basel Economics.
- Ernst Basler und Partner (2006). Regionale Disparitäten in der Schweiz – Teilberichte 1 (Analyse regionaler Disparitäten) und 2 (Grundlagen und Methoden). Ernst Basler und Partner (Zürich), im Auftrag des Bundesamts für Statistik, Sektion Räumliche Analysen. Neuchâtel.
- Hornung, D. & Röthlisberger, T. (2005). Eidgenössische Volkszählung 2000 – Die Bergregionen der Schweiz. HORNUNG Wirtschafts- und Sozialstudien (Bern), im Auftrag des Bundesamts für Statistik. Neuchâtel.
- Nicoletti, G., Scarpetta, S. & Boylaud, O. (2000). Summary indicators of product market regulation with an extension to employment protection legislation. OECD Economics Department Working Paper No. 226.
- Observatoire Statistique Transfrontalier de l'Arc Jurassien (2006a). Démographie et mouvements de la population. Neuchâtel/Besançon.
- Observatoire Statistique Transfrontalier de l'Arc Jurassien (2006b). Logements. Neuchâtel/Besançon.
- Observatoire Statistique Transfrontalier de l'Arc Jurassien (2006c). Marché du travail. Neuchâtel/Besançon.
- OECD (2007). Science, Technology and Industry Scoreboard.
- OECD (2002). Dynamising National Innovation Systems.
- OECD (2000). A New Economy? The Changing Role of Innovation and Information Technology in Growth.
- SECO/ARE (2006). Projektübersicht RegioPlus. In: SECO/ARE Regio Plus Interreg – Info-Bulletin 8/2006. Bern.
- Von Stokar, T., et. al (2004). Evaluation des Bundesbeschlusses zugunsten wirtschaftlicher Erneuerungsgebiete. Analyses et études économiques Ecodiagnostic und INFRAS. Zürich.
- Vuilleumier, M. & Voillat, F. (2003). Les disparités régionales dans le Canton de Neuchâtel. Mise à jour de l'étude de 1999. Université de Neuchâtel, IRER.

Les HES, entre inscription locale et intercantonalité: quels impacts sur l'emploi régional?

Laurent Dutoit, Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)

*Christophe Mager, Observatoire de la ville et du développement durable (OUVDD),
Université de Lausanne*

Laurent Matthey, Institut de géographie (IGUL), Université de Lausanne

1 Quelles bonnes politiques pour la „richesse des régions“?

La politique de régionalisation des hautes écoles spécialisées répond à une double exigence. Il s'agit de développer un tissu intercantonal de hautes écoles dans un but d'efficacité et d'économies, tout en maintenant un ancrage local fort, permettant le développement de „proximités vertueuses“ avec les acteurs économiques, sociaux et culturels du lieu.

L'articulation de cette double exigence donne lieu à différents modèles d'inscriptions territoriales selon la macrorégion sur laquelle on porte son regard. La Zürcher Fachhochschule a opté pour un modèle fortement centré sur le pôle métropolitain zurichois, tout comme, dans une certaine mesure, la Berner Fachhochschule avec l'agglomération bernoise. La Hochschule Luzern, anciennement Fachhochschule Zentralschweiz, a, quant à elle, développé un modèle de spatialisation ancré sur la ville de Lucerne. À l'autre extrême, la haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) a, pour sa part, fait prédominer la dimension intercantonale avec des disparités et des pôles d'attraction divers (région lémanique, arc jurassien, Valais ou bassin fribourgeois) en développant un réseau entre les différentes institutions et domaines de recherche composant son bassin.

Ces modèles d'inscriptions territoriales s'inscrivent dans la lignée des modèles marshaliens d'analyse des externalités positives susceptibles de profiter à l'ensemble d'une région. Ces modèles postulent que la division du travail et la spécialisation des processus de production ne s'effectuent pas seulement du point de vue de l'organisation interne de la firme ; elle peut aussi s'organiser à l'échelle régionale, sous forme de grappes d'entreprises concurrentes ou complémentaires, de pôles de recherches et d'institut de formation. Force est néanmoins de constater que l'on sait relativement peu de choses quant à la façon dont ces „proximités vertueuses“ sont supposées s'organiser, se développer et se stabiliser. Prenant comme cas, l'implantation des hautes écoles spéciales suisses et leur impact sur l'économie régionale, cette contribution aspire ainsi à discuter la pertinence des politiques élaborées sur des modèles marshaliens et portériens, au rang desquelles s'inscrit, selon nous, la nouvelle politique régionale de la Confédération.

Nous procéderons en trois temps. D'abord, nous rappellerons les objectifs poursuivis par la Confédération dans sa stratégie de création et de développement des hautes écoles spécialisées. Ensuite, rattacherons cette stratégie aux conceptions marshalliennes et portériennes du développement économique, tout en montrant les limites les plus évidentes. Enfin, nous nous attacherons à donner les résultats d'une première mesure de l'efficacité des politiques nées de ces conceptions du développement économique.

2 La création des HES, une logique régionale

Le message fédéral de 1994 relatif à la création des hautes écoles spécialisées stipule clairement que la création de ces nouvelles entités de formation s'inscrit dans le programme de revitalisation de l'économie suisse (p. 778, 51 FF 146, vol. III). Il en découle directement trois buts: développement et prestation de services à l'intention de l'économie; amélioration de la coordination entre les niveaux cantonaux et fédéraux; coopération avec l'économie.

Par conséquent, l'objectif affirmé est de „contribuer à l'amélioration des conditions générales de la place économique suisse“. Il convient aussi de noter qu'à l'époque du message, les formations HES concernaient qu'un nombre limité de secteurs d'activités, les métiers de l'ingénierie et architecture, ceux de l'économie (gestion) et du design. Progressivement depuis 2001, les domaines de la santé, du travail social ainsi que des arts et de la musique ont rejoint l'offre des HES. En cela, la volonté fédérale d'élargir l'offre de la formation universitaire à des filières d'ordre pratique s'est réalisée au fur et à mesure de l'élargissement de l'offre HES.

Comment organiser cette contribution à l'économie nationale? Dans le message d'origine, la création des HES est assortie d'une condition géographique. En effet, il est prévu, pour des raisons d'efficacité financière, de regrouper les filières ES devenant HES. Il en devenait donc inévitable de faire un regroupement géographique avec des grandes zones (Figure 1). Egalement, il est défini un certain nombre de critères économiques comme, l'insertion dans une région suffisamment grande, démographiquement et économiquement; effectifs suffisants (réservoir potentiel); solidité financière; contacts régionaux et interrégionaux en matière de formation et de recherche (p.823, 51 FF 146, vol.III). Le Conseil fédéral donne explicitement sa préférence à des regroupements régionaux, et non des regroupements techniques (proximité des disciplines). Néanmoins, le choix du modèle de la HES régionale est laissé aux postulants. La Confédération ne définit pas par avance ce qu'est une région ni quel est le modèle de regroupement à privilégier.

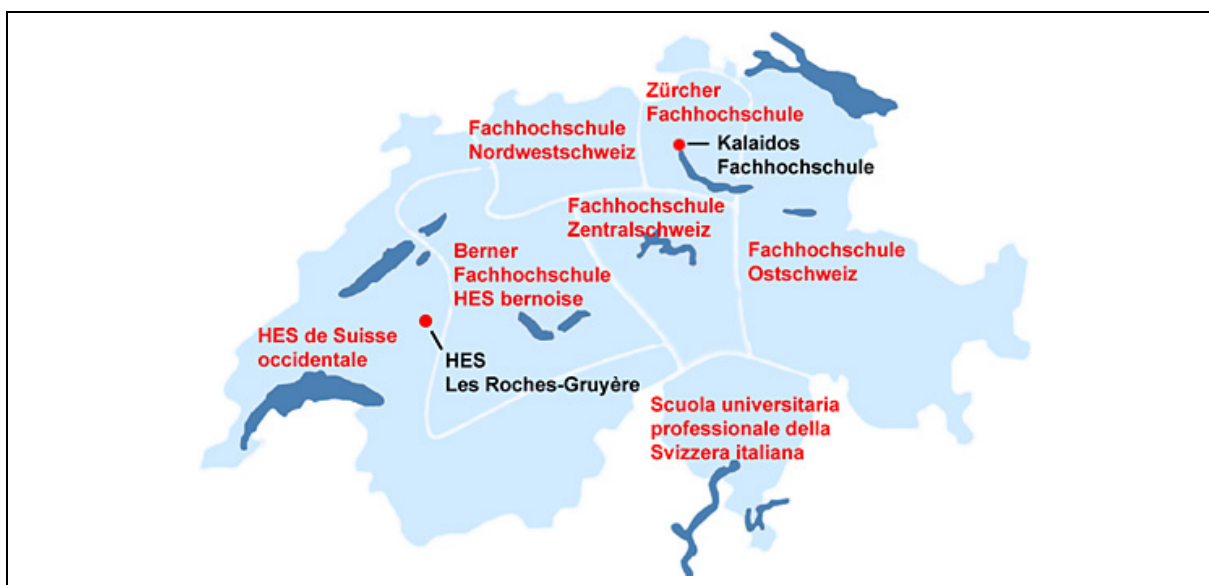


Schéma 1: Les régions HES de la Suisse (site internet de l'OFFT: <http://www.bbt.admin.ch/themen/hoschschulen/00215/00232/index.html?lang=fr>]

A la lecture des intentions fédérales, on pourrait penser qu'il convient pour une HES de regrouper un nombre d'écoles différentes représentant des métiers différents. Néanmoins, en 2008, le Conseil fédéral a autorisé une deuxième HES privée avec une seule filière dans l'hôtellerie. Cet élément qui ne recoupe aucun regroupement ni régional, ni technique semble être un porte-à-faux avec les critères énoncés dans le message. Par conséquent, il existe probablement une appréciation différente entre les HES dépendantes de l'argent public, au nombre de sept, et les HES privées – actuellement au nombre de deux. Toutefois, le rapport avec la politique régionale est également explicité. Tant par le choix de l'emplacement que par la diffusion des HES, l'aspect régional se trouve être renforcé. Par ailleurs, le Conseil fédéral souhaite limiter le nombre à dix HES sur le territoire helvétique. De plus, il est rappelé le potentiel d'encouragement considérable de l'essor économique d'une région. Les centres de compétences sont ainsi appelés à dépasser le cadre cantonal.

La création des HES se trouve ainsi dès le départ face à une tension importante entre la nécessité de trouver une zone d'ancrage suffisamment grande pour être financièrement viable tout en maintenant une proximité socio-économique parfois très locale. Cet équilibre peut être très complexe à obtenir où dans certaines régions périphériques la présence locale est ressentie comme nécessaire par le tissu socio-économique, mais où le nombre d'étudiants est limité pour des raisons d'éloignement géographique.

L'autre objectif géographique est de diffuser les Hautes écoles sur le territoire suisse. Néanmoins, on constate qu'à part en Romandie, ce sont principalement les cantons universitaires qui ont aussi une HES. Il existe ainsi une forte proportion de cantons sans haute école sur leur territoire (Tableau 1).

	Suisse occidentale et Tessin	Suisse alémanique
Cantons uniquement HES	VS, JU	AG, BL, GR, SO
Cantons HES et HEU	GE, VD, NE, FR, TI	BE, BS, SG, ZH, LU
Cantons uniquement HEU	—	—
Cantons sans HES et HEU	—	NW, OW, UR, SZ, GL, ZG, TG, SH, AI, AR

Tableau 1: Haute école par type et par canton

Selon nous, cet élément renforce l'aspect périphérique de certains cantons, notamment en Suisse centrale. La Romandie se différencie ici clairement en permettant à des cantons non universitaires d'avoir sur leur territoire une haute école. Il convient aussi de mettre en avant la place des HES dans les cantons non universitaires pour attirer des fonds européens. Le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche relève concernant le programme cadre de recherche 6 (FP6) dans son SBF News SER que „malgré la forte influence des hautes écoles, on peut relever que 11 cantons sur les 16 qui ne sont pas universitaires ont tout de même bénéficié des subventions européennes. [...] Si les hautes écoles spécialisées sont des participants plutôt discrets au niveau national (2,2% du total des subventions allouées aux chercheurs suisses), elles se révèlent être les acteurs principaux de la coopération européenne dans les cantons de JU, LU, SO et TI“ (SBF News SER, 05/2008).

3 Des modèles différents

3.1 Le modèle d'inscription territorial

Comme nous l'avons mentionné, la Confédération a reconnu à ce jour sept HES dépendantes du financement public et deux HES privés. Il s'agit de la HES-SO (région romande), SUPSI (agglomération de Lugano), FHNW (regroupant les cantons bâlois, l'Argovie et Soleure), FHO (Grison et St-Gall), ZFH (métropole zurichoise), HSLU (ville de Lucerne) – ex-FH Zentralschweiz – et la HES bernoise (BFH) (canton de Berne). Les aires géographiques font exception de certains centres de recherche pouvant se trouver dans des localités plus éloignées que leur centre géographique. Néanmoins, les cas de la HES-SO et de la HSLU sont révélateurs de deux volontés très différentes. La HES-SO place son modèle sur l'ensemble des cantons romands avec la partie francophone du canton de Berne. Ainsi, nous trouvons des sites de formations dans les sept cantons la composant. A l'inverse, la HSLU s'est fortement centrée sur la ville de Lucerne, à l'exception de l'école d'ingénieur de Horw qui se trouve à 5 kilomètre de Lucerne. Témoin de cette stratégie le nom de la HES s'est modifié en 2007 passant de Fachhochschule Zentralschweiz (FHZ) à Hochschule Luzern (HSLU).

Bien que l'on constate rapidement que les contours régionaux s'inscrivent dans des modèles différents d'une HES à une autre. Il convient de demeurer prudent quant à l'établissement d'une typologie de recherche uniquement basée sur les aspects géographiques.

3.2 Le nombre des filières

Au-delà de la région HES, il convient de voir l'organisation des filières attendues qu'il était prévu par la Confédération au départ que les formations soient accessibles sur l'ensemble du territoire à l'exception de quelques filières très spécialisées présentent qu'à un ou deux endroits pour des raisons historiques. Dans le message, il est cité en exemple les formations „liées aux professions graphiques, aux métiers du bois et à la technique automobile“ (p.798, 51 FF 146, vol.III). Dans ces deux derniers cas, la formation est en effet dispensée uniquement à la HES bernoise (BFH).

Néanmoins, cette dernière assertion se trouve discutée par le fait que, basé sur la liste KFH des 60 filières bachelor HES, nous trouvons 21 filières que dans une HES et 16 dans deux HES (partage linguistique). Par conséquent, plus de la moitié des filières sont organisées de manière spécialisée et donc avec des différences concurrentielles selon les HES. Ce développement s'avère évident en raison des éléments géographiques, avantage de situation, et de la concurrence dans certaines filières traditionnelles avec les hautes écoles universitaires ou les écoles polytechniques.

Toutefois, cet élément n'est pas suffisamment différencié d'une HES à l'autre pour être employé dans une typologie. Il demeure que l'organisation des filières au sein de chacun des HES est un élément nettement plus intéressant pour différencier les institutions. En effet, on constate que les HES ayant une forte empreinte régionale ont plusieurs mêmes types de filières dans leur offre alors que les HES centrés sur un centre urbain ont une stratégie d'unicité de la filière. Cet élément est tout à fait cohérent en fonction de l'inscription spatiale et économique des HES.

4 Vers une typologie des HES

Sur cette base, nous pouvons construire une typologie des HES suisses allant d'un modèle metarégional et metatechnique (plusieurs écoles proposant les mêmes filières domaine) à un modèle infrarégional et basé sur l'unité technique (une école d'ingénieur, une école d'arts...) (Tableau 2).

	Région	Canton	Infrarégional (ville)
Compétitif	HES-SO (7 cantons)	—	—
Semi-compétitif	FHO (2 cantons)	ZFH (Zurich-Winterthur)	—
Aggloméré	FHNW (4 cantons)	BFH (nord bernois)	SUPSI (aggl. Lugano) ; HSLU (aggl. Lucerne)

Tableau 2: Typologie des HES

On retrouve ici des éléments cohérents sur l'organisation des HES en fonction de la région et de leur organisation. En effet, l'ordre de grandeur de la région implique nécessairement une présence plus disparate avec des filières répétées. Cela est dû en grande partie à la présence d'un tissu très localisé d'industries pouvant avoir besoin de compétences spécifiques dans son horizon immédiat. Par contre, le développement des filières dans un espace cantonal universitaire induit des éléments de concurrence où les HES doivent se différencier en structurant leur offre tout en gardant une empreinte géographique plus importante et localisée dans des villes non universitaires du canton, comme c'est le cas à Bienne ou Winterthur.

Ces modèles d'inscriptions territoriales mobilisent une même conviction, celle voulant que des „proximités vertueuses“ se développent à partir des interactions entre hautes écoles, recherche et industrie. Ils s'inscrivent en cela dans la lignée des modèles économiques d'analyse des externalités positives susceptibles de profiter à l'ensemble d'une région.

5 Le modèle derrière les modèles

La politique d'implantation des hautes écoles spécialisées relève donc d'une certaine réponse à une question vieille comme les sciences économiques: quelle est l'origine de la richesse des nations? Qu'est-ce qui fait la prospérité d'un territoire? La question est ancienne et a connu des réponses diverses, selon qu'on a attribué cette origine à la terre, à l'échange, à la spécialisation ou à l'existence d'un avantage comparatif. À la fin du XIX^e siècle, Alfred Marshall identifie une autre origine possible à cette richesse des nations, à cette prospérité des territoires: la coopération au sein de „districts industriels“. La concentration d'entreprises spécialisées lui semble en effet productrice – en même temps qu'elle est le produit – d'externalités positives profitables à l'ensemble d'une région. De fait, la division du travail et la spécialisation des processus de production ne s'effectuent pas seulement du point de vue de l'organisation interne de la firme; elle peut aussi s'organiser à l'échelle régionale, sous forme de grappes d'entreprises concurrentes ou complémentaires.

C'est cette source-là, en tant qu'elle est le produit en même temps que l'agent d'une „atmosphère“, que nous souhaitons interroger à présent. Nous procéderons en trois temps. D'abord, nous rappellerons certains des avantages liés à la proximité dans le modèle marshallien. Nous envisagerons ensuite les transformations – consécutives

des mutations du tissu productif des pays d'Occident – du modèle marshallien. Enfin, nous le questionnerons à la lumière de développements théoriques récents, qui tendent à en réduire la pertinence.

5.1 Externalités, proximité et milieu socio-culturel: l'importance de l'„atmosphère“

Les agents économiques tirent en effet différents avantages de la proximité spatiale. Que ceux-ci relèvent d'économies externes techniques (partage d'équipements lourds et onéreux...) ou d'économies externes d'agglomération (qui seront définies par Isard en 1956: complémentarité au sein d'une filière de production, économies induites par des organisations de production en sous-traitance, création d'un bassin de main d'œuvre qualifiée, apparition de structures de coordination...), ils ont pour effet d'abaisser les coûts de production et participent ainsi à l'accroissement des rendements d'une entreprise.

Mais A. Marshall insiste également sur l'influence du milieu social et culturel. Celui-ci induit une „*atmosphère industrielle*“ particulière, qui mélange savoir-faire et culture locale; un corpus de savoirs formalisés ou non, propre à une région et transmis sous des modalités plus ou moins instituées, propice à l'innovation. A. Marshall attribue aussi à cet immatériel un pouvoir d'attraction: „*un centre puissant d'industrie spécialisée attire souvent les nouvelles énergies intelligentes qui viennent compléter celles déjà existantes [...] il peut, grâce à cela, étendre et maintenir sa suprématie*“ (Marshall, 1919: 138).

Plus prosaïquement, il apparaît que les économies externes amènent les entreprises à s'agglomérer afin de bénéficier de l'utilisation commune d'une gamme de service et d'équipements (Chaline, 1980: 25), stimulant des processus cumulatifs d'implantation dans un foyer de croissance.

5.2 Relectures critiques du modèle marshalliens

Les économistes régulationnistes (notamment Becattini, 1992) montreront plus tard l'importance de l'action publique pour le fonctionnement et la pérennisation de ces districts industriels. Le cas de l'Italie du Mezzogiorno est ici significatif. On y observe effectivement une distribution segmentaire d'entreprises qui assurent différentes phases d'un processus unique de production. On y repère des indices d'une interaction positive entre les activités productives et la vie communautaire. Il est, de même, possible d'y identifier un système de valeurs intériorisé et partagé (un *ethos*) qui favorise une „certaine façon“ de travailler. Mais l'influence des processus de régulation et de l'encadrement „institutionnel“ – ne serait-ce que sous forme de politiques d'accompagnement – s'y révèle important. De fait, la simple co-occurrence d'une offre et d'une demande de travail spécialisées ne sauraient produire à elles seules une „*région qui gagne*“. Il arrive effectivement que des acteurs économiques coopèrent et produisent un je-ne-sais-quoi de particulier, un intangible qui entrelace des connaissances et pratiques peu ou pas formalisées; une „atmosphère“ occasionnant des interactions dynamiques dans une logique qui est celle des „*cercles vertueux*“. Mais sans accompagnement et régulation, cette atmosphère s'évapore.

D'autres chercheurs, notamment M. Porter (1995), ont élaboré des variantes plus managériales de ces districts industriels. „*L'avantage concurrentiel des nations*“ résulte de la compétitivité de ses firmes, compétitivité liée à: 1) leur dynamisme; 2) leur

capacité d'adaptation aux variations de la demande; 3) leur aptitude à collaborer dans une „rivalité paradoxale“ et 4) leur inscription dans des chaînes de production intégrant des fonctions intervenant en amont et aval de leur propre activité.

Une fois encore, la richesse d'un territoire résulte d'une faculté d'organisation et de coopération d'acteurs multiples. On ne sera donc pas étonné de constater que cette idée a servi de principe à maintes politiques d'aménagement du territoire, dans des approches plus ou moins interventionnistes ou libérales selon qu'on se proposait d'intervenir par la régulation ou les conditions cadres.

Mais ces modèles ont été principalement établis autour d'activités industrielles. Il est dès lors légitime d'interroger leur validité à l'heure d'une certaine forme de désindustrialisation. La flexibilisation contemporaine de la production renforce-t-elle leur pertinence? Ces modèles sont-ils transposables aux activités tertiaires? Sont-ils applicables à une autre échelle, celle des villes et des agglomérations?

On s'est ainsi fortement intéressé à les pertinences des modèles post-marshaliens dans les politiques de requalification urbaine (Ambrosino, 2007, 2008; Bonard, Matthey, 2009) en déplaçant l'emphase vers l'économie culturelle (Ley, Leriche, 2005). Il est alors apparu que la mesure des impacts des politiques de clusterisation des activités était chose ardue, tant ce qui relève de l'„atmosphère“ reste intangible. Les modèles marshalliens et portériens sont ainsi bien plus „littéraire“ qu'économétrique, verbo-conceptuels que numériques. Ils consistent principalement en un arrangement signifiant de séquences dont on peine à saisir les effets réels.

On retrouve ici certaines des critiques les plus virulentes portées à l'encontre de ces modèles. Il a ainsi été constaté que les clusters ont été mobilisés à la manière d'un concept total, protéiforme et omniscient (Martin, Sunley, 2003). Ce caractère se manifeste notamment dans l'instabilité lexicale des clusters, qui a conduit Martin et Sunley à y voir un „concept chaotique“, tant ses définitions sont nombreuses. Outre cet éclectisme, le concept se caractérise encore, selon ses plus vifs critiques, par le fait qu'il a été construit sur une faille logique majeure, celle qui consiste en un saut d'échelle. Peut-on en effet extrapoler l'organisation interne d'une firme à une région sans reconfigurer les logiques d'interactions entre les acteurs?

Plus fondamentalement, la question se pose— singulièrement en ce qui concerne les hautes écoles spécialisées— de savoir comment implémenter de nouvelles „capabilités“ dans des „terroirs industriels“? Comment contourner l'effet de reproduction géographique dont sont entachées les „atmosphères“ marshalliennes? Comment faire émerger de nouveaux facteurs spécialisés de production? Ces questions interrogent singulièrement la nouvelle politique régionale de la Confédération en ce qu'elle repose de manière significative sur une mobilisation des théories économiques basées sur l'efficacité supposée de la clusterisation des activités, tout en faisant jouer un rôle considérable aux institutions de formations.

6 Tester le modèle et les politiques qui s'en inspirent

Notre questionnement s'inscrit donc à un double niveau, puisqu'en cherchant à mesurer l'impact des hautes écoles spécialisée sur l'emploi régional nous nous proposons de participer aux débats relatifs à la pertinence des politiques publiques qui s'appuient sur une approche de type cluster.

Pour ce faire, nous chercherons 1) à estimer le rôle dynamisant des hautes écoles sur le tissu économique régional et local 2) à déterminer dans quelle mesure les hautes écoles spécialisées fournissent au travers de leurs diplômés une main-d'œuvre qualifiée aux entreprises locales.

Mobilisant le référentiel analytique régulationniste posant que les performances économiques régionales sont d'autant plus importantes que les territoires bénéficient de la présence d'institutions y travaillant au renforcement des liens économiques intra-régionaux et à l'amélioration des échanges d'informations, nous testerons, sur la base d'un modèle *shift-share*, l'hypothèse selon laquelle la croissance de l'emploi dans les régions où sont localisées les HES a été, entre 1995 et 2005, effectivement supérieure à celle qui aurait été attendue compte tenu du seul portefeuille d'activités régional et de la conjoncture nationale. Afin d'éviter un trop grand biais lié aux économies d'urbanisation, nous restreindrons aux seules régions non métropolitaines notre analyse des interactions possibles entre la dynamique de l'emploi et la présence de hautes écoles spécialisées.

6.1 Le modèle d'analyse

Rappelons que l'analyse *shift-share* (modèle de Jones, 1940) permet de décomposer la croissance de l'emploi d'une zone de manière à obtenir, d'une part, la croissance due à la structure productive de départ et, d'autre part, la croissance due à des facteurs spécifiquement régionaux, tels que l'offre de formation, le dynamisme entrepreneurial, le degré d'efficacité des politiques publiques en matière d'emploi, les réseaux locaux, etc. (Barbonne, 2003).

Plus spécifiquement, l'analyse *shift-share* mesure: l'effet national, qui correspond au changement de l'emploi que la région aurait connu si elle avait évolué au même rythme que l'emploi du pays dans son ensemble; l'effet structurel, qui mesure la croissance que la région aurait connue, compte tenu de sa structure d'emploi initiale, au-delà (ou en deçà) de l'effet national.

L'effet structurel correspond ainsi à l'écart entre l'effet national et le taux de croissance que la région aurait connu si tous les secteurs d'activités qui composent sa structure économique, avaient évolués au même rythme que chacun de ces mêmes secteurs au niveau national (taux de croissance hypothétique). Une différence positive signifie donc un effet positif de la structure industrielle de la région, tandis qu'une différence négative indique un effet négatif. L'effet structurel peut donc être interprété comme l'effet relatif de la structure économique ou industrielle de la région. Un fort effet structurel signifiera que la région était bien dotée en activités dont l'emploi a fortement progressé au niveau national.

Mathématiquement, l'on obtient, dans le modèle de Jones, l'accroissement hypothétique de l'emploi de la branche i dans une région j au cours de la période $t_0 - t_1$, soit (H_{ij}), en multipliant l'emploi initial de chaque secteur i (E_{0ij}) par le taux de croissance global de ce secteur. En retranchant cet accroissement théorique (H_{ij}) de l'accroissement réellement observé (D_{ij}), on mesure la composante régionale R_{ij} : $R_{ij} = D_{ij} - H_{ij}$.

L'effet géographique (ou résiduel) constitue alors la différence entre le taux de croissance hypothétique de la région (effet national + effet structurel), qui constitue finalement l'accroissement théorique dû à des facteurs exogènes, et le taux de croissance réellement observé. Un résultat positif indique que la région présente un certain nombre d'avantages compétitifs. Cette composante géographique mesure ainsi en quelque sorte le dynamisme propre à la région (facteurs endogènes), puisqu'elle exprime l'accroissement de l'emploi dont elle n'aurait pas bénéficié si seuls les facteurs expansion nationale et structure sectorielle initiale avaient joué. Cette composante régionale peut aussi être exprimée sous forme de rapport. Un rapport L_{ij} : $L_{ij} = [D_{ij} / H_{ij}]$ supérieur à 1 impliquerait une spécificité locale dynamisante ou pénalisante, s'il était inférieur à l'unité.

Toutefois, comme le montrent Lamarche, Ray & Srinath (2003), l'analyse *shift-share* souffre d'un certain nombre de limites au plan mathématique, notamment du fait de l'absence de prise en compte des effets d'interaction entre les différentes variables du modèle. L'utilisation du modèle de partition multifactorielle développé par Lamarche-Ray-Srinath permet de pallier ces difficultés et, notamment, de tenir compte des effets de taille dans la répartition spatiale de l'emploi entre les différentes régions.

Dans leur modèle, les effets mesurés sont „standardisés“, permettant une comparaison sans biais des régions, quelle que soit leur taille. La pertinence de la méthode de partition multifactorielle développé par Ray (1990) réside ainsi dans le fait qu'elle standardise correctement les données, en tenant compte non seulement des effets de composition de la structure industrielle, mais également des effets de disproportion dans la répartition spatiale de l'emploi. Partant, la méthode permet à la fois d'éliminer les effets de taille et d'isoler les effets d'interaction pouvant exister entre les différentes variables introduites dans le modèle.

Les effets structurels et géographiques s'y interprètent de la même façon que dans l'analyse *shift-share* classique, sauf qu'ils sont correctement standardisés et que l'effet géographique n'est plus un résidu, mais est calculé *per se*, ce qui diminue sensiblement le risque d'erreur. Par ailleurs, le modèle de partition multifactorielle calcule un nouvel effet: l'effet d'interaction. Un fort effet d'interaction correspond, pour une activité et une région donnée, au fait que la région dispose de ressources spécifiques et d'attributs de localisation qui la rend fortement attractive auprès des entreprises relevant de cette activité en fonction de leurs propres besoins. Il n'en reste pas moins que cette méthode partage toujours certaines des limites de l'analyse *shift-share*, à savoir la sensibilité au niveau de désagrégation des données et la non-prise en compte des effets d'entraînement entre les différentes activités.

6.2 Hypothèses

Malgré ces restrictions, l'on comprend bien l'intérêt de ce modèle pour déterminer si – statistiquement – les régions non universitaires dotées de HES ont, ou non, connu, de 1995 à 2005, des évolutions de leur niveau d'emplois en équivalent plein temps significativement différentes par rapport aux régions ne disposant ni de HES, ni d'université. Le niveau géographique retenu a été celui des districts, dont on sait qu'ils correspondent, à quelques exceptions près, à des bassins d'emplois (OFS, 2005). Plus spécifiquement, deux hypothèses ont été formulées, en liaison avec le modèle de Lamarche-Ray-Srinath:

1. Les districts non universitaires avec HES ont amélioré de 1995 à 2005 leur dotation en activités fortement créatrices d'emploi, initiant un processus de rattrapage avec les districts métropolitains universitaires et rompant d'avec les districts non dotés d'HES (effets structurels).
2. L'implantation des cursus HES s'est faite en tenant compte des ressources spécifiques des districts (spécialisation, savoir-faire, etc.). Partant, la dynamique des effets d'interaction a été, pour les régions avec HES et sur les périodes 1995-1998-2001-2005, positive et statistiquement significative pour les activités en liaison avec les cursus HES (effets d'interaction).

Le test de la première hypothèse, fait en recourant à une analyse de variance avec test de Bonferonni, montre qu'un tropisme centre-périphérie existait sur les périodes 1998-2001 & 2001-2005, et que les districts non métropolitains avec HES n'ont pas notablement amélioré leur dotation en activités fortement créatrices d'emploi. Ces districts restaient en 2001-2005 statistiquement plus proches, du point de vue de la mesure des effets structurels, des régions ne disposant pas de HES que des régions centrales avec HES et UNI / EPFL. L'hypothèse d'un particularisme de la croissance de l'emploi dans les régions non universitaires dotées d'HES n'est donc pas confirmée, lorsqu'on la compare à celle des districts dépourvus des hautes écoles.

En d'autres termes, les régions les plus métropolitaines connaissent depuis 1998 des effets structurels significativement différents de ceux des autres régions, qui, quant à elle, ne sont pas significativement différentes les unes des autres du point de vue de cet effet. Ce qui met en relief l'importance, dans les régions de type métropolitain, de la dotation en activités pour lesquelles la croissance de l'emploi a été la plus forte entre 1998 et 2005. Le couplage métropolisation-technopolisation joue probablement un rôle non négligeable dans ces évolutions (Cunha, Both, 2004).

Pour la seconde hypothèse, relative à l'analyse longitudinale des effets d'interaction – évaluée sur la base de la corrélation entre les années (1998, 2001, 2005) et les effets d'interactions mesurées par divisions (activités) et districts –, force est de constater, pour le secteur secondaire, que les districts n'accueillant que des HES ne présentent pas, du point de vue des effets d'interaction, d'évolution pouvant être mise en relation étroite avec les orientations académiques des HES. Il en va de même pour le secteur tertiaire. En résumé, l'on n'observe pas de relations dynamiques fortes entre les ressources spécifiques régionales des districts et l'évolution de l'emploi, et encore moins de liaisons avec l'offre de formation des HES. Cette hypothèse est donc elle aussi infirmée.

7 Conclusions

Tout en gardant à l'esprit que les résultats obtenus dépendent du niveau de désagrégation des données et se font au niveau de l'ensemble des districts – ce qui n'exclue pas donc que certaines régions non métropolitaines dotées d'HES puissent être considérées comme 'gagnantes' –, les conclusions suivantes s'imposent:

- Effets structurels: l'implantation progressive de cursus HES dans les districts non métropolitains n'est pas statistiquement liée à une amélioration de leur dotation en activités fortement créatrices d'emploi par rapport aux régions métropolitaines.
- Effets d'interaction: l'implantation progressive de cursus HES dans les régions non dotées d'universités n'est pas statistiquement liée, en analyse longitudinale, à une évolution plus favorables des activités en relation avec les offres de formation spécifiques aux HES.

Ce bilan global mitigé quant à la relation statistique entre l'implantation des HES et la croissance régionale de l'emploi nécessite de pousser davantage la réflexion:

- S'agit-il d'un problème de mesures (désagrégation, etc.)?
- L'espace-temps d'analyse des HES est-il trop réduit, attendu que nombre d'écoles préexistaient à la création des HES et agissaient dans le tissu économique local?
- S'agit-il d'un problème de taille des HES (effectifs trop réduits pour générer des effets d'entraînement sur l'emploi; impossibilité de concurrencer les zones métropolitaines pour capter des activités et garder les diplômés sur le marché du travail local)?
- Faut-il plutôt y lire la faible spécialisation-clusterisation des districts, amenant à une dilution des effets d'interaction sur l'ensemble des divisions, sachant qu'il a été démontré qu'en Suisse c'est la diversité des activités et non la spécialisation qui est à l'origine des croissances régionales les plus fortes, ce qui suppose l'importance de la fertilité croisée, comme dans le cadre du modèle dit *de Jane Jacobs* (Mager, 2006)?
- Faut-il voir une attraction vers les pôles regroupant des HES et des HEU ce qui limiterait le développement dans les districts uniquement HES?
- Devrait-on s'interroger sur l'adéquation des formations des HES aux besoins et ressources locales?
- Devrait-on réfléchir davantage sur la possibilité d'une impulsion essentiellement exogène de l'emploi en Suisse, plus lié aux stratégies / contextes internationaux qu'aux offres de spécificités locales?
- Faut-il y voir une invalidation des politiques publiques qui s'appuient sur les effets supposés d'une clusterisation des activités?

Bibliographie

- Ambrosino, C. (2007). D'une industrie à l'autre. Agglomération d'artistes et clusters culturels en territoire post-fordiste. L'exemple d'Hoxton à Londres. Les dynamiques territoriales. Débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires. Grenoble, Chambéry: Association de science régionale de langue française.
- Ambrosino, C. (2008). Du quartier d'artistes au cluster culturel, perspective londonienne. Actes du colloque Arts et territoires: vers une nouvelle économie culturelle. Québec: Institut national de la recherche scientifique.
- Barbonne, R. (2003). Partition multifactorielle de la croissance de l'emploi des pôles de la région de Québec-Chaudière-Appalaches: 1981-1996. Cahiers de géographie du Québec, 47, 131: 243-262.
- Becattini, G. (1992). Le district marshallien: une notion socio-économique. Benko, Georges, Lipietz, Alain (éds), Les régions qui gagnent. Paris: Presses universitaires de France: 35-55.
- Bonard, Y. & Matthey, L. (2009). La richesse des territoires: districts industriels, économie culturelle et clusterisation des pratiques artistiques: manifeste pour un urbanisme sensible aux acteurs producteurs d'un esprit des lieux. In Mager, Christophe (éd.), Développement territorial: jeux d'échelles et enjeux méthodologiques. Lausanne: Observatoire universitaire de la ville et du développement durable: 25-34.
- Chaline, C. (1980). La dynamique urbaine. Paris: Presses universitaires de France.
- Chaline, C. (1999). La régénération urbaine. Paris: Presses universitaires de France.
- Da Cunha, A. & Both, J.-F. (2004). Métropolisation, villes et agglomérations: structures et dynamiques socio-démographiques des espaces urbains. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.
- Jones, J. H. (1940). A Memorandum on the Location of Industry. The Royal Commission on the Distribution of the Industrial Population. London. Appendix II. London: His Majesty's Stationery Office, Cmnd 6135.
- Lamarche, R. H., Srinath, K.P. & Ray, M. (2003). Correct partitioning of regional growth rates: improvements in shift-share theory. Revue canadienne des sciences régionales, 26: 121-141.
- Mager, C. (2006). Croissance de l'emploi régional en Suisse (1985-2001). Revue d'économie régionale et urbaine, 3: 489-507.
- Marshall, A. (1890). Principles of Economics. London: Macmillan.
- Marshall, A. (1919). Industry and Trade. London: Macmillan.
- Martin, R. & Sunley, P. (2003). Deconstructing clusters: chaotic concept or policy panacea? Journal of Economic Geography 3: 5-35.
- Office fédéral de la statistique/OFS (2005). Les niveaux géographiques de la Suisse. Neuchâtel : Office fédéral de la statistique.
- Porter, M. (1995). The competitive advantage of the inner city. Harvard Business Review 3: 55-71.
- Ray, M. (1990). Standardising Employment Growth Rates of Foreign Multinationals and Domestic Firms in Canada: From Shift-Share to Multifactor Partitioning. International Labour Office, Multinational Enterprises Program, Working paper 62.
- Scott, A. J. & Leriche, F. (2005). Les ressorts géographiques de l'économie culturelle. Du local au mondial. L'Espace géographique 3: 207-222.

Demografischer Wandel in ruralen Räumen

Das Beispiel des Brain-Drain Brain-Gain

Stefan Rieder, Interface Politikstudien Forschung Beratung

Colette Peter, Hochschule Luzern – Soziale Arbeit

Daniel Matti, Interface Politikstudien Forschung Beratung

Emanuel Müller, Hochschule Luzern – Soziale Arbeit

1 Einleitung

Die Abwanderung der Bevölkerung aus ländlichen Regionen lässt Sorgenfalten auf den Stirnen regionaler Politikerinnen und Politiker entstehen. Wenn es sich bei den Abwandernden zudem um hochqualifizierte Personen handelt, läuten in den Regionen die Alarmglocken: Der Verlust des hochqualifizierten Humankapitals wird als Bedrohung der ökonomischen wie gesellschaftlichen Basis betrachtet. Mit dem Begriff des „Brain-Drains“ lässt sich die Problematik kurz und treffend zusammenfassen.

Früh hat die Forschung das Phänomen des Brain-Drains erkannt und dieses insbesondere in den Entwicklungsländern analysiert (Galinski 1986, Glaser 1978). Seit dem Zerfall der Sowjetunion ist die Abwanderung von Hochqualifizierten aus den ehemaligen Ostblockstaaten nach Westeuropa ein stark beachtetes Thema (Straubhaar, Wolburg 1999). In jüngster Zeit haben insbesondere Analysen für Länder auf dem Balkan für Schlagzeilen gesorgt: „Kluge Köpfe verlassen Serbien“ lautete die Überschrift eines Presseberichts im September 2009.¹ Eine Analyse der DEZA und des Forums für demokratische Initiative in Kosovo zeigt die Abwanderung aus Kosovo auf. Allerdings hat diese auch positive Effekte: Die Ausgewanderten unterstützen ihre Angehörigen mit Geldsendungen oder kehren später zumindest teilweise nach ihrem Auslandsaufenthalt zurück. Dabei bringen sie Know-how mit und gründen nicht selten Unternehmen oder sind auf dem heimischen Arbeitsmarkt dank der im Ausland erworbenen Qualifikationen begehrt.²

Die Regionalpolitik der Schweiz nahm das Thema Brain-Drain in den 1980er Jahren auf. Der Diskurs drehte sich damals um die „funktionale Konzentration“ in der Schweiz: Bezeichnet wurde damit ein Prozess, wonach „die Funktionen, die in den Wirtschaftsunternehmen des Landes ausgeübt werden, zunehmend ungleichmässig über den Gesamttraum verteilt sind, indem sie sich – je nach Funktionstyp – auf verschiedenartige Gebiete konzentrieren“ (Müller 1982, S. 20). Die funktionale Differenzierung führe dazu, dass sich Leitungsfunktionen von Unternehmen in die Ballungszentren verlagern. Wenn nun Betriebe in den Randregionen durch Konzerne in den Ballungsgebieten übernommen werden, verlieren gleichzeitig die Randregionen qualifizierte Arbeitsplätze und die hochqualifizierten Arbeitskräfte wandern ab (Rossi 1995, S. 132, Müller 1982, S. 20). In verschiedenen Studien wurde dieser Effekt empirisch untersucht (Brugger et al. 1982).

Neben der regionalwirtschaftlichen Diskussion wurde der Brain-Drain auch im Bildungswesen analysiert: Im Zentrum stehen die Auswirkungen von Bildungsaktivitäten in Randregionen auf die Migration von Arbeitskräften. Empirische Untersuchun-

¹ NZZ, 4. September 2009.

² NZZ 13. Oktober 2009.

gen ergaben uneinheitliche Aussagen, wie Bühler-Conrad in einer Literaturübersicht darstellt. In ihren eigenen Analysen kommt sie zum Schluss, dass der Ausbau von Mittelschulen den Brain-Drain fördert, der Ausbau von Berufsschulen hingegen nicht (Bühler-Conrad 1984, S. 20; 221).

Nachdem das Thema Brain-Drain in den 1990er Jahren eher wenig beachtet wurde, wurde es in jüngster Zeit wieder aufgegriffen. In verschiedenen Publikationen wird das Phänomen qualitativ wie quantitativ beschrieben.³ In diesem Umfeld ist auch ein Interreg-IIIb-Projekt⁴ zu situieren, das sich intensiv mit der Frage der Abwanderung hochqualifizierter Arbeitskräfte beschäftigt hat: Das Projekt hat sich zum Ziel gesetzt, die Abwanderung der Hochqualifizierten aus Randregionen zu untersuchen und Massnahmen für die Bekämpfung des Brain-Drains zu entwickeln. Das Ziel wurde in einer internationalen Kooperation zwischen drei Randregionen in Angriff genommen: Beteiligt sind die Region Twente in den Niederlanden, die Westpfalz in Deutschland und die Region Zentralschweiz (mit Schwerpunkt auf die Kantone Uri und Luzern).

Im Folgenden werden einige ausgewählte Ergebnisse des Projektes vorgestellt, welches zwischen 2003 und 2007 umgesetzt worden ist. Wir konzentrieren uns dabei auf folgende Fragestellungen:

- Wie gross ist der Brain-Drain in ausgewählten Regionen der Schweiz? Stellt er überhaupt ein Problem dar?
- Gibt es neben dem Brain-Drain auch einen Brain-Gain (also eine Rückwanderung Hochqualifizierter in Randregionen)? Wenn ja, in welchem Ausmass findet er statt?
- Lässt sich der Brain-Gain fördern? Und wenn ja, wie ist dabei vorzugehen?

2 Brain-Drain: eine Frage der Definition

Die Erfahrungen aus der theoretischen wie praktischen Beschäftigung mit dem Brain-Drain zeigen zunächst eines auf: Brain-Drain ist ein vielschichtiges Phänomen, das nicht alleine auf die Abwanderung Hochqualifizierter reduziert werden kann. Vielmehr gibt es verschiedene Zugänge, das Problem zu beschreiben. Und dies ist nicht „nur“ eine wissenschaftliche Spielerei: Die Diskussionen mit Stakeholdern aus Politik und Wirtschaft sowie Arbeitnehmenden und Verbänden haben gezeigt, dass das Problembewusstsein je nach Blickwinkel stark unterschiedlich ausfällt. Dies kann im Extremfall so weit gehen, dass aus Sicht der Unternehmen ein Problem besteht (Mangel an hochqualifizierten Arbeitskräften), die Politik darauf aber nicht reagiert, weil sie beispielsweise mit den Entlassungen infolge von Firmenschliessungen beschäftigt ist und nicht von zu wenig, sondern von zu vielen hochqualifizierten Arbeitskräften in der Region ausgeht.

³ Auf folgende Veröffentlichungen kann hingewiesen werden: Departement für Volkswirtschaft, Institutionen und Sicherheit Kanton Wallis; Departement für Erziehung, Sport und Kultur Kanton Wallis 2004; Hornung/Röthlisberger 2005, Herger 2004, Egger et al. 2003.

⁴ „Human capital in European peripheral regions: Brain Drain and Brain Gain“, Interreg-IIIb-Projekt Region Nordwest-Europa.

Ausgangsbasis für eine Diskussion der Problematik bildet somit eine Definition des Begriffs der Hochqualifizierten. Diese Definition kann je nach Akteur unterschiedlich ausfallen. Während Unternehmen die Definition meist weit ziehen und Handwerker mit Spezialkenntnissen in die Definition einschliessen, definiert die Bildungspolitik Hochqualifizierte erst ab dem Erreichen eines Hochschulabschlusses. In dem hier angesprochenen Interreg-Projekt wurde die letzte Sichtweise übernommen und bewusst mit einer engen Definition gearbeitet, die auch international anschlussfähig ist: Als „Brains“ gelten demnach Personen mit einem Hochschulabschluss oder einem Fachhochschuldiplom.⁵ Diese enge Definition ist auch nützlich, weil so die Zielgruppen einer potenziellen Politik einfacher zu beschreiben sind.

Ausgehend von dieser Definition kann eine Beschreibung des Phänomens des Brain-Drains und des Brain-Gains ansetzen. Es haben sich im Projektverlauf mindestens sechs Zugänge herauskristallisiert, die wir im Folgenden skizzieren.

2.1 Definitionen 1 und 2: Höhe der Abwanderung und Migrationssaldo zur Beschreibung des Brain-Drains und Brain-Gains

Definition 1 ergibt sich intuitiv: Aus der Sicht einer Region ist ein Brain-Drain dann vorhanden, wenn eine hochqualifizierte Person aus der Region wegzieht und ihren Arbeitsplatz ausserhalb der Region sucht. Ein Brain-Gain ist dann zu beobachten, wenn die Person von ausserhalb in die Region zuzieht und ihren Wohn- und Arbeitsort in die Region verlegt. Die folgende Grafik zeigt nun, wie sich die Abwanderung von Hochqualifizierten in der Zentralschweiz und in ausgewählten anderen Kantonen entwickelt hat.

Abbildung 1 zeigt nur die Wanderungsströme in eine Richtung, die für die einzelnen Kantone (Uri, Wallis) durchaus beträchtlich sind, aber mit der Zeit abnehmen. Daraus liesse sich spontan der Schluss ziehen, dass sich die Problematik der Abwanderung Hochqualifizierter entschärft. Dies ist relativ gesehen der Fall. Aus regionalökonomischer Sicht muss an dieser Stelle aber Definition 2 nachgereicht werden: Diese besagt, dass das Ausmass des Brain-Drains als Saldo der ab- und zugewanderten hochqualifizierten Personen in einer bestimmten Zeitperiode zu definieren ist. Abbildung 2 zeigt den Saldo des Brain-Drains für die ausgewählten Kantone gemäss Definition 2.

⁵ ISCED-Gruppen 5A, 5B oder 6, gemäss der auch vom Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (BBT) verwendeten International Standard Classification of Education ISCED.

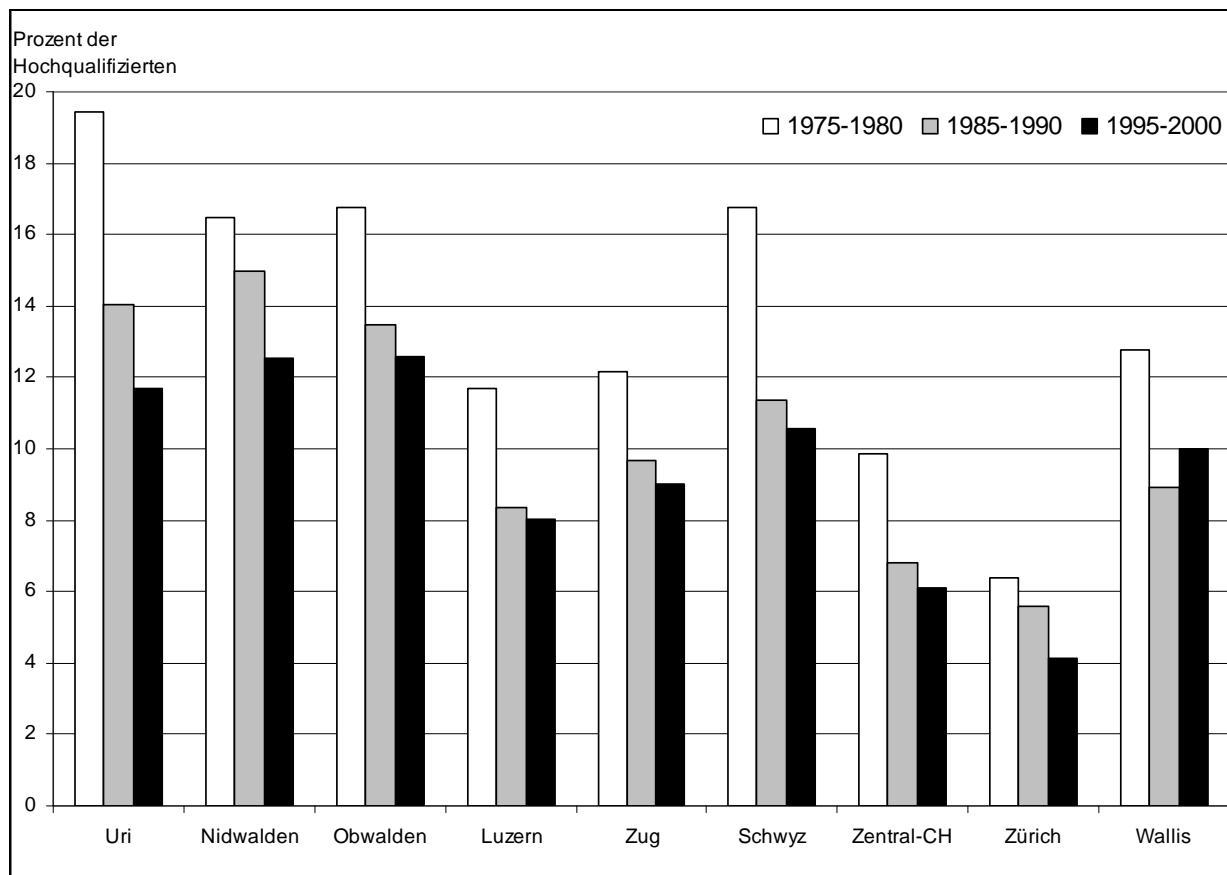


Abbildung 1: Abwanderung der Hochqualifizierten in ausgewählten Kantonen der Schweiz für drei Zeitperioden (Quelle: Daten der Volkszählungen des Bundesamtes für Statistik 1980, 1990, 2000)

Vergleichen wir in den Abbildungen 1 und 2 beispielsweise die Ergebnisse für den Kanton Uri, so erlaubt die zweite Definition einen schärferen Blick auf den Brain-Drain: Er hat sich im Verlauf der Zeit nicht etwa abgeschwächt (wie Abbildung 1 vermuten lassen würde), sondern ist vielmehr stärker geworden: Der Anteil der abgewanderten Hochqualifizierten hat sich in der letzten beobachteten Periode wieder vergrößert. Je nachdem, ob Problemdefinition 1 oder 2 verwendet wird, ergeben sich somit andere Schlussfolgerungen für die öffentliche Politik.

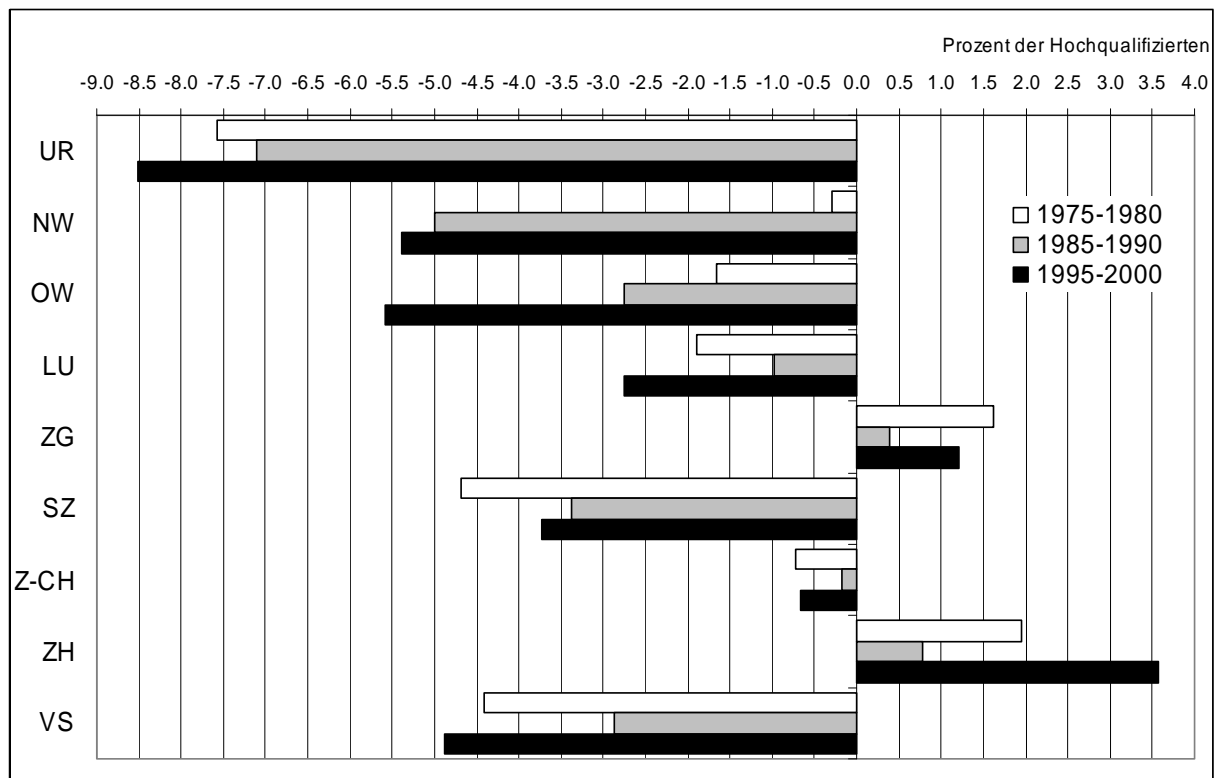


Abbildung 2: Saldo Brain-Drain–Brain-Gain (Quelle: Daten der Volkszählungen des Bundesamtes für Statistik 1980, 1990, 2000)

2.2 Definition 3: Anteil Hochqualifizierter an der Wohnbevölkerung und Humankapital

Einer dritten Sichtweise liegt die Annahme zu Grunde, dass eine Region nicht nur einen ökonomischen, sondern auch einen sozialen Nutzen aus einem hohen Anteil an Hochqualifizierten zieht. Dahinter steht die Überlegung, dass gut ausgebildete Personen ihr Wissen ausser in der Arbeitswelt auch in Bereichen wie Sport, Politik, Soziales oder Kultur einbringen. In diesem Zusammenhang wird auch von emotionaler Intelligenz oder von sozialem Kapital gesprochen, die einer Gesellschaft eigen sind. Regionen mit einem hohen Brain-Drain geht demnach nicht nur betriebswirtschaftliches Know-how, sondern auch soziales Kapital verloren. Daten der niederländischen Projektpartner aus Twente im Interreg-Projekt illustrieren diese Problemdefinition 3.

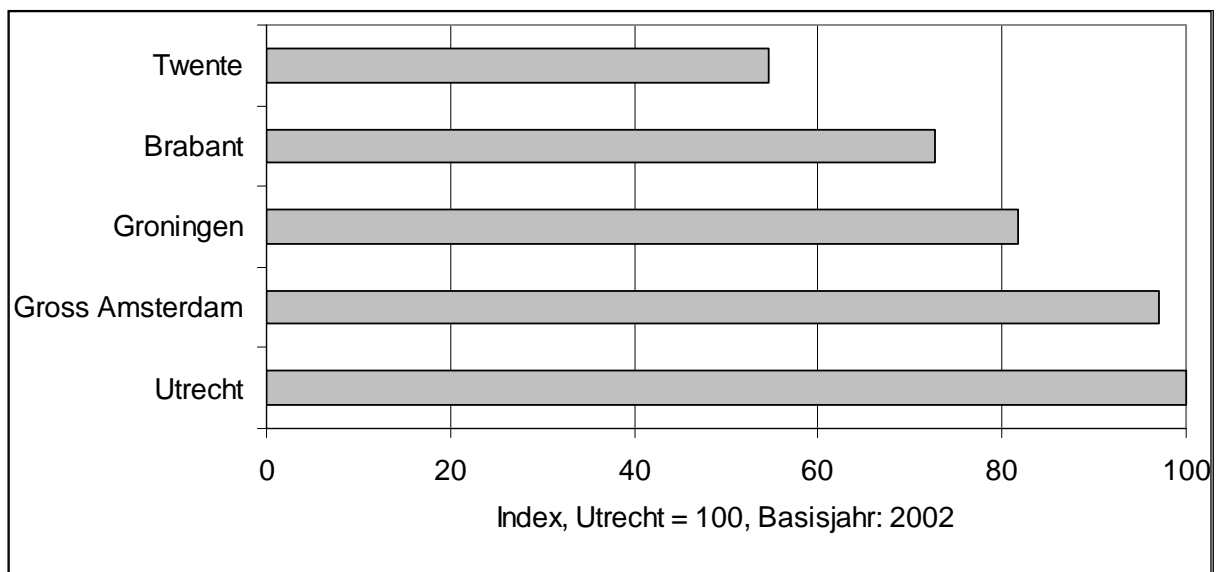


Abbildung 3: Humankapital in fünf Regionen der Niederlande (Quelle: Daten der Projektpartner in Twente)

Die Abbildung vermag die Bedeutung der dritten Definition von Brain-Drain zu illustrieren. Die strukturschwache Region Twente (Partnerin im Projekt) leidet nicht nur an einer Abwanderung der Hochqualifizierten. Durch diesen Trend schmälert sich auch das Humankapital der Region insgesamt, das im Vergleich mit den Zentren der Niederlande um mehr als 40 Prozent geringer veranschlagt wird.

2.3 Definition 4: Bedarf der regionalen Unternehmen

Die ersten Diskussionen mit Betroffenen in den drei Regionen des Interreg-Projekts haben mitunter zu erstaunlichen Ergebnissen geführt. So hat sich gezeigt, dass namentlich für regionale Behörden die Abwanderung von Hochqualifizierten nicht a priori ein Problem darstellt. Gerade in Gebieten mit starkem Strukturwandel (z.B. Einbrüche bei der Produktion in der Schuhindustrie, der Fertigung von Lokomotiven oder bei den Zulieferern der Automobilindustrie in der Westpfalz) wird argumentiert, dass ein Wegzug der Hochqualifizierten sogar erwünscht sei: Sie fallen so der Region nicht als Arbeitslose zur Last. Ein Verbleiben in der Region wird als nicht sinnvoll erachtet, weil ohnehin keine Arbeitsplätze vorhanden seien.

Abstrakt formuliert stellt sich die Frage, ob ein Brain-Drain überhaupt ein Problem darstellt, wenn die regionale Wirtschaft keinen Bedarf an Hochqualifizierten aufweist. Damit wären wir bei Problemdefinition 4: Diese beschreibt das Problem des Brain-Drains aus Sicht der Unternehmen. Brain-Drain stellt in diesem Kontext nur dann ein Problem dar, wenn ein Mangel an Hochqualifizierten tatsächlich besteht. In der folgenden Grafik sind die diesbezüglichen Ergebnisse aus Erhebungen des Projektes dargestellt.

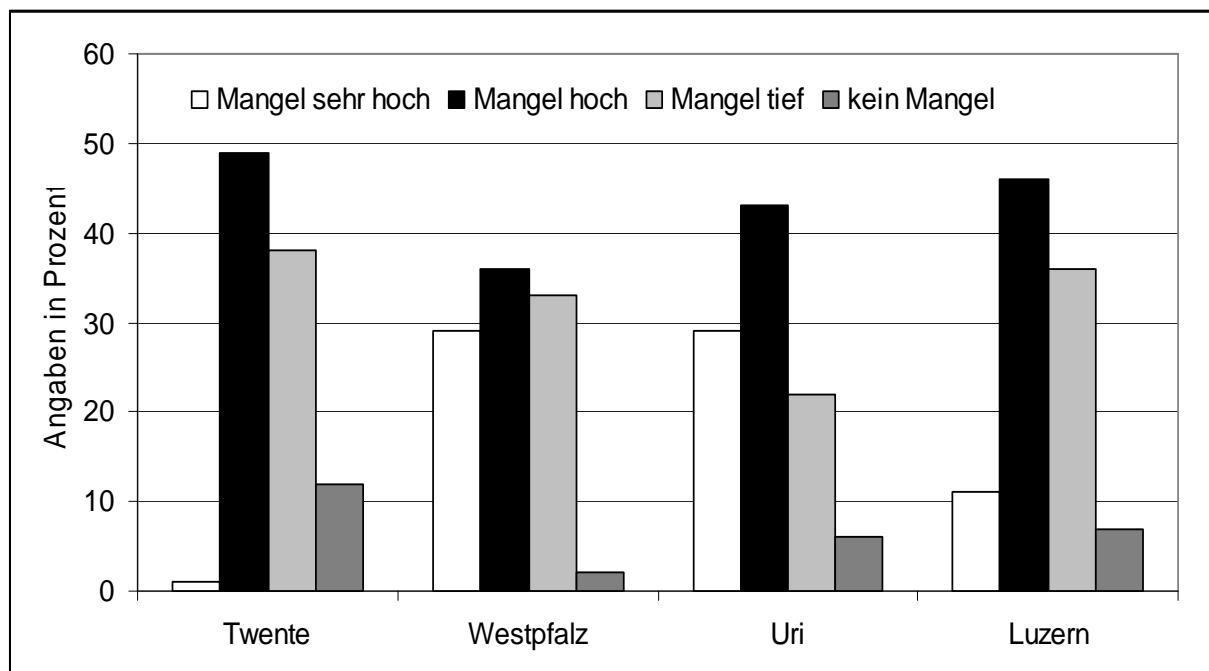


Abbildung 4: Mangel an Hochqualifizierten bei Unternehmen, Quelle: eigene Erhebungen sowie Daten der Projektpartner in Twente und in Kaiserslautern; Uri: 2004, n=186, Luzern: 2004, n=105, Twente: 2005, n=150, Westpfalz: 2004, n=340; n: Anzahl antwortende Unternehmen)

Die Abbildung zeigt, dass die Unternehmen in den vier untersuchten Regionen tatsächlich einen Mangel an Hochqualifizierten beklagen. Dieser ist unterschiedlich stark ausgeprägt und in Twente vergleichsweise tief und im Kanton Uri umgekehrt am stärksten ausgeprägt. Interessant ist auch das Ergebnis für die Westpfalz: Während bestimmte Exponenten in der Abwanderung keine Schwierigkeit für die regionale Wirtschaft sehen (wo keine Arbeitsplätze sind, braucht es auch keine Hochqualifizierten), bekundet noch eine beachtliche Zahl von Unternehmen Mühe, entsprechendes Personal zu finden. Der Brain-Drain wird somit stark unterschiedlich wahrgenommen und problematisiert

2.4 Definitionen 5 und 6: fiskalische Sicht und Bilanz der Studienabgängerinnen und -abgänger

Eine fünfte und eine sechste Definition des Brain-Drains ergeben sich aus fiskalischer Sicht. Der Brain-Drain führt aus dieser Perspektive zu einem Verlust an Steuersubstrat (Definition 5) respektive die hohen Bildungsinvestitionen gehen verloren und kommen anderen Regionen zu Gute (Definition 6). Die folgende Abbildung zeigt am Beispiel der Studienabgängerinnen und Studienabgänger der Universität Kaiserslautern (Westpfalz) auf, wie stark der Wegzug von Universitätsabsolventen ausfallen kann.

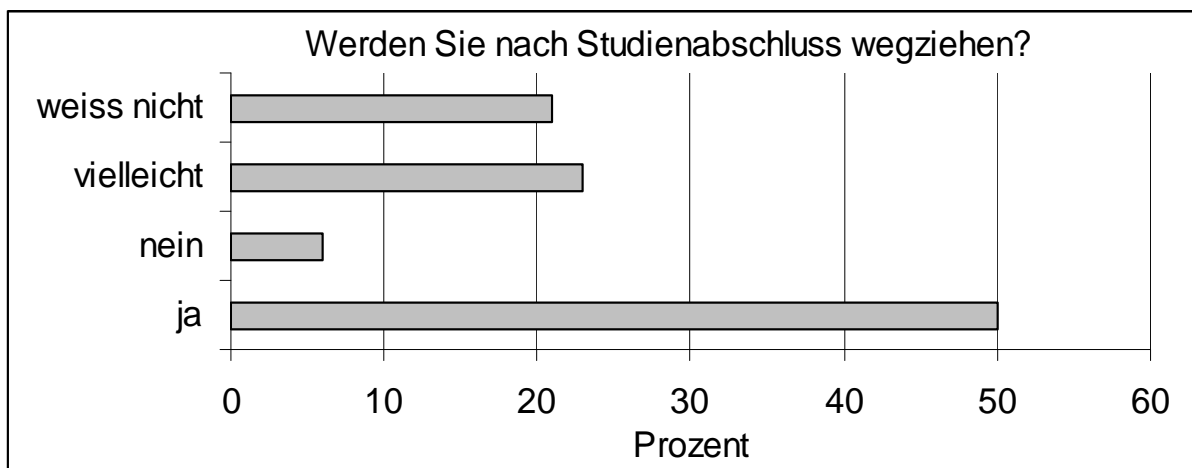


Abbildung 5: Umfrage bei Studierenden der Universität Kaiserslautern 2004 (Quelle: Daten der Projektpartner in Kaiserslautern; n=340)

Gerade die oben dargestellten Ergebnisse zeigen die Komplexität des Gegenstandes auf: In der Regel ist der Wegzug von jungen Ausgebildeten nämlich erwünscht: Er führt zum Wissenstransfer und Forschungsaustausch, welche sowohl für die Hochqualifizierten selber, aber auch für die Ausbildungsstätten von grosser Bedeutung sind. Namentlich Universitäten fördern unter diesem Gesichtspunkt den Austausch von Fachkräften. Allerdings wird der Wissenstransfer dann problematisch, wenn der Saldo für eine Region dauerhaft negativ ausfällt. Eine eigene Untersuchung zu diesem Thema wurde im Interreg-Projekt selber nicht durchgeführt. Eine vom ifo-Institut in München publizierte Arbeit vermag aber die potenziellen Auswirkungen des Wegzugs von Ausgebildeten zu verdeutlichen: Am Beispiel einer Ärztin wurden die Ausbildungskosten in Deutschland auf 435'000 Euro beziffert. Diese Ausgaben werden durch Zahlungen von etwa einer Million Euro an den Staat während der gesamten Berufstätigkeit (primär über Steuern) mehr als kompensiert. Wandert die Ärztin aber ins Ausland ab, gehen dem Fiskus erhebliche Summen verloren: Es sind dies einerseits die Ausbildungskosten und andererseits die Steuerausfälle. Vor dem Hintergrund, dass Deutschland per Saldo pro Jahr 180'000 Hochqualifizierte verliert, wird die fiskalische Dimension des Problems deutlich (Holzner/Munz/Übelmesser 2009). Investiert nun eine Region in ihre Bildungseinrichtungen und vermag sie die dort ausgebildeten Personen nicht zu halten, entsteht parallel zum Brain-Drain zusätzlich ein Verlust für den Fiskus.

3 Partizipativer Prozess zur Politikgestaltung

Die Arbeiten im Rahmen des Interreg-Projekts haben gezeigt, dass eine einheitliche Problemwahrnehmung der Akteure aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft eine zentrale Voraussetzung für eine erfolgreiche Gestaltung von Massnahmen gegen den Brain-Drain darstellt. Diese ist keineswegs automatisch gegeben. Vielmehr ist es so, dass die verschiedenen Stakeholder das Problem einseitig aus ihrer Sicht betrachten. Daher wurde im Interreg-Projekt ein partizipatives Verfahren zur Entwicklung einer einheitlichen Problemwahrnehmung von Brain-Drain und von Massnahmen beschritten.

3.1 Partizipatives Verfahren

Das partizipative Verfahren hatte zum Ziel, eine gemeinsame Problemwahrnehmung zu entwickeln und gestützt darauf Massnahmen zu gestalten. Das Verfahren präsentiert sich wie folgt.

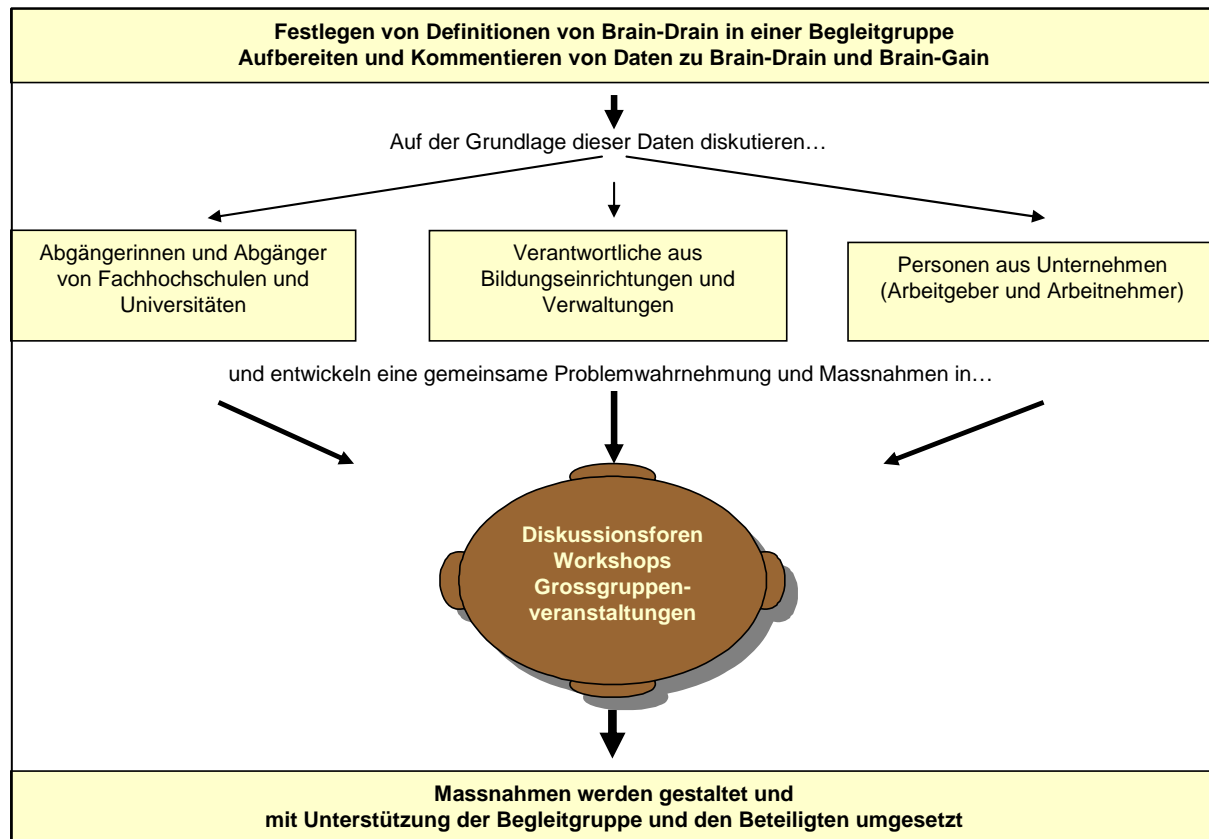


Abbildung 6: Schematische Darstellung eines partizipativen Verfahrens zur Entwicklung von Massnahmen im Bereich des Brain-Drains

Das Verfahren lässt sich in vier Teilschritte unterteilen:

- *Schritt eins:* Es gilt zunächst, mögliche Definitionen des Brain-Gains zu diskutieren und auszuwählen. Für diese gilt es anschliessend, qualitative wie quantitative Daten zu beschaffen, welche die Bedeutung der Definitionen für eine bestimmte Einheit (Gemeinde, Region, Kanton) zu illustrieren vermögen. Die Definitionen werden am besten mit Hilfe einer Begleitgruppe entwickelt. In dieser Begleitgruppe sollten alle wichtigen Stakeholder vertreten sein. Im vorliegenden Fall waren Vertreterinnen und Vertreter von Verbänden der Wirtschaft, aus Politik und Verwaltung sowie Personen aus Bildungseinrichtungen Mitglieder der Begleitgruppe.
- *Schritt zwei:* Die Ergebnisse aus Schritt eins werden ausgewählten Personen vorgelegt, mit dem Ziel, in einer Diskussion eine gemeinsame Problemwahrnehmung und Ansätze für Massnahmen zu entwickeln. Im vorliegenden Fall wurden drei thematisch homogene Gruppen von Stakeholdern gebildet.
- *Schritt drei:* Die Ergebnisse aus den einzelnen thematisch homogenen Gruppen wurden in einer grösseren Veranstaltung allen Beteiligten vorgestellt. Diese Veranstaltung wurde wiederum mit Hilfe der Begleitgruppe vorbereitet. Es nahmen die in Schritt zwei involvierten Personen teil. Die Diskussion wurde nun allerdings

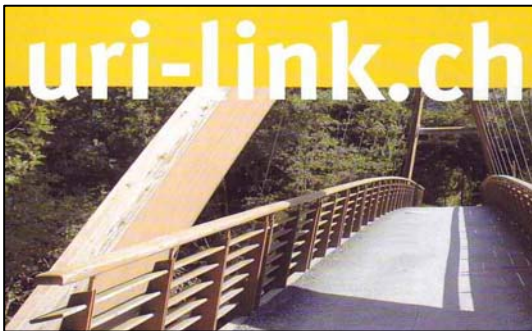
nicht mehr in homogenen, sondern in gemischten Gruppen geführt. Als Ergebnis der Grossgruppenveranstaltung resultierte eine Reihe von bereits sehr konkreten Massnahmen.

- *Schritt vier*: Die Massnahmen werden in der Begleitgruppe diskutiert und die Umsetzung lanciert. Dabei wurden einige Massnahmen vom Interreg-Projekt selber umgesetzt. Andere wurden von den Stakeholdern selber übernommen und finanziert.

3.2 Massnahmen

Insgesamt resultierten in den drei Partnerregionen des Projektes unterschiedliche Massnahmen zur Dämpfung des Brain-Drains und zur Steigerung des Brain-Gains. Drei Massnahmen aus der Schweiz seien an dieser Stelle kurz vorgestellt.

- Mit *uri-link.ch* wurde eine Internetplattform eingerichtet, auf der ausgewanderte und interessierte Urnerinnen und Urner sich registrieren können. Daraufhin erhalten sie kostenlos Informationen und Zugang zu bestimmten Dienstleistungen.



Daraufhin erhalten sie kostenlos Informationen und Zugang zu bestimmten Dienstleistungen. Damit werden zwei Ziele verfolgt: Erstens soll mit der Plattform der Kontakt zwischen potenziellen Rückwanderern und den lokalen Unternehmen gepflegt und zweitens durch die konkreten Angebote und Serviceleistungen (z.B. Stellenausschreibungen) die Rückwanderung gefördert werden. Eine ähnliche Massnahme wurde zum Beispiel auch im Kanton Wallis entwickelt (www.vs-link.ch).

- „INNOVATOR aus eigener Kraft“ ist ein periodisches Aus- und Weiterbildungsangebot für Fach- und Führungskräfte aus Unternehmungen und Verwaltungen im Kanton Uri.

Das Ziel von INNOVATOR besteht darin, die Innovationskraft der Unternehmen im Kanton zu beleben. Mit Impulsreferaten wird aktuelles Know-how vermittelt. Die Organisation der Referate sowie die Auswahl der Themen werden durch die Unternehmen selber organisiert. Zusätzlich zu den Referaten werden exklusive und moderierte Begleitzirkel angeboten. Im Fokus dieser Zirkel steht die Umsetzung der in den Referaten präsentierten Inhalte im eigenen Unternehmen. Die Zirkel bieten Chancen zur Vernetzung mit anderen Unternehmen und Austausch von Ideen und konkreten Problemstellungen.



- Als dritte Massnahme half das Interreg-Projekt mit, eine Plattform für Ehemalige (Alumni) der Hochschule Luzern aufzubauen. Ziel war es, neben der Vernetzung der Ehemaligen untereinander diese auch mit Unternehmen der Region in Kontakt zu bringen. Der Brain-Gain soll dort gefördert werden, wo die Erfolgchancen am grössten sind: Dies ist namentlich bei Hochqualifizierten der Fall, die auf Grund ihrer Ausbildung eine erhöhte



Affinität zur Region haben und daher am ehesten den Weg zurück in ein Unternehmen finden könnten.

4 Schlussfolgerungen

Wenden wir uns am Schluss nochmals den eingangs gestellten Fragen zu. Wie gross ist der Brain-Drain in ausgewählten Regionen der Schweiz? Die Daten der Volkszählung zeigen auf, dass der Brain-Drain besteht, von Kanton zu Kanton aber stark verschieden sein kann. Es fällt auf, dass von den untersuchten Kantonen jene den grössten Brain-Drain aufweisen, die auch am stärksten an der Peripherie liegen. Brain-Drain dürfte uns somit als Thema der Regionalpolitik noch einige Zeit erhalten bleiben, zumal sich die Situation in den am stärksten betroffenen Gebieten eher verschärft denn entschärft hat.

Der Brain-Drain stellt Unternehmen vor Schwierigkeiten bei der Personalrekrutierung. Oft ist es so, dass die Unternehmen in peripheren Regionen Mühe haben, eine hochqualifizierte Stelle angemessen zu besetzen. Dies kann entweder mit erhöhtem Rekrutierungsaufwand oder mit einer nachträglichen Ausbildung kompensiert werden. Beides sind teure, weil zeitintensive Aufgaben.

Allerdings darf bei der Diskussion des Brain-Drains nicht vergessen werden, dass es auch einen Brain-Gain gibt: Dahinter steht in der Regel eine Rückwanderung von im Schnitt etwas älteren Hochqualifizierten, die in periphere Regionen zuwandern, um dort zu wohnen und zu arbeiten. Heute sind diese Brain-Gains aber noch vergleichsweise selten und können in den untersuchten peripheren Regionen der Zentralschweiz die Abwanderung von Hochqualifizierten nicht kompensieren.

Wie liesse sich der Brain-Gain am ehesten fördern? Die wichtigsten Erkenntnisse zu dieser Frage aus dem Projekt lassen sich in vier Punkten zusammenfassen:

- Erstens ist die *Problemwahrnehmung* entscheidend für die Entwicklung von Massnahmen: Vielfach wird bei der Entwicklung von Gegenstrategien zum Brain-Drain implizit vorausgesetzt, dass alle Stakeholder (Unternehmen, Beschäftigte, Verbände, Verwaltung) erstens das Problem erkannt und dieses zweitens in gleicher Weise definiert haben. Beides kann nicht vorausgesetzt werden. Vielmehr ist es notwendig, eine gewisse Einigkeit über das Problem und seine Ausmasse herzustellen. Zudem ist genügend Zeit einzuräumen, um die unterschiedlichen Perspektiven bei der Beurteilung eines Problems aufeinander abzustimmen.

- Die Problemdefinition sollte zweitens wenn möglich mit *Daten* unterstützt werden. Dabei soll sich die Datenerhebung nicht nach den vorhandenen Statistiken richten. Vielmehr sollen dort Daten gesammelt und neu erhoben werden, wo die Stakeholder einen Bedarf anmelden und eine Unsicherheit besteht.
- Drittens ist die *Wahrnehmung von Problemen nicht statisch*: Durch ein geeignetes partizipatives Verfahren entsteht ein Austausch, der bei Stakeholdern zu einer Modifikation oder Neuausrichtung ihrer Problemanalyse führt. Besonders stark kann dieser Austausch wirken, wenn er über die Landesgrenze hinaus erfolgt. Die Erfahrungen aus dem Ausland sind oft besser geeignet, das Nachdenken über vorgefertigte Meinungen anzuregen als die Gespräche mit gut bekannten Akteuren.
- Viertens kann festgehalten werden, dass es geeignete Massnahmen gegen den Brain-Drain und zur Förderung des Brain-Gains gibt. Es muss bei ihrer Entwicklung aber vordringlichstes Ziel sein, die Massnahmen und Instrumente gemeinsam mit den Betroffenen zu entwickeln und umzusetzen. Dies hat zwei Vorteile: Erstens werden die Massnahmen in diesen Fällen den Problemen besser gerecht. Zweitens steigt die Chance, dass die Massnahmen nachhaltig wirken und über die Entwicklungs- und Testphase hinaus weitergeführt werden.

Literatur

- Beckmann, G. (1997). Partizipation in der Entwicklungszusammenarbeit. Hamburg.
- Brugger, E. A., Flückiger, H. & Müller, K. (1982). Wirtschaftlicher Strukturwandel aus regionalpolitischer Sicht. Diessenhofen: Rüegger.
- Bühler-C. E. (1984). Bildung und regionale Entwicklung. Europäische Hochschulschriften, Reihe IV, Band 6. Bern/Frankfurt/New York.
- Departement für Volkswirtschaft, Institutionen und Sicherheit Kanton Wallis; Departement für Erziehung, Sport und Kultur Kanton Wallis (2004). Wegziehen – Bleiben – Zurückkehren. Eine wissenschaftliche Studie der Arbeitsmarktbeobachtung Wallis zur Abwanderung von Kompetenzen von Walliserinnen und Wallisern. In Zusammenarbeit mit der Walliser Industrie- und Handelskammer. Sitten.
- Egger, Th., Stalder, U. & Wenger, A. (2003). Brain Drain in der Schweiz. Die Berggebiete verlieren ihre hochqualifizierte Bevölkerung. In: Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete SAB. Heft Nr. 176. Bern.
- Ekamper, P. & van Huis, M. (2002). De relatie tussen verhuizingen en veranderingen van de huishoudenssamenstelling in Nederland: een verkennend onderzoek. Den Haag/Voorburg. In: Fikkers, D. J. (2004). Interregional Brain Drain – a theoretic exploration. Projektdokument Interreg IIIb ‚Human capital in European peripheral regions: Brain Drain and Brain Gain‘. University of Twente, Enschede, 3.
- Fikkers, D. J. (2004). Interregional Brain Drain – a theoretic exploration. Projektdokument Interreg IIIb ‚Human capital in European peripheral regions: Brain Drain and Brain Gain‘. University of Twente, Enschede.
- Herger, Ph. (2004). Demografische Entwicklung des Kantons Uri. Interpretation der Ergebnisse der Volkszählung 2000. Séminaire d’analyse économique de la régionalisation et de la globalisation (CRESUF) de l’université de Fribourg. Fribourg.
- Holzner, C.; Munz, S., Übelmesser, S. (2009). Fiskalische Wirkungen der Auswanderung ausgewählter Berufsgruppen. In: ifo Schnelldienst 17/2009 – 62. Jahrgang.
- Hornung, D. & Röthlisberger, Th. (2005). Die Bergregionen in der Schweiz. Eidgenössische Volkszählung 2000. Bundesamt für Statistik. Neuchâtel.

- Galinski, D. (1986). Brain Drain aus Entwicklungsländern. Theoretische Grundlagen und entwicklungspolitische Konsequenzen. Frankfurt a. M.
- Glaser, W. (1978). The Brain Drain Emigration & Return. In: UNITAR Research Report No. 22. Oxford.
- Graef, P.A.M. de (1999). Daarom Twente, onderzoek naar verhuismotieven. In: I&O Research. Enschede.
- Müller, K. (1982). Regionale Folgen des wirtschaftlichen Strukturwandels und ihre politischen Konsequenzen. In: E.A. Brugger, H. Flückiger, K. Müller (1982). Wirtschaftlicher Strukturwandel aus regionalpolitischer Sicht. Diessenhofen: Rüegger. S. 15–67.
- Rossi, A. (1995). Der wirtschaftliche Strukturwandel und die Regionen. In: ORL Bericht 93/1995, Zürich.
- Straubhaar, T. & Wolburg, M. R. (1999). Brain Drain oder Brain Gain in Europa, an Evaluation of the East-European Migration to Germany. In: Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik. Vol. 218/5+6. Stuttgart. S. 574-604.
- Weisbord, M. R. & Janoff, S. (2001). Future Search – die Zukunftskonferenz: wie Organisationen zu Zielsetzungen und gemeinsamem Handeln finden. Stuttgart: Klett-Cotta.
- White, S. A. et al. (1994). Participatory Communication: Working for Change and Development. New Delhi, India: Sage Publications.

Wohneigentum und Neue Regionalpolitik NRP des Bundes: Erkenntnisse aus einer empirischen Analyse für die Schweiz

Katia Delbiaggio und Gabrielle Wanzenried, Hochschule Luzern – Wirtschaft

1 Einleitung

Wohneigentum ist für viele Haushalte in der Schweiz ein Traum. Für die meisten dieser Haushalte wird Wohneigentum auch ein Leben lang ein Traum bleiben. Im internationalen Vergleich verfügt die Schweiz nämlich über eine auffällig tiefe Wohneigentumsquote.

Im Jahr 1970 betrug der Anteil Haushalte mit eigenem Heim (Haus oder Wohnung) 26.4% und stieg bis im Jahr 2000 auf 38.3%. Der Anstieg gegenüber 1970 entspricht 45% oder ca. 12 Prozentpunkten. Davon sind vier Prozentpunkte auf Hauseigentümer und acht auf Stockwerkeigentümer zurückzuführen (siehe Abbildung 1). Dabei ist die Wohneigentumsquote definiert als Anteil Haushalte, die in der eigenen Wohnung oder dem eigenen Haus wohnen.¹ Trotz diesem relevanten Anstieg ist die Wohneigentumsquote der Schweiz weiterhin die tiefste aller westeuropäischen Länder (Gerheuser, 2004). Zum Vergleich, gemäss Euroconstruct beträgt der Anteil Wohneigentümer in Spanien 87%, in Italien 73%, in Frankreich 58%, in Österreich 56% und in Deutschland immer noch 43%.

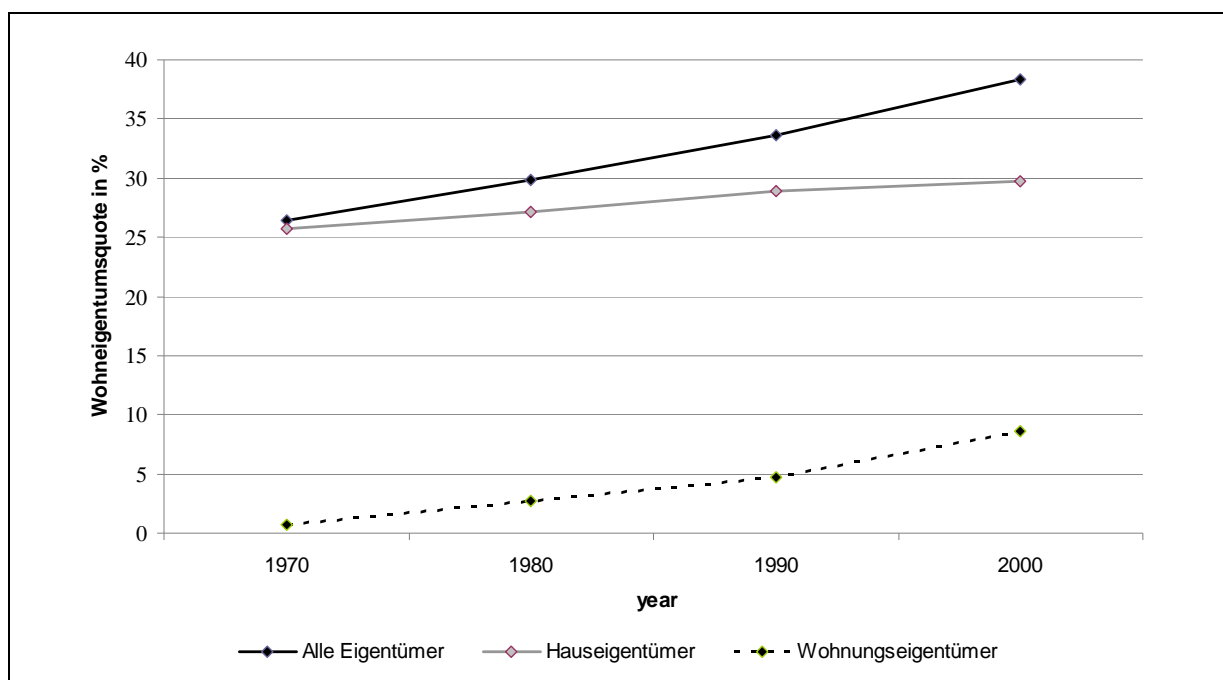


Abbildung 1: Entwicklung der Wohneigentumsquoten in % je Eigentümertyp von 1970-2000 in % (ganze Schweiz)

¹ Manchmal wird die Wohneigentumsquote nicht auf der Basis der Haushalte mit Wohneigentum, sondern auf der Basis der Wohneinheiten im Eigentum der Haushalte definiert. Diese Definition des selbstgenutzten Wohneigentums kann zu leicht unterschiedlichen Werten für die entsprechenden Wohneigentumsquoten führen.

2 Wohneigentumsquoten und Raumtypologien

Wie in verschiedenen Publikationen immer wieder betont wird (siehe z.B. BWO, 2005 oder Gerheuser, 2004), gibt es allerdings markante Unterschiede zwischen den Kantonen, wobei die tiefsten Quoten in grossstädtischen Kantonen wie Zürich, Basel-Stadt oder Genf anzutreffen sind und die höchsten kantonalen Quoten (Wallis, Appenzell Innerrhoden und Jura) dagegen nicht weit von den Werten benachbarter Länder liegen (siehe Abbildung 2).

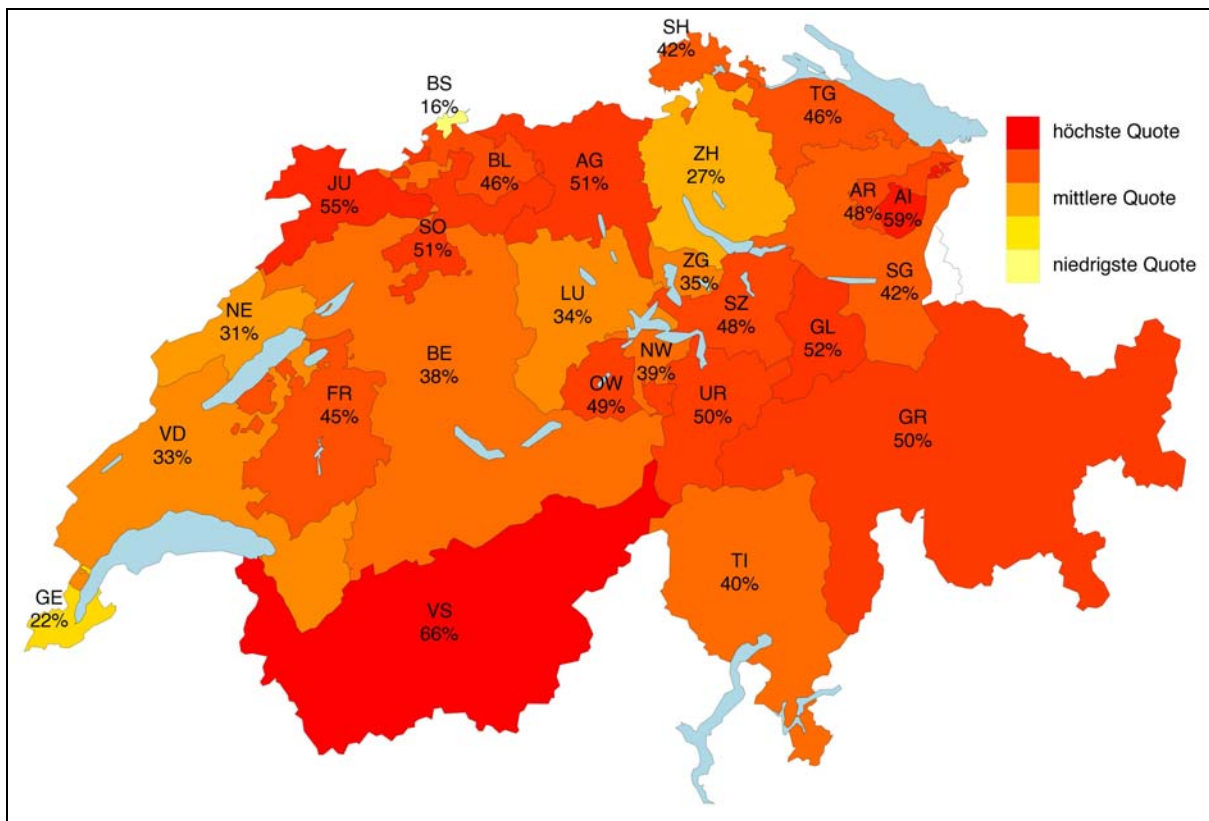


Abbildung 2: Wohneigentumsquote in % je Kanton in 2000

Auch die Veränderungen der Wohneigentumsquoten im Zeitraum 1970-2000 weisen auf unterschiedliche kantonale Dynamiken hin. Während sich beispielsweise im Kanton Neuchâtel die Quote fast verdoppelt hat, ist sie im Kanton Obwalden praktisch unverändert geblieben (siehe Abbildung 3).

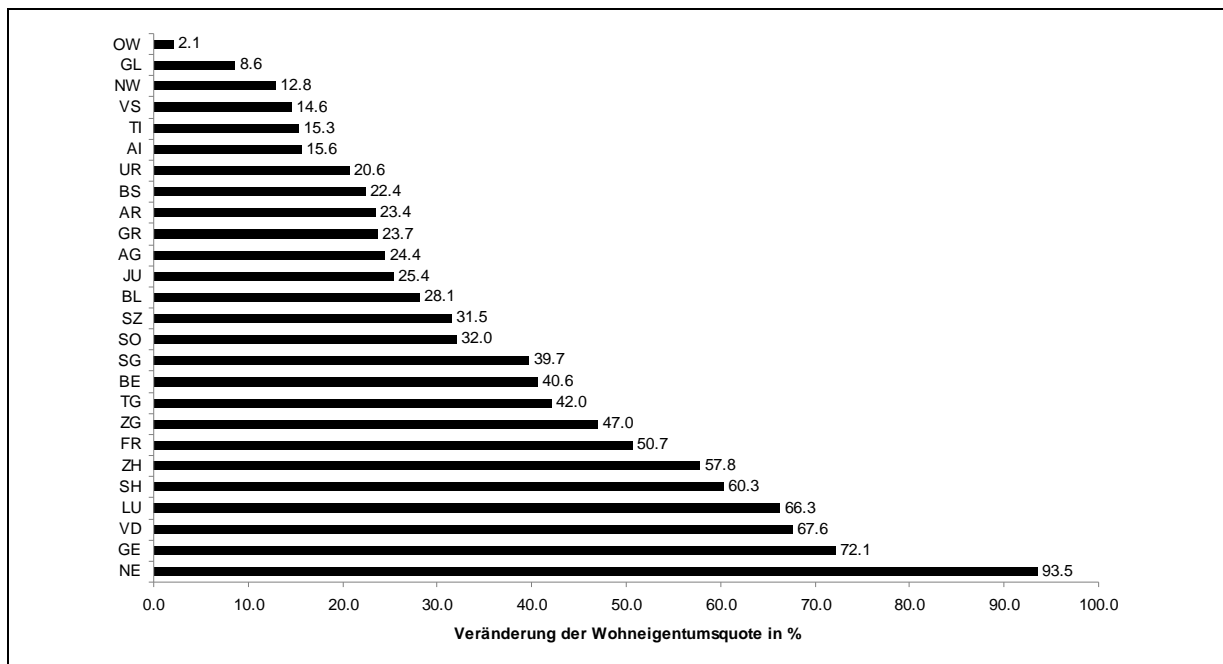


Abbildung 3: Relative Veränderung der Wohneigentumsquote in % je Kanton von 1970-2000

Ein noch stärker differenziertes Bild des oft zitierten Argumentes, die Wohneigentumsquote in der Schweiz sei im internationalen Vergleich besonders tief, liefert die Analyse der raumtypologischen Verteilung dieser Quote. Auffällig ist zum Beispiel, dass die Wohneigentumsquote mit sinkender Gemeindegrösse stark zunimmt. Für Gemeinden mit weniger als 1'000 Einwohnern überschreitet die Wohneigentumsquote bzw. der Anteil Haushalte mit Wohneigentum im Jahr 2000 die 60% Schwelle (siehe Abbildung 4).

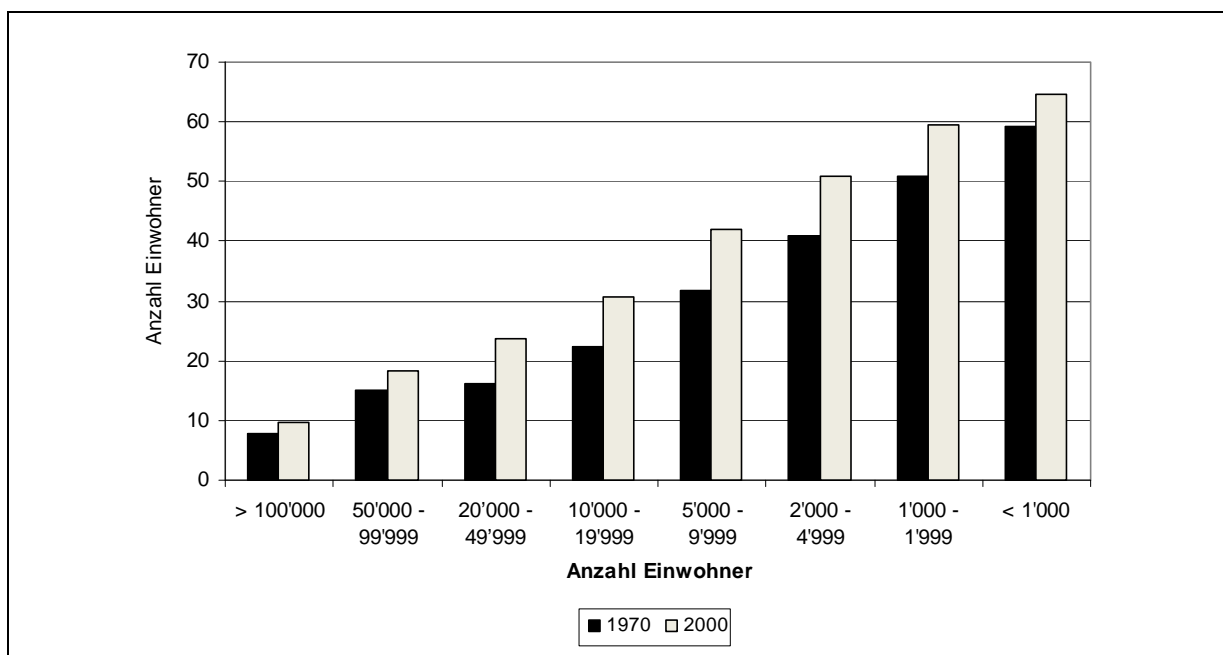


Abbildung 4: Wohneigentumsquote in % je Gemeindegrössenkategorie in 1970 und 2000

Ein ähnlich heterogenes Bild bezüglich der Veränderungen der Wohneigentumsquote über die Zeit spiegelt die Betrachtung der Arbeitsmarktregionen wider² (siehe Abbildung 5). In den Regionen Genf, Neuchâtel, Zürich, Basel und Lausanne nahm die Wohneigentumsquote über die Zeit von 1970 bis 2000 über 200 Prozent zu. Am unteren Ende der Skala befinden sich Regionen wie Bellinzona, Chur und Sion, welche deutlich tiefere Wachstumsraten der Wohneigentumsquote aufweisen.

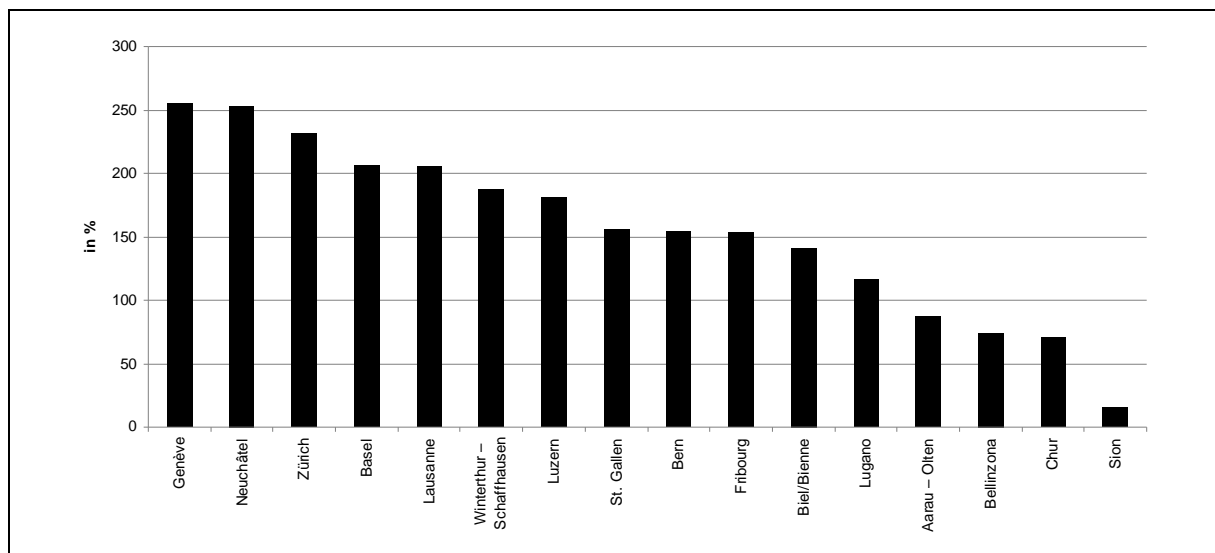


Abbildung 5: Relative Veränderung der Wohneigentumsquote in % je Arbeitsmarktregion von 1970-2000

3 Welche Faktoren beeinflussen die Wohneigentumsquote? Empirische Evidenz für die Schweiz

Welche Faktoren bestimmen nun die Wohneigentumsquoten in den Kantonen und Regionen der Schweiz? Im Rahmen einer empirischen Untersuchung wurde eine Reihe von Faktoren untersucht, welche einen Einfluss auf die Wohneigentumsquoten ausüben können.

Im Rahmen mehrerer ökonometrischer Modellspezifikationen wurden dann mittels Logit Schätzungen der hauptsächlichen Bestimmungsfaktoren der Wohneigentumsquote erfasst. Konkret beinhaltet das ökonometrische Modell:

- haushaltsspezifische Faktoren
- gebäudespezifische Faktoren
- gemeinde- und ortsspezifische Eigenschaften
- kantons- und regionenspezifische Faktoren
- eine Gruppe von Politikvariablen

wobei Wohnungseigentümer und Hauseigentümer sowohl gemeinsam als auch separat betrachtet wurden.

Zu den haushaltsspezifischen Faktoren zählen umfangreiche soziodemographische Informationen über den Haushaltsvorstand und dessen Partner sowie mobilitätsrelevante Faktoren wie z.B. Angaben über Arbeits- und Wohnort. Die gebäudespezifischen

² Gemäss Typologisierung in BFS (2005).

schen Angaben umfassen Informationen zum Typ und Alter der Wohnhäuser. Gemeinde- und ortsspezifische Informationen beinhalten Aspekte wie die Leerwohnungsquote, die Bevölkerungs- und Baudichte, das durchschnittliche steuerbare Einkommen pro Haushalt sowie Angaben zum Gemeindetyp gemäss Raumgliederung der Schweiz vom Bundesamt für Statistik. Die Gruppe der Politikvariablen schliesslich spiegelt die unterschiedlichen Wohnförderungsmassnahmen in den verschiedenen Kantonen wider. Bei der Wahl der zahlreichen Bestimmungsfaktoren musste auch beachtet werden, dass diese nicht zu stark miteinander korrelieren, was für die angewandte Schätzmethode der kleinsten Quadrate ein Problem darstellen würde. Entsprechende Tests wurden durchgeführt.

Die Hauptdatengrundlage bilden die Daten der Volkszählung 2000. Zusätzlich wurden zahlreiche weitere Datenquellen konsultiert (für Details siehe Delbiaggio und Wanzenried 2009 a.)

Insgesamt verfügen die in den verschiedenen Modellspezifikationen erfassten Variablen über eine hohe Erklärungskraft. Gegeben die Komplexität des Modells und entsprechend die Fülle der Resultate, wird an dieser Stelle nur auf einige ausgewählte Ergebnisse eingegangen (für weitere Details siehe Delbiaggio und Wanzenried 2009 a). Bezüglich der haushaltsspezifischen Faktoren lässt sich Folgendes sagen: Je älter der Haushaltsvorstand, je wahrscheinlicher ist es, dass der Haushalt in den eigenen vier Wänden wohnt. Ausländer verfügen über weniger Wohneigentum als Schweizer. Haushalte mit Kindern verfügen im Durchschnitt über weniger Wohneigentum, wobei sich dies mit steigendem Alter des Haushaltsvorstandes ändert. Eine höhere Ausbildung des Haushaltsvorstandes und dessen Partner führen nicht automatisch zu einer höheren Wahrscheinlichkeit, dass der Haushalt in den eigenen vier Wänden wohnt. Zieht man aber zusätzlich das Alter in Betracht, wird ersichtlich, dass gut ausgebildete ältere Personen eher Wohneigentum besitzen.

Betrachtet man die orts- und regionenspezifischen Faktoren, fällt Folgendes auf: Je höher die Leerwohnungsrate, je wahrscheinlicher ist Wohneigentum. Umgekehrt wird die Wohneigentumsquote negativ von einer höheren Bevölkerungsdichte beeinflusst. Entsprechend ist auch die Wohneigentumsquote in ländlicheren Regionen höher als in städtischen Gebieten. Auch die Politikvariablen, die sich teilweise stark unterscheiden zwischen den Kantonen, haben zum Teil signifikante Einflüsse auf die Wohneigentumsquote. Für eine vertiefte Analyse der Effekte von Bausparprogrammen auf die Wohneigentumsquote wird auf Delbiaggio und Wanzenried (2009 b) verwiesen.

4 Mobilitätsverhalten und Wohneigentum

Im Rahmen der Modellspezifikationen wurden auch die Auswirkungen des Mobilitätsverhaltens der Haushalte auf die Wohneigentumsquote untersucht. Diese Aspekte sind von besonderem Interesse für die räumliche Entwicklung und entsprechend auch für die Neue Regionalpolitik NRP.

Wohnt der Haushalt am gleichen Ort, in dem der Haushaltsvorstand geboren wurde, ist es wahrscheinlicher, dass der Haushalt in den eigenen vier Wänden wohnt. Dieses Resultat hängt u.a. auch damit zusammen, dass Immobilien innerhalb der Familie vererbt werden und dass viele Leute gerne dort bleiben, wo sie aufgewachsen sind. Letzteres trifft immerhin auf knapp 20% der Schweizer Haushaltsvorstände zu.

Eine weitere Variable berücksichtigt, ob ein Haushalt während der letzten fünf Jahre gezügelt hat. Für jene Haushalte, welche den Wohnort nicht gewechselt haben (74% aller Haushalte), ist Wohneigentum viel wahrscheinlicher als für jene Familien, die in den letzten fünf Jahren mindestens einmal gezügelt haben. Auch dieses Resultat erscheint intuitiv: Wohnt man während mehrerer Jahre in der gleichen Gemeinde, ist es sinnvoll anzunehmen, dass es dem Haushalt dort gefällt, was nicht selten auch den Wunsch nach Wohneigentum weckt.

Schliesslich wurden die Auswirkungen von unterschiedlichen Wohn- und Arbeitsorten untersucht. Wohnt und arbeitet der Haushaltsvorstand in derselben Arbeitsmarktregion (Definition gemäss Raumtypologien des BFS), ist es wahrscheinlicher, dass der Haushalt Eigentümer einer Wohnung ist, aber unwahrscheinlicher, dass er Eigentümer eines Hauses ist. Zusätzlich zu den Präferenzen der Haushalte hängt dieser Umstand unter anderem auch mit der Urbanisierung und der entsprechenden Verfügbarkeit von Arbeitsplätzen zusammen. Wohnt der Haushalt in einer Region mit vielen Arbeitsplätzen, sind tendenziell auch die Immobilienpreise höher. Da ein Haus in der Regel mehr Ressourcen bindet als eine Wohnung, ist es wahrscheinlicher, dass der Haushalt ein Wohnungseigentümer ist. Dies bedeutet auch, dass Hauseigentümer tendenziell weitere Arbeitswege in Kauf nehmen.

5 Mobilitätsverhalten, Wohneigentum und NRP

Im Rahmen der empirischen Analyse konnte somit deutlich aufgezeigt werden, dass die Wahl des Arbeitsortes und des Wohnortes sowie die Wahrscheinlichkeit, dass ein Haushalt in den eigenen vier Wänden wohnt, stark miteinander verbunden sind.

Hat dieser empirische Befund eine Bedeutung für die Beurteilung der Ausrichtung und des Erfolges der Neuen Regionalpolitik NRP des Bundes?

Mit der NRP fördert der Bund die Entwicklung von Innovationen und eine auf den Markt ausgerichtete Wirtschaft. Ziele sind die Steigerung der regionalen Wettbewerbsfähigkeit und die Anpassung der Regionen an die Bedingungen der Globalisierung (SECO, 2008). Dadurch sollen der Erhalt und die Schaffung von Arbeitsplätzen im ländlichen Raum, im Berggebiet und an der Landesgrenze erzielt und das regionale Wachstum gestärkt werden. Wenn – wie hier empirisch bewiesen - Arbeitsort, Wohnort und Wohneigentumsentscheid zusammenhängen, dann ist es auch so, dass eine erfolgreiche Regionalpolitik in zweifacher Hinsicht die Entscheidung der Haushalte für oder gegen Wohneigentum beeinflusst: Erstens quantitativ, da die lokale Schaffung von Arbeitsplätzen die lokale Nachfrage nach Wohneigentum fördert. Zweitens qualitativ, da abhängig von spezifischen Eigenschaften der Region (u.a. Immobilienpreise), in welcher Arbeitsplätze geschaffen werden, auch die Art des nachgefragten Wohneigentums (Haus- vs. Wohnung) beeinflusst wird.

Dies heisst, dass eine erfolgreiche NRP, welche eine Region als Wirtschaftsstandort wirksam unterstützt, Implikationen für andere wirtschaftspolitische Bereiche mit sich zieht. Zum einen ruft sie aufgrund ihrer Auswirkungen auf die Wohnnachfrage nach flankierenden Wohnstandortstrategien. Diese werden aber im Rahmen der NRP des Bundes ausdrücklich ausgeklammert: „Im Vordergrund der Regionalpolitik steht die Wirtschaft. Der Bund unterstützt ausschliesslich Projekte, welche die Region als Wirtschaftsstandort stärken. Die Umsetzung von Wohnstandortstrategien [...] fällt jedoch nicht in den Förderbereich der Regionalpolitik des Bundes.“ (Seco 2008, S. 22). Zum anderen, weil eine quantitativ und qualitativ veränderte Wohnnachfrage die Zielerreichung im raumplanerischen Bereich oder im Verkehrsbereich beeinflussen kann.

6 Schlussbetrachtungen

Die Schweiz verfügt im internationalen Vergleich über eine relativ tiefe Wohneigentumsquote. Es bestehen jedoch grosse Unterschiede zwischen den einzelnen Kantonen und Regionen. Betrachtet man die Wohneigentumsquoten auf diesen disaggregierten Ebenen, so lassen sich diese für gewisse Kantone oder Regionen durchaus mit den höheren Werten im Ausland vergleichen.

Um die Bestimmungsfaktoren der Wohneigentumsquoten in den Schweizer Kantonen und Regionen zu erklären, bedarf es eines komplexen Modells, das zahlreiche Faktoren sowie deren Interaktionen simultan mitberücksichtigt. Im Rahmen dieser Studie wurden neben haushalts- und gebäudespezifischen Faktoren auch orts- und regionenspezifische Eigenschaften sowie Politikvariablen miteinbezogen, um der Heterogenität der Schweiz gerecht zu werden.

Im Rahmen der empirischen Analyse konnte aufgezeigt werden, dass Arbeitsort, Wohnort und Wohneigentumsentscheid stark miteinander verbunden sind: Eine erfolgreiche NRP, welche die regionale Wirtschaft stärkt und Arbeitsplätze kreiert, beeinflusst die Nachfrage nach Wohneigentum sowohl quantitativ als auch qualitativ. Somit tangiert sie die Zielerreichung in der Wohnpolitik, in der Raumplanung oder auch in der Verkehrspolitik.

Die Überwachung und Evaluation des nachhaltigen Erfolges der NRP und deren kantonalen Umsetzungsprogramme kann sich daher nicht darauf beschränken, die Erreichung der unmittelbaren Ziele der NRP – z.B. des Einflusses auf regionale Wettbewerbsfähigkeit, auf die regionale Wertschöpfung oder auf den regionalen Arbeitsmarkt – zu beurteilen. Vielmehr müssen im Rahmen eines Überwachungs- und Evaluationssystems auch die indirekten Effekte auf andere Politikbereiche, wie z.B. die Wohnpolitik, die Raumplanung oder die Verkehrspolitik, berücksichtigt werden. Mit dem Ziel, allfällige, unerwünschte Kopplungseffekte so rasch als möglich korrigieren zu können.

Literatur

Bundesamt für Statistik BFS (2005). Raumgliederung der Schweiz. Neuchâtel.

Bundesamt für Wohnungswesen BWO (2005). Wie viele Haushalte haben in der Schweiz Wohneigentum und warum sind es nicht mehr? Briefing.

Delbiaggio, K. & Wanzenried, G. (2009 a). Homeownership across Swiss Cantons. Working Paper. Luzern: Hochschule Luzern – Wirtschaft.

Delbiaggio, K. & Wanzenried, G. (2009 b). Bausparen: Eine ökonometrische Wirkungsanalyse kantonalen Bausparmodellen. Studie im Auftrag des Bundesamtes für Wohnungswesen BWO.

Gerheuser, F. (2004). Wohnversorgung und Wohnverhältnisse: Entwicklungen 1990-2000. Bundesamt für Statistik.

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2008). Die Regionalpolitik des Bundes.

Touristische Wertschöpfung von Naturpärken

Dominik Siegrist, Hochschule für Technik Rapperswil

1 Naturpärke in der Schweiz und in den Alpen

Schöne und abwechslungsreiche Landschaften waren seit jeher ein Merkmal der Schweiz und der Alpen und prägen auch das Image, welches diese besitzen. Attraktive Landschaften werden nach wie vor als selbstverständlicher Bestandteil des touristischen Angebots vorausgesetzt. Naturnahe Landschaften sind aber heute auch in den Alpen eine knapper werdende Ressource.

Damit steigt bei den Besucherinnen und Besuchern das Bedürfnis nach einer besseren Bezeichnung von geeigneten Gebieten als Nationalpärke, Biosphärenreservate, World Heritage Sites (Weltnaturerbe) sowie Naturpärke. Während es in den Alpen bereits zahlreiche solche Grossschutzgebiete gibt, fehlten dafür in der Schweiz bisher gesetzliche Grundlagen. Unter dem Titel „Pärke von nationaler Bedeutung“ wurde im Rahmen einer Revision des Bundesgesetzes über den Natur- und Heimatschutz im Jahre 2008 hierfür die notwendige gesetzliche Grundlage geschaffen, die die Förderung des Aufbaus und der Finanzierung entsprechender Pärke durch den Bund vorsieht. In der Gesetzesgrundlage werden dabei drei Parkkategorien unterschieden, die Nationalpärke, die Naturerlebnispärke sowie die Regionalen Naturpärke (vgl. Abbildung. 1; vgl. Siegrist/StremLOW 2009).

In der Schweiz existierte lange Zeit lediglich ein einziges klassisches Grossschutzgebiet, nämlich der 1914 gegründete Schweizerische Nationalpark im Unterengadin. Das speziell für dieses Gebiet erlassene Bundesgesetz definiert Wesen und Zweck wie folgt: „Der Nationalpark ist ein Reservat, in dem die Natur vor allen menschlichen Eingriffen geschützt und namentlich die gesamte Tier- und Pflanzenwelt ihrer natürlichen Entwicklung überlassen wird.“ (Nationalparkgesetz 1980, n. Roth/Siegrist 2004).

Neben diesem Totalreservat gibt es zwar weitere grossflächige Schutzzonen wie z.B. Moorlandschaften und Auengebiete von nationaler Bedeutung, doch bestehen in der schweizerischen Gesetzgebung bislang keine Grundlagen für das integrierte Gebietsmanagement derartiger Naturschutzflächen. Ein weiterer Ansatz baut u.a. auf bestehenden nationalen Landschafts- und Naturschutzinventaren auf und strebt - mit der Zielsetzung einer besseren Erhaltung und Inwertsetzung grossräumiger Kulturlandschaften - die Schaffung neuer Regionaler Naturpärke an. Damit verbunden sind auch touristische und regionalwirtschaftliche Zielsetzungen, indem landschaftlich wertvolle Gebiete durch geeignete Nutzungen in ihrem Charakter erhalten bleiben sollen (vgl. Siegrist 2002; Hammer/Siegrist 2008).

Gebietskategorie „Regionaler Naturpark“

Im Rahmen der nachhaltigen Regionalentwicklung kommt in der Schweiz der Gebietskategorie „Regionaler Naturpark“ ein besonderer Stellenwert zu. Mit der Schaffung dieser für die Schweiz neuen Kategorie werden bestehende und neue Aktivitäten gebündelt und in einer nationalen Pärke-Strategie integriert. Im Zentrum stehen die Instrumente Zertifizierung und Finanzierung, mit denen die Entwicklung Regionaler Naturpärke qualitativ gesteuert werden. Damit können verschiedene Zielbereiche gleichzeitig angegangen werden, nämlich die regionalwirtschaftliche Entwicklung ei-

nerseits und der Natur- und Landschaftsschutz andererseits. Bedeutungsvoll bezüglich des Aspekts der Partizipation der Bevölkerung ist das vom Bund geforderte Zusammenspiel von lokaler Initiative (Umsetzung einer „Park-Charta“) und nationaler Unterstützung (Zertifikat und Finanzierung). Der Bund will lediglich günstige Rahmenbedingungen für die zu schaffenden Pärke bereitstellen. Um langfristig erfolgreich zu sein, sollen die Projekte in den Regionen von der Basis her entwickelt werden. Der gewählte Approach besteht somit aus einer Verknüpfung von Bottom up- als auch von Top down-Strategien.

Der Bund unterstützt nur Pärke, die auf regionalen Initiativen beruhen und von der lokalen Bevölkerung getragen werden. Indem die Beteiligung der Bevölkerung für den Bund eine zwingende Bedingung für die Anerkennung eines Regionalen Naturparks darstellt, kommt diesem Aspekt ein erhebliches Gewicht in den Regionen zu. Der Bund fördert die Regionalen Naturpärke mittels finanzieller Globalbeiträge und Qualitätszeichen (Label), wobei die Rechte und Pflichten, welche Voraussetzung für die Vergabe der Bezeichnung „Regionaler Naturpark“ sind, in einer Vereinbarung zwischen Bund, Kanton und Trägerschaft zu regeln sind. Es wird auch eine Beteiligung des Kantons und der Gemeinden an den Kosten eines Regionalen Naturparks erwartet. Im Unterschied zu UNESCO-Biosphärenreservaten besitzt der Regionale Naturpark keine Zonierung. Dennoch kommt der Qualität der Natur- und Landschaftswerte ein hoher Stellenwert zu, und die Parkziele sollen der Förderung von Natur und Landschaft dienen (vgl. Tabelle 1). Die Gesamtfläche eines Regionalen Naturparks beträgt mindestens 100 km² und hat grundsätzlich ganze Gemeindegebiete zu umfassen (vgl. Siegrist/StremLOW 2009).

Art. 20 Erhaltung und Aufwertung von Natur und Landschaft

Zur Erhaltung und Aufwertung der Qualität von Natur und Landschaft sind im Regionalen Naturpark insbesondere:

- a) die Vielfalt der einheimischen Tier- und Pflanzenarten und Lebensraumtypen sowie das Landschafts- und Ortsbild zu erhalten und soweit wie möglich zu verbessern;
- b) schützenswerte Lebensräume einheimischer Tier- und Pflanzenarten aufzuwerten und zu vernetzen;
- c) bei neuen Bauten, Anlagen und Nutzungen der Charakter des Landschafts- und Ortsbildes zu wahren und zu stärken;
- d) bestehende Beeinträchtigungen des Landschafts- und Ortsbildes durch Bauten und Anlagen bei sich bietender Gelegenheit zu vermindern oder zu beheben.

Art. 21 Nachhaltig betriebene Wirtschaft

Zur Förderung der nachhaltig betriebenen Wirtschaft sind im Regionalen Naturpark insbesondere:

- a) die lokalen natürlichen Ressourcen umweltschonend zu nutzen;
- b) die regionale Verarbeitung und Vermarktung von im Park erzeugten Produkten zu stärken;
- c) die auf einen naturnahen Tourismus und die Umweltbildung ausgerichteten Dienstleistungen zu fördern;
- d) die Verwendung umweltverträglicher Technologien zu unterstützen.

(Schweizerischer Bundesrat 2007)

Tabelle 1: Gesetzliche Anforderungen an einen Regionalen Naturpark

Das Label „Regionaler Naturpark“ wird in der Schweiz für die Dauer von jeweils zehn Jahren an Gebiete verliehen, die sich durch ihre natürlichen, landschaftlichen und kulturellen Eigenschaften besonders auszeichnen. Damit sollen besonders attraktive Landschaften in die regionalen Wirtschaftskreisläufe eingebettet und für die einheimische Bevölkerung sowie für den Tourismus nutzbar gemacht werden. Nach jeweils zehn Jahren nimmt der Bund eine Überprüfung und Rezertifizierung der Naturpärke vor. Bei der Zielerreichungskontrolle interessieren auch die regionalökonomischen Auswirkungen der Naturpärke.

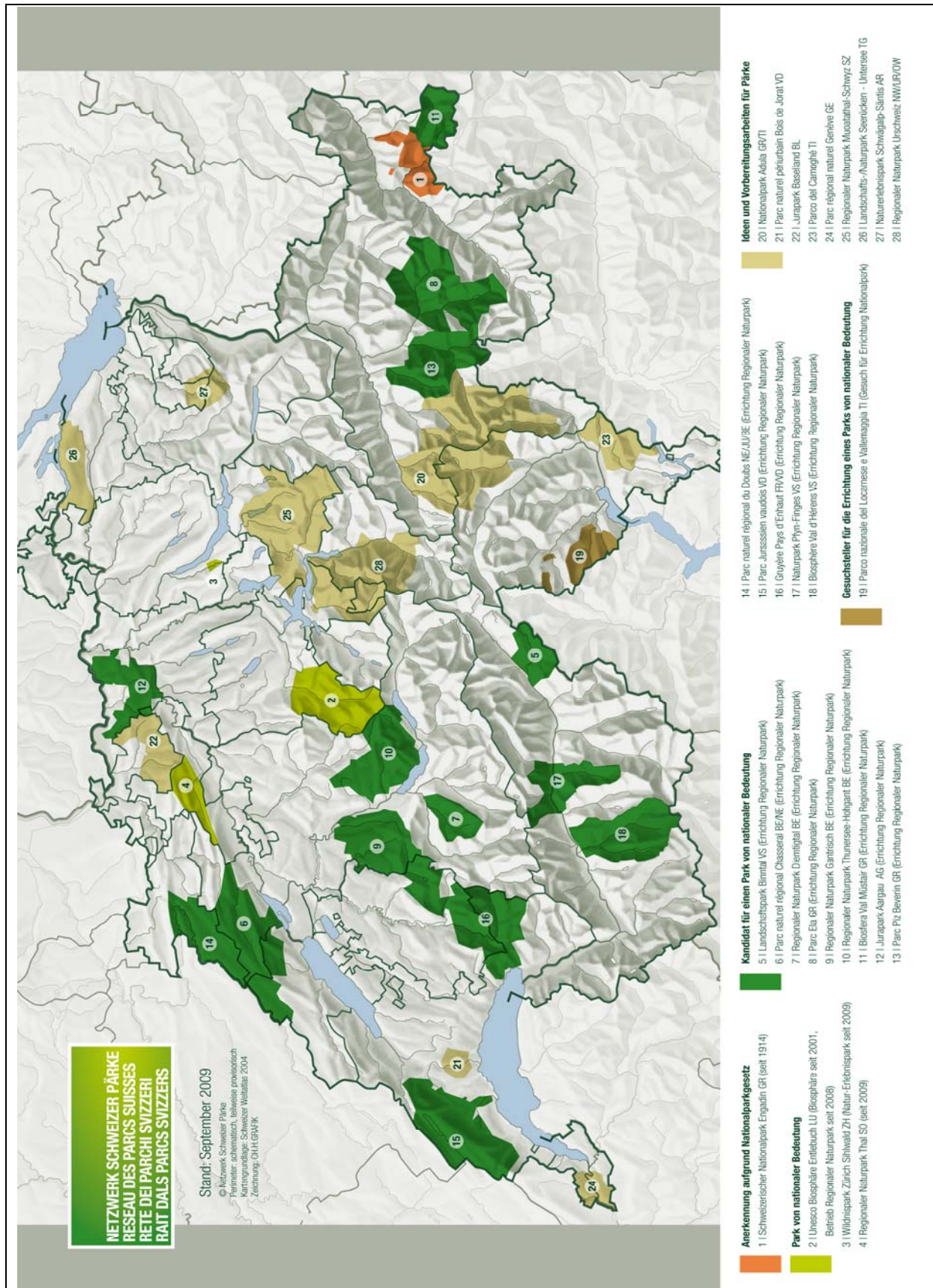


Abbildung 1: Pärke von nationaler Bedeutung in der Schweiz (Quelle: Netzwerk Schweizer Pärke, <http://www.netzwerk-parke.ch>)

2 Messbarkeit der regionalen Wertschöpfung

In der Schweiz und in anderen Alpenländern ist es eine erklärte Absicht der Politik, mit Pärken und Grossschutzgebieten einen Beitrag an die nachhaltige Regionalentwicklung zu leisten (vgl. Siegrist 2002). Einen solchen Beitrag erwartet man sich insbesondere von der Kategorie der Regionalen Naturpärke. Dort sind zur Stärkung der nachhaltig betriebenen Wirtschaft u.a. die regionale Verarbeitung und Vermarktung von im Park erzeugten Produkten zu stärken und die auf einen naturnahen Tourismus und die Umweltbildung ausgerichteten Dienstleistungen zu fördern (vgl. Tabelle 1).

Im Fokus stehen somit die künftige Nachfrage nach natur- und kulturnahem Tourismus und damit die regionalen Wertschöpfungspotenziale der Pärke. Im Folgenden werden die Ergebnisse einer Reihe von jüngeren Studien zusammenfassend dargestellt, welche sich mit der Frage der ökonomischen Effekte von Pärken beschäftigt haben. Ein kritischer Punkt bildet dabei die Frage nach der Messbarkeit von regionalökonomischen Effekten von Pärken in ländlichen Regionen.

In der Schweiz liegen bisher nur wenige Untersuchungen und Daten zur Wertschöpfung und zu den ökonomischen Potenzialen und Effekten von Pärken vor. Ein gutes Beispiel bildet die Studie von Küpfer (2000), mit welcher am Beispiel des Schweizerischen Nationalparks eine Methode zur Ermittlung von regionalwirtschaftlichen Effekten von Pärken entwickelt wurde. Eine weitere Methode zur ökonomischen Entwicklungsdynamik peripherer ländlicher Räume stellten Buser et al. (2005) vor. Beide Ansätze basieren auf aufwändigen empirischen Datenerhebungen und waren nur im Rahmen grösserer Forschungsprojekte umsetzbar. Ein auf bestehenden Daten beruhender methodischer Ansatz wurde zur Ermittlung der ökonomischen Effekte der Regionalen Naturpark-Projekte im Kanton Bern entwickelt. Hier erfolgte die Abschätzung der zu erwartenden Wertschöpfungseffekte anhand eines durch eine regionalwirtschaftliche Charakterisierung ergänzten Input-Output-Modells (Siegrist et al. 2006). Auch in den anderen Alpenländern sind in den vergangenen Jahren mehrere regionalökonomische Arbeiten entstanden, welche sich direkt mit den Wertschöpfungseffekten von Pärken und Schutzgebieten beschäftigen (vgl. Tabelle 2).

Die Ermittlung der wirtschaftlichen Potenziale und Effekte von regionalen Projekten und Strategien ist immer mit externen Einflussfaktoren und sich überlagernden Systemgrenzen konfrontiert, welche die Ergebnisse erheblich in die eine oder andere Richtung beeinflussen können. Dies gilt auch für die Abschätzung der durch die Pärke in der Schweiz zu erwartenden Wertschöpfungseffekte. So sind derzeit sowohl auf der Ebene des Bundes als auch in den Kantonen und Regionen verschiedene Initiativen im Gang, deren Umsetzung in den nächsten Jahren direkte und indirekte Auswirkungen auf die wirtschaftliche Entwicklung der ländlichen Regionen haben werden, z.B. die zukünftige Ausgestaltung der Agrarpolitik, die Umsetzung der Neuen Regionalpolitik oder die Weiterentwicklung der bilateralen Verträge mit der Europäischen Union.

Solche Initiativen besitzen einen wesentlichen Einfluss auf die Zukunft der wirtschaftlichen Entwicklung der Parkgebiete und damit auch auf die Zukunft des Tourismus in den betroffenen Regionen. Je nachdem, wie die Politik diese Initiativen zukünftig gewichtet, wird die regionale Wertschöpfung in den einzelnen Projektgebieten teilweise stark variieren. Da die künftigen Rahmenbedingungen heute aber erst teilweise oder

noch gar nicht bekannt sind, sind alle Aussagen zur zukünftig möglichen Wertschöpfung von Pärken mit gewissen Unsicherheiten behaftet.

Dennoch dürfte dem naturnahen Tourismus als Wertschöpfungsmotor der neuen Pärke in Zukunft eine wichtige Rolle zufallen. In den meisten Untersuchungen wird der Tourismus dabei als Exportsektor im Sinne der Exportbasistheorie verstanden. Diese Theorie geht davon aus, dass Regionen durch den „Export“ von Produkten aus dem Basissektor ein Wirtschaftswachstum erfahren, das über Einkommens-, Kapazitäts- und Komplementäreffekte intraregional wiederum Wachstumsprozesse anstösst (vgl. Krietemeyer 1983; Schätzl 2003). Das solchen Überlegungen zugrunde liegende postkeynesianische, nachfrageorientierte Theoriemodell hält die Investitionstätigkeiten der öffentlichen Hand und von Privaten für einen entscheidenden Faktor wirtschaftlichen Wachstums von Regionen. Aus regionalwirtschaftlicher Sicht ist das Instrument der Pärke in diesem Kontext darauf ausgerichtet, einerseits die Allokation staatlicher Fördermittel in der Region zu bündeln. Andererseits sollen dadurch die regionale und überregionale Wirtschaft, die Touristen sowie die Bevölkerung zu vermehrten Ausgaben im Perimeter der neuen Pärke animiert werden. Dadurch können im optimalen Fall weitere öffentliche und private Investitionen ausgelöst werden, wodurch sich die regionale Wertschöpfung erhöht.

Eine Schwäche der Exportbasistheorie liegt in der Tatsache, dass diese zwischen exportorientierten Basissektoren und Nicht-Basissektoren, die sich auf intraregionale Nachfrage stützen, differenziert. Diese Differenzierung ist in den wenigsten Fällen eindeutig gegeben. Die Angebote des Parktourismus in den untersuchten Projektgebieten werden nämlich sowohl von auswärtigen Besucherinnen und Besuchern als auch von den Bewohnerinnen und Bewohnern der Parkgebiete selbst genutzt. Ein weiteres grundsätzliches Problem bezüglich der Anwendung der Exportbasistheorie liegt im geringen geographischen Radius der Pärke, wodurch die Stimulierung einer Binnennachfrage für die Angebote des Parktourismus erschwert wird.

3 Untersuchungen über die Wertschöpfung in Pärken

Im Folgenden werden die Ergebnisse einer Reihe von Untersuchungen zur Wertschöpfung in Pärken zusammenfassend dargestellt. Die Ergebnisse dieser Untersuchungen beruhen oft auf direkten Befragungen und regionalwirtschaftlichen Modellrechnungen. Nachstehend sind die Ergebnisse der zitierten Studien in Tabellenform zusammengefasst.

Land/Gebiet	Autor/-innen	Methode	Ergebnis
Schweiz			
Naturnaher Tourismus in der Schweiz	Siegrist et al. (2002)	Schriftliche Bevölkerungsbefragung	Direkte Wertschöpfung 2,3 Mia. CHF pro Jahr
Schweizerischer Nationalpark	Küpfer (2000)	Direkte Gästebefragung	Regionale Wertschöpfung 8,8 – 12,8 Mio. CHF pro Jahr
3 – 4 Regionale Naturparkprojekte im Kt. Bern	Siegrist et al. (2007)	Regionalwirtschaftliche Modellrechnung	Erwartete regionale Wertschöpfung 6 – 21 Mio. CHF pro Jahr

Österreich			
Natura 2000-Schutzgebiet Karwendel	Getzner et al. (2002)	Regionalwirtschaftliche Modellrechnung	Erwartete regionale Wertschöpfung 8,9 – 48,9 Mio. Schillinge pro Jahr
Natura 2000-Schutzgebiet Waldviertel	Getzner et al. (2002)	Regionalwirtschaftliche Modellrechnung	Erwartete regionale Wertschöpfung 1,7 – 6 Mio. Schilling pro Jahr
Naturparks Burgenland	Weixlbaumer et al. (2007)	Direkte Gästebefragung	Tagesausgaben € 31 (Tagesgäste), € 63 (Übernachtungsgäste)
Naturparks Österreich	Ketterer/Siegrist 2009	Expertenbefragung	Touristische Wertschöpfung 144 Mio. Euro pro Jahr
Deutschland			
Nationalpark Bayerischer Wald	Job (2008)	Direkte Gästebefragung	Regionale Wertschöpfung 13,5 Mio. Euro pro Jahr Tagesausgaben € 39
Naturpark Altmühltal	Job et al. (2005)	Direkte Gästebefragung	Regionale Wertschöpfung 10,25 Mio. Euro pro Jahr Tagesausgaben € 23
Müritz Nationalpark	Job et al. (2005)	Direkte Gästebefragung	Regionale Wertschöpfung 6,86 Mio. Euro pro Jahr Tagesausgaben € 34
Nationalpark Berchtesgaden	Job et al. (2003)	Direkte Gästebefragung	Regionale Wertschöpfung 4,64 Mio. Euro pro Jahr Tagesausgaben € 44
Naturpark Hoher Fläming	Job et al. (2005)	Direkte Gästebefragung	Regionale Wertschöpfung 3,0 Mio. Euro pro Jahr Tagesausgaben € 21
Italien			
Naturpark Riesenerferner – Ahrn (Südtirol)	Lehar et al. (2003); Amt für Naturparks (2004)	Direkte Gästebefragung	Regionale Wertschöpfung 1,94 Mio. Euro pro Jahr Tagesausgaben für Ausflüge € 11 pro Jahr

Tabelle 2: Wirtschaftliche Effekte von National- und Naturparks in einigen Alpenländern

Die Zusammenstellung in Tabelle 2 zeigt, dass der Beitrag der Pärke an die regionale Wertschöpfung eine relativ grosse Spannweite umfasst. Diese reicht in den dargestellten Studien von jährlich 1,7 Mio. Schilling (Natura 2000-Schutzgebiet Waldviertel) bis 13,5 Mio. Euro (Nationalpark Bayerischer Wald). Regionale Wertschöpfungseffekte dieser Grössenordnung sind im Kontext bestimmter Regionen und Regionstypen durchaus als erheblich zu bewerten. Dies gilt insbesondere für strukturschwache Randgebiete, welche kaum über wirtschaftliche Alternativen verfügen. Demgegenüber sind für die Regionalwirtschaft agglomerationsnaher Gebiete andere, weit produktivere wirtschaftliche Aktivitäten oft von grösserer Relevanz. Die aufgelisteten Zahlen relativieren aber auch überhöhte wirtschaftliche Erwartungen an die neuen Pärke. Die regionalwirtschaftlichen Effekte der neuen Pärke sind realistisch einzuschätzen und im jeweiligen regionalen Kontext zu beurteilen.

4 Schlussfolgerungen

Die Diskrepanz zwischen den aus dem Parktourismus tatsächlich resultierenden Wertschöpfungen und den in Befragungen immer wieder ermittelten hohen Zahlungsbereitschaften ist bekannt. Dies liegt oft in dem methodischen Problem begründet, dass zwischen erwartetem und tatsächlichem Verhalten der Befragten teils erhebliche Divergenzen bestehen. Andererseits wird aus diesen Zahlenverhältnissen deutlich, dass der Parktourismus nur einen beschränkten Anteil des gesamten Tourismus umfassen kann. Höhere Wertschöpfungen werden weiterhin in den stärkeren touristischen Destinationen erzielt, wo leistungsfähige Wertschöpfungsmotoren (wie Hotels, Gastronomiebetriebe, Bahnen, Schiffe usw.) in grösserer Zahl vorhanden sind.

Zu berücksichtigen ist auch, dass nur ein Teil der durch den Parktourismus generierten Wertschöpfung in der Region verbleibt, während ein anderer, nicht unerheblicher Teil der Wertschöpfung wieder abfließt. Mit der Entwicklung von regionalen Qualitätsprodukten und -dienstleistungen und den zugehörigen regionalen Wertschöpfungsketten kann der in der Region verbleibende Umsatzanteil vergrössert werden. Neben den monetären Effekten können die Pärke dabei auch weitere, sog. intangible Effekte bewirken, also Effekte, welche der Regionalwirtschaft nur mittelbar zugute kommen und nicht in monetären Grössen messbar sind. Beispiele für derartige (volkswirtschaftliche) Effekte sind die langfristige Erhaltung von natürlichen Ressourcen, die Stärkung der regionalen Identität oder die Förderung der regionalen Zusammenarbeit.

Schliesslich muss das Kosten-/Nutzen-Verhältnis zwischen der regionalen Wertschöpfung und den staatlichen Ausgaben für die Pärke in die Betrachtung einbezogen werden. Die entsprechenden Daten liegen allerdings nur für wenige Gebiete vor, so z.B. für den Nationalpark Bayerischer Wald in Deutschland. Dort löst jeder durch den Staat bezahlte Euro eine regionale Wertschöpfung von ungefähr gleicher Grössenordnung aus (vgl. Job 2008). Übertragen auf die Schweiz müssten so bei Vollbetrieb der neuen Pärke die geplanten jährlichen Aufwendungen von Bund, Kanton und Gemeinden in den Park-Regionen schätzungsweise Wertschöpfungseffekte in der Grössenordnung von mindestens 20-25 Mio. Schweizer Franken auslösen.

Wichtig ist dabei festzuhalten, dass die (finanziell direkt sichtbare) regionale Wertschöpfung nicht mit dem ökonomischen Nutzen der Pärke gleichzusetzen ist. Einerseits bedeuten die finanziellen Ströme zu einem grossen Teil eine Umlenkung von

Ausgaben in die Naturparkregionen. Ein Grossteil dieser Ausgaben würde sonst in anderen Regionen für Freizeit und Tourismus ausgegeben. Andererseits geht der ökonomische Nutzen über die monetären Ausgaben der Touristinnen und Touristen hinaus. Beispielsweise kann die Wertschätzung, den ein Tagesausflügler für einen Naturpark empfindet, seine getätigten Ausgaben um ein Mehrfaches übersteigen. Weil für den Park kein Eintritt bezahlt werden muss, bleibt seine Zahlungsbereitschaft weitgehend unsichtbar.

Literatur

- Amt der Niederösterreichischen Landesregierung (2009). Potentialanalyse der Niederösterreichischen Naturpärke. Verfasst von Martin Egger und Helmut Lux, KPP: TOURISMUS +CONSULTING. St. Pölten.
- Amt für Naturpärke (2004). Gästebefragung im Naturpark Riesenferner-Ahrn. Projektbericht. Bozen.
- Broggi, M. F., Staub, R. & Ruffini, F.V. (1999). Großflächige Schutzgebiete im Alpenraum. Daten, Fakten, Hintergründe. Berlin: Blackwell.
- Hammer, T. (Hrsg.) (2003a). Grossschutzgebiete – Instrumente nachhaltiger Entwicklung. München: oekom.
- Buser, B., Giuliani, G. & Rieder, P. (2005). Festsetzung regionalpolitischer Prioritäten im Schweizer Alpenraum auf der Basis regionaler Input-Output-Tabellen – ein Überblick. In: *Geographica Helvetica* 2005 (60), Nr. 4. S. 230–238.
- Getzner, M., Jost, S. & Jungmeier, M. (2002). Naturschutz und Regionalwirtschaft. Regionalwirtschaftliche Auswirkungen von Natura 2000-Gebieten in Österreich. Wien.
- Hammer, T., Siegrist, D. (2008). Protected Areas in the Alps – The Success Factors of Sustainable Tourism and the Challenge for Regional Policy. In: *GAIA* 17/S1 (2008). S. 152–160.
- Handler, F. (2009). Naturnaher Tourismus in den österreichischen Naturpärken. In: D. Siegrist, M. Stremlow. (Hrsg.) (2009). *Landschaft – Erlebnis – Reisen. Naturnaher Tourismus in Pärken und UNESCO-Gebieten*. Zürich. S. 225–235.
- Job, H. (Hrsg.) (2008). Die Destination Nationalpark Bayerischer Wald als regionaler Wirtschaftsfaktor (= Nationalpark Bayerischer Wald Wissenschaftliche Reihe, Sonderheft). Grafenau. Download: http://www.nationalpark-bayerischer-wald.de/detail/veroeffentlichung/publikationen/f_sonderveroeffentlichungen/6_jobst_studie_lang.htm
- Job, H. 2008. Estimating the regional economic impact of tourism in German national parks – Two case studies. *GAIA* 17/S1. S. 134–142.
- Job, H., Harrer, B. & Metzler, D., Hajizadeh-Alamdary, D. (2005). Ökonomische Effekte von Großschutzgebieten. Untersuchung der Bedeutung von Großschutzgebieten für den Tourismus und die wirtschaftliche Entwicklung der Region. BfN-Skripten (135) Selbstverlag. Bonn-Bad Godesberg. Download: <http://www.bfn.de/fileadmin/MDB/documents/skript135.pdf>
- Job, H., Metzler, D. & Vogt, L. (2003). Inwertsetzung alpiner Nationalparks. Eine regionalwirtschaftliche Analyse des Tourismus im Alpenpark Berchtesgaden (= Münchner Studien zur Sozial- und Wirtschaftsgeographie 43). Kallmünz.
- Ketterer, L., Siegrist, D. (2009). Touristische Potenziale der Österreichischen Naturpärke. Studie im Auftrag des Verbandes der Österreichischen Naturpärke. Schriftenreihe des Instituts für Landschaft und Freiraum 5. Rapperswil: HSR Hochschule für Technik Rapperswil.
- Krietemeyer, H. (1983). Der Erklärungsgehalt der Exportbasistheorie (= Schriften des Zentrums für regionale Entwicklungsforschung der Justus-Liebig-Universität Gießen, Bd. 25). Hamburg.
- Küpfer, I. (2000). Nationalparktourismus als Wirtschaftsfaktor in den Alpen. Dissertation am Geographischen Institut, Universität Zürich. Zürich.

- Laurens, L., Cousseau, B. (2000). La valorisation du tourisme dans les espaces protégés européens. Quelles orientations possibles? *Anales de Géographie* 613. S. 240–258.
- Lehar, G., Hausberger, K. & Fuchs, L. (2003). Teilbericht Südtirol der Studie: Besuchererhebung, Motiv- und Wertschöpfungserhebung im Nationalpark Hohe Tauern und im Naturpark Rieserferner-Ahrn. Bearbeitet vom Institut für Verkehr und Tourismus – Innsbruck. Projektbericht. Innsbruck.
- Mose, I. (Hrsg.) (2007). *Protected Areas and Regional Development in Europe Towards a new model for the 21st century?* London: Ashgate Publishing Limited.
- Parc national de la Vanoise (2002). *Enquête de fréquentation, été 2001, deuxième partie*. Chambéry: AGC Consultants.
- Roth, U., Siegrist, D. (2004). Sozioökonomische Aspekte eines neuen Parkkonzeptes für großflächige Schutzgebiete in der Schweiz. In: *Tourismus Journal* 8 Jg. (2004), S. 233–241.
- Schätzl, L. (2003). *Wirtschaftsgeographie 1. Theorie*. Paderborn.
- Scheurer, T., Küpfer, I. (1997). Was können Schutzgebiete im Alpenraum zur regionalwirtschaftlichen Entwicklung beitragen? In: *Revue de Géographie Alpine* 85/2. S. 113–130.
- Schweizerischer Bundesrat (2007). *Verordnung über die Pärke von nationaler Bedeutung (PäV) (Ordinance on Swiss parks of national importance)*. November 2007. Bern.
- Siegrist, D. (2009). *Pärke von nationaler Bedeutung – Touristische Marktanalyse und Erfolgsfaktoren*. Studie im Auftrag des BAFU Bundesamt für Umwelt, Sektion Landschaften von nationaler Bedeutung. Schriftenreihe des Instituts für Landschaft und Freiraum 4. Rapperswil: HSR Hochschule für Technik.
- Siegrist, D. & StremLOW, M. (Hrsg.) (2009). *Sehnsucht – Erlebnis – Landschaft. Naturnaher Tourismus in Pärken und UNESCO-Gebieten*. Zürich.
- Siegrist, D. (2002). Naturnahe Kulturlandschaften als Ausgangsbasis für Regionalpärke in der Schweiz. Eine neue Perspektive der alpinen Gebietsschutzpolitik mit dem Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN). In: I. Mose, N. Weixlbaumer. *Naturschutz: Grossschutzgebiete und Regionalentwicklung*. St. Augustin. S. 155–192.
- Siegrist, D., Aufderreggen, M., Lintzmeyer, F. & Spiess, H. (2007). Economic potentials of regional nature parks in Switzerland: A case study of the planned regional nature parks in the canton of Berne. In: *Protected areas and regional development in Europe. Towards a new model for the 21st century?* Edited by I. Mose. London: Ashgate. S. 213–230.
- Siegrist, D., Stuppäck, S., Mosler, H.J. & Tobias, R. (2002). *Naturnaher Tourismus in der Schweiz. Angebot, Nachfrage und Erfolgsfaktoren*. Im Auftrag des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO). <http://www.seco.admin.ch/dokumentation/publikation/00008/00025/01515/index.html?lang=de> (accessed March 12, 2008).
- Weixlbaumer, N., Gamper, C. & Gruber, K. (2007). *NABU – Naturpärke Burgenland. Bedeutung der Naturpärke Burgenlands für den Tourismus und die wirtschaftliche Entwicklung der Region*. Wien: Institut für Geographie und Regionalforschung der Universität Wien.

Residentielle Ökonomie in der Schweiz: Welche Chancen für die Regionalentwicklung?

Krisztina Beer-Tóth, Christian Schubarth und Selina Bleuel, IC Infraconsult AG

1 Einleitung

Seit etwa drei Jahrzehnten sind zahlreiche ländliche Gebiete des Schweizer Mittel- und der Voralpen durch ein starkes Bevölkerungs- und Siedlungswachstum geprägt.¹ Zersiedelung und Verkehrszunahme machen immer häufiger Schlagzeilen (Eisinger/Schneider 2003). Demgegenüber sind die Produktionskapazität und die Arbeitsplatzzahlen dieser Gebiete meist stagnierend oder gar rückgängig. Um ihrer Arbeit nachzugehen, pendeln die Einwohnerinnen und Einwohner in die Städte (Schuler et al. 2007, S. 265ff.). Vereinfacht ausgedrückt heisst das, dass der ländliche Raum zur wirtschaftlichen Peripherie der Städte und Metropolen geworden ist.

Trotz dieser Abhängigkeit und den ökologischen Problemen (zunehmende Versiegelung des Bodens, Zersiedelung, Zunahme des Verkehrs) birgt diese neue Bedingung auch wirtschaftliches Potenzial für viele ländliche Gebiete. Insbesondere jene, die eine gesunde Demographie (Wachstum und Gleichgewicht zwischen den Generationen), eine hohe Kaufkraft vor Ort und gut ausgebaute Infrastrukturen aufweisen, sind sogar besser gestellt als manche Agglomeration. Die Neue Regionalpolitik setzt mit gutem Grund auf die Stärkung von Innovation, Wertschöpfung und Wettbewerbsfähigkeit in den ländlichen Gebieten. Doch haben auch jene Regionen, in denen die Grundvoraussetzungen für eine solche Entwicklung fehlen (da z.B. manche Produktionsfaktoren nicht in der kritischen Menge oder Qualität vorhanden sind), durchaus eine Zukunft. Im vorliegenden Beitrag wird der Frage nachgegangen, inwieweit ein attraktives Angebot an Dienstleistungen rund um Wohnen, Freizeit und Tourismus die Wirtschaftsstruktur von ländlichen Gebieten unterstützen und mit exportorientierten Aktivitäten Synergien entwickeln kann. Beleuchtet wird die Bedeutung der so genannten residentielle Ökonomie (RÖ, *économie résidentielle*) für die Regionalwirtschaft und ihre Schnittstellen mit der Raumentwicklung.

Dieser Artikel ist im Rahmen des aktuell laufenden Forschungsprojekts „We Live Here and We Work Here“ entstanden. Es stützt sich auf mehrere Fallstudien aus dem Waadtländer Mittelland und insbesondere dem so genannten *Cœur du Canton* (Ruegg 2007, Schubarth/Schuler 2009) ab, die die Raumentwicklung und das wirtschaftliche Potenzial dieser ländlichen Gebiete zum Thema hatten. Der Artikel stellt als erstes den Begriff der RÖ, seine kontroverse Diskussion in Frankreich und seinen Bezug zur internationalen Debatte vor. In der Folge wird seine Relevanz für die Regionalentwicklung in der Schweiz aufgezeigt und an Beispielen von Unternehmen im *Cœur du Canton* veranschaulicht. Der Artikel fasst schliesslich die Konsequenzen der RÖ auf die Wirtschaftsförderung und die Raumentwicklung zusammen und endet mit einem Ausblick auf den weiteren Forschungs- und Abklärungsbedarf.

¹ Der geografische Begriff *Mittelland* bezeichnet in dieser Studie nicht die statistische Grossregion Espace Mittelland, sondern den Grossraum zwischen Jura und Alpen, der sich vom Genfersee bis zum Bodensee erstreckt.

2 Residentielle Ökonomie: neues Thema am Horizont

2.1 Zum Begriff der residentiellen Ökonomie

In seinem kürzlich erschienenen Grundlagenwerk, „La République et ses territoires: la circulation invisible des richesses“, zeigt der Ökonom Laurent Davezies auf, wie die Hochburgen der Wertschöpfung und der internationalen Wettbewerbsfähigkeit (insb. die Ballungsgebiete) in Frankreich zunehmend an Attraktivität verlieren, während ländliche Regionen dank der dorthin fließenden und vor Ort verbrauchten Einkommen von Pendlern, Rentenempfängern, Touristen, Zweitwohnungsbesitzern und anderen Neueinwohnern aufblühen (Davezies 2008). Gründe für dieses Phänomen sind u. a. die staatlichen Systeme der Einkommensverteilung, die zunehmende Personenmobilität, die wachsende Sensibilität und Zahlungsbereitschaft für gute Wohn- und Lebensqualität sowie die Alterung der Gesellschaft. Die „unsichtbare Zirkulation des Reichtums“, die seit einiger Zeit nicht nur in Vorstädten und Tourismusdestinationen, sondern auch in strukturschwachen Regionen erkennbar ist, wird sich gemäss Davezies auf die Sozioökonomie und die Demographie moderner Industrienationen entscheidend auswirken.

Um dieses neue Phänomen zu erfassen, greift Davezies zum Begriff der residentiellen Ökonomie (RÖ). Damit bezeichnet er zwei Aspekte: erstens die in ein ländliches Gebiet einfließenden Einkommen externen Ursprungs und deren Verwendung, zweitens das private und öffentliche Angebot an Produkten und Dienstleistungen rund ums Wohnen (Läden, Tea-Room, Coiffeur etc.), Freizeit (Kino, Sport etc.) und Tourismus (Unterkünfte, Wanderwege, Veranstaltungen etc.). Beiden Definitionen steht die Annahme zugrunde, dass die Einkommen der inaktiven (bzw. anderswo erwerbstätigen), temporären oder ständigen Einwohner die lokale Wirtschaft unter allen Umständen bereichern, und zwar unabhängig von deren effektiven Produktionskapazität. Dadurch können sich auch ländliche Gebiete mit einem vergleichsweise engen Arbeitsmarkt im interregionalen, nationalen oder gar globalen Wettbewerb gegenüber produktiveren Regionen behaupten, wenn auch zulasten der Städte.²

Davezies' Beobachtungen sind in vieler Hinsicht revolutionär. Seit Jahrhunderten herrscht doch die Auffassung, dass das Einkommen eines geografischen Gebietes und seine gesamte Entwicklung davon abhängt, wie viel Güter und Dienstleistungen es produzieren und für den Endverbrauch zur Verfügung stellen kann. Als erster hat Paul Krugman (1991) entgegen den neoklassischen Wachstumsmodellen die räumliche Dynamik der wirtschaftlichen Entwicklung eingehend analysiert. Aus seinen Überlegungen heraus entwickelte sich die Neue Ökonomische Geografie, die für die aktuelle Wirtschaftsgeografie beinahe paradigmatischen Status erreicht hat. Sie postuliert, dass es die dichtest besiedelten Gebiete sind, die dank einer maximalen Konzentration von Produktionsfaktoren (aufgrund tiefer Transportkosten und zunehmender Skalenerträge) die höchstmögliche Produktivität und Effizienz aufweisen.

² Das Adjektiv „residentiell“ ist mit Vorsicht zu interpretieren. Erstens wird es oft mit „statisch“ assoziiert, wo doch der RÖ (dynamische) Einkommensströme zugrunde liegen. Zweitens ergeben sich diese Einkommensströme nicht spezifisch aus dem Wohnen, sondern aus dem Aufenthalt generell (Touristen, Zweitwohnungsbesitzer, Studierende etc.). Manche Autoren empfehlen daher, statt „residentiell“ den Begriff „präsentuell“ zu verwenden.

Das Bruttoinlandsprodukt (BIP) als nicht ganz genaue, aber immerhin relativ zuverlässige Messgrösse für die Wertschöpfung ist bisher der geläufige Indikator der wirtschaftlichen Leistung und des Reichtums auf nationaler Ebene. Seine jährliche Veränderung widerspiegelt das Wirtschaftswachstum des Landes. Demgegenüber lässt sich die Entwicklung von Regionen und noch kleineren Gebietskörperschaften (inkl. Gemeinden) auf Grund des dort hergestellten Mehrwerts und der entsprechenden BIP-Werte nicht vollständig ermitteln. Im Gegenteil: Seit etlichen Jahren klaffen die Kennzahlen der regionalen Disparitäten im Pro-Kopf-Bruttoinlandsprodukt in den westlichen Industriestaaten zunehmend von der territorialen Dynamik des Pro-Kopf-Haushaltseinkommens und anderer Indikatoren, wie jene für Armut und soziale Ausgrenzung oder Bevölkerungswachstum, auseinander.³ Diese Feststellung ist eigentlich beruhigend: Selbst wenn sich die bekannten Standortvorteile zunehmend in den Verdichtungsräumen konzentrieren – was ländliche Gebiete im Wettbewerb um die Produktionsfaktoren kaum zur Geltung kommen lässt – wird ihre Bedeutung für die gesamtwirtschaftliche Entwicklung der Regionen immer geringer.

Doch was beeinflusst dann die Entwicklung einer Region? Ein alternativer Ansatz erlaubt uns, wenn nicht gerade die Natur, so doch zumindest den Prozess der Entwicklung zu verstehen. Gemäss der Theorie der ökonomischen Basis (*théorie de la base économique*), für die der deutsche Soziologe und Volkswirt Werner Sombart (1916) den Grundstein gelegt hat, sind es die verschiedenen, von ausserhalb einströmenden Einkommen (die so genannte *Basis*), die die Bevölkerungs- und Beschäftigungsdynamik sowie das Einkommensniveau der Haushalte in einer Region bestimmen. Trotz der Relevanz dieser These wurde die Bedeutung der *Basis* in der angewandten Forschung aufgrund fehlender Daten zur effektiven Struktur der externen Einkommen meist derart reduziert, dass die Theorie die bestehenden regionalen Entwicklungsunterschiede gegen Ende des 20. Jahrhunderts nicht überzeugend erklären konnte. Während Autoren wie Hoyt, North oder Tiebout Mitte des 20. Jahrhunderts in der Berechnung der *Basis* die Einnahmen aus exportorientierten wirtschaftlichen Aktivitäten privilegierten, stellen diese heute zumeist nur noch einen Bruchteil des Basiseinkommens einer Region dar (Davezies und Lejoux, 2003). Um die Entwicklung der Region auf eine zuverlässige Weise modellieren zu können, müssen aber auch nicht-produktive Einkommensströme wie Renten, sonstige Transferzahlungen sowie Ausgaben von Pendlern, Touristen und Zweitwohnungsbesitzern vor Ort mitberücksichtigt werden.

Mit dem Ansatz der RÖ versucht Davezies zwischen der Neuen Ökonomischen Geographie und der Theorie der ökonomischen Basis eine Brücke zu schlagen. Auf der einen Seite sorgt der *produktive* Sektor der Wirtschaft für das Angebot von Gütern und Dienstleistungen auf dem Markt und verhilft dem Staat zu unverzichtbaren Steuereinnahmen, aus denen die grossen Umverteilungssysteme (u.a. der interregionale Finanzausgleich) finanziert werden. Gleichzeitig wird aber die Arbeit, die einen grossen Teil dieses Angebotes bereitstellt, fiskalisch stärker belastet als andere Produktionsfaktoren. Auf der anderen Seite spezialisiert sich der auf der Wohnortattraktivität beruhende *residentielle* Sektor auf den Empfang der monetären Einkommen höchst mobiler Wirtschaftsakteure wie Rentenbezüger, Touristen und pendelnder Erwerbstätiger. Je nach marginaler (örtlicher) Konsumneigung der einzelnen Akteure

³ Für Frankreich, s. Davezies (2000).

wird ein Teil dieses Einkommens vor Ort verbraucht, wodurch ein wichtiger Multiplikatoreffekt entsteht. Die Umsatzsteigerung erlaubt lokalen Kleinunternehmen wie Metzgereien, Coiffeursalons, Forstbetrieben oder Reinigungsunternehmen, die Beschäftigung bis in die tiefsten Qualifikationsebenen auszuweiten. Dieser Multiplikator hat einen positiven Einfluss auf die wirtschaftliche Entwicklung der Region. Der Schlüssel zum Erfolg liegt folglich, wie Davezies behauptet, in der Kombination der produktiven und der residentiellen Ökonomie innerhalb derselben Region. Dies hat beispielsweise der Alpenstadt Annecy und Umgebung zur aktuell höchstmöglichen Dynamik innerhalb von Frankreich verholfen.

2.2 Diskussion im Ausland

Der Ansatz der RÖ und die ihm zugrunde liegenden Beobachtungen werden zurzeit in der akademischen Welt in Frankreich rege diskutiert. Je weiter die Untersuchungen gehen, desto mehr wird anerkannt, dass die Attraktivität einer Gemeinde oder Region als Wohnraum zwar einen zentralen Wirtschaftsfaktor darstellt, alleine aber kein solides und nachhaltiges Wachstum garantieren kann. Kommunale und regionale Entwicklungsstrategien, die ausschliesslich auf der RÖ basieren, sind insbesondere aus den folgenden Gründen problematisch:

Die Attraktivität eines Gebietes als Wohnort und Feriendestination beruht auf der Qualität der Landschaft, ein fragiles Gut, das durch die residentielle Entwicklung (wie übrigens auch durch die produktive Wirtschaft) gefährdet wird – man denke nur an die zunehmende Zersiedelung – und zusätzlich einer wandelnden Wertschätzung unterliegt (Talandier 2009).

Es entstehen Nutzungskonflikte zwischen dem produktiven und dem residentiellen Wirtschaftssektor (z. B. zwischen Landwirtschaft und Naherholung) sowie innerhalb des residentiellen Sektors (Talandier 2009).

Die durch den Multiplikatoreffekt entstehenden neuen Arbeitsplätze sind oft instabil, bruchstückhaft (Teilzeitstellen) und schlecht bezahlt (Le Delezir 2009, Talandier 2009), obwohl sich auch hier gewisse Ähnlichkeiten mit dem produktiven Sektor feststellen lassen.

Die Städte drohen zu verarmen angesichts der Tatsache, dass die dort realisierte Wertschöpfung zunehmend in die ländlichen Gebiete abfließt.

Die Energieknappheit, die Sorge um den Klimawandel und der daraus folgende Anstieg der Treibstoffpreise könnten die Mobilität der Akteure (heute Schlüsselfaktor der RÖ) derart einschränken, dass Wohnen auf dem Lande wieder an Attraktivität verlieren könnte. Eine Rückkehr der Bevölkerung in die Städte ist nicht auszuschliessen (Talandier 2009, Dore 2009, Desjardins 2009). Kleinstädte, die ein umfangreiches Angebot an öffentlichen und privaten Dienstleistungen und zugleich einen guten Anschluss an den öffentlichen Verkehr anbieten, dürften dabei ihre Position stärken.

Die Nachhaltigkeit der RÖ wird nicht nur auf der ökologischen, sondern auch auf der sozialen und wirtschaftlichen Ebene hinterfragt (z.B. Veltz 2008, Le Delezir 2009). Regionen mit überdurchschnittlich vielen Rentenbezügern könnten sich mit einem nicht zu bewältigenden Aufwand wiederfinden, wenn ihre Bürgerinnen und Bürger mit der Zeit zunehmend auf Hilfe im Alltag, Spitäler und soziale Einrichtungen angewiesen sein werden und immer höhere Anforderungen an das Gemeinwesen stellen. Die erhöhte Nachfrage nach Alterswohnsitzen, Ferien- und Zweitwohnungen kurbeln die

Land- und Immobilienpreisspirale an und erhöhen die Spannung zwischen der indigenen und der zugewanderten Bevölkerung, insbesondere wenn junge Einheimische wegen einer vergleichsweise niedrigen beruflichen Qualifikation an ihre Heimatregion gebunden sind. Diese Feststellungen zeigen, dass die residentielle Entwicklung allein keine Zukunftsperspektive darstellen kann.

Eine verwandte Problematik wird derzeit auch in den angelsächsischen *Rural Studies* diskutiert. Dort geht es um die Folgen der Globalisierung im ländlichen Raum (u.a. MacCarthy 2008, Woods 2007). Als Gegenpol zur „globalen Stadt“ (*global city*) führt Woods den Begriff der „globalen Landschaft“ (*global countryside*) ein, mit dem er den Zustand der globalen Interkonnektivität und Interdependenz ländlicher Räume bezeichnet. McCarthy (2008) spricht von Landschaft als einer post-produktivistischen Ware (*global commodity*). War die so genannte *amenity migration* – der Kauf von Erst- und Zweitwohnungen in attraktiven ländlichen Gebieten mit einem hohen ästhetischen, Freizeit- und Erholungswert – bis in die späten 1990er Jahre Sache einer kleinen Elite von wohl verdienenden und gut ausgebildeten Stadtbewohnern, erobert diese Art von Migration nun infolge der wachsenden Mobilität und Einkommen der Individuen sowie der Deregulation im Immobilienbereich immer breitere Schichten der Gesellschaft. Der „räumliche Fussabdruck“ der Amerikaner wird grösser: täglich drei bis vier Stunden zu pendeln ist keine Seltenheit mehr. Die sub- und periurbanen Gebiete rund um die Städte dehnen sich aus, und obwohl sie zum Teil noch ländlich aussehen, sind sie rein funktionell gesehen ein Netzwerk von Vororten.

Die Beispiele zeigen insbesondere, dass die Rural Studies vermehrt von ihrer einseitigen Ausrichtung auf landwirtschaftliche Aspekte abweichen müssen. Wohnen, Freizeit und Tourismus werden zu den prägenden Faktoren des ländlichen Raums und bedingen eine entsprechende Anpassung der Forschungsansätze.

3 Residentielle Ökonomie in der Schweiz

Auch wenn die Auseinandersetzung mit der RÖ in der Schweiz auf den ersten Blick Sinn zu machen scheint, gilt es abzuschätzen, inwiefern der Begriff im hiesigen nationalen und regionalen Kontext anwendbar ist. Davezies Herleitung und die bisherige Debatte sind stark vom französischen Diskurs geprägt. Ziel des vorliegenden Kapitels ist es, die für die Schweiz relevanten Faktoren hervorzuheben.

Der erste Teil orientiert sich an den nationalökonomischen Indikatoren, die Davezies für Frankreich verwendet, und zeigt die entsprechende Schweizer Dynamik auf. Der zweite Teil fasst beispielhaft die Perspektive von Unternehmern der RÖ zusammen, die ihren Betrieb jeweils im aktuellen Umfeld des ländlichen Raums positionieren müssen. Der dritte und letzte Teil erörtert schliesslich zwei andere Ansätze, die sich mit demjenigen der RÖ überschneiden.

3.1 Zahlen und Fakten

Neuere Statistiken lassen vermuten, dass sich die RÖ auch in der Schweiz zu einem bedeutenden Wirtschaftsfaktor entwickelt oder möglicherweise bereits entwickelt hat. Im Folgenden wird auf die räumlichen Aspekte der Bevölkerungsdynamik, der Einkommensverteilung und der Mobilität sowie über bestimmte Wirtschaftssektoren wie Tourismus und Wohnungswesen kurz eingegangen.

Die räumliche Bevölkerungsentwicklung in der Schweiz hat in den letzten Jahrzehnten eine Trendwende erfahren. Sind zwischen 1940 und 1970 die urbanen Zentren stark gewachsen und verschiedene ländliche Randregionen deutlich geschrumpft, so sind die grössten Bevölkerungsverluste zwischen 1970 und 2000 in den Städten und einigen hochalpinen Gebieten auszumachen. Die stärksten Zunahmen sind hingegen innerhalb und ausserhalb der Agglomerationsgürtel im Mittelland, im Deutschschweizer Jura und im Voralpengebiet (Abbildung 1). Zwischen 2000 und 2006 verzeichnen die Romandie (insb. Genf, Waadt, Freiburg und das Unterwallis) sowie der Grossraum Zürich (ohne Stadt Zürich) auffallend hohe jährliche Zuwachsraten (Hotz et al. 2008). Bei abnehmender Tendenz der Binnenwanderungen spielen dabei die internationalen Zuzüge eine wichtigere Rolle.

Charakteristisch für die Regionen mit hohem Bevölkerungszuwachs sind die niedrige Wertschöpfung (Abbildung 2) und die gleichzeitig zunehmende Kaufkraft. Aus methodischen Gründen sind die regionalen Einkommensstatistiken nur bis 1997/98 verfügbar. Bis zu jenem Jahr wuchs das Durchschnittseinkommen innerhalb der grossen Metropolräume eher in den früher benachteiligten Zonen. Im Alpenraum verzeichneten auch die semi-touristischen Gebiete dank dem Zuzug älterer Personen wachsende Einkommensniveaus. Ganz hohe Einkommen sind in den ländlichen Gebieten eher selten und dafür mittlere und bescheidene Einkommen die Regel (Schuler et al. 2007, S. 201ff.).

Im Gegensatz zur primären Einkommensverteilung spielen die staatlichen Umverteilungsmechanismen bei der Kaufkraftentwicklung in der Schweiz eine untergeordnete Rolle. Die Staatsquote (Ausgaben der öffentlichen Haushalte in % des BIP) ist zwar in den letzten zwanzig Jahren stark gestiegen, aber mit 32,9% (2008) im Vergleich zum OECD-Durchschnitt von 41,5% immer noch tief. Dies gilt auch für die Fiskalquote (Anteil der Einnahmen der öffentlichen Haushalte am BIP, inklusive Sozialversicherungsbeiträge AHV / IV / EO / ALV, abzüglich Krankenkassen- und SUVA-Prämien), bei der die Schweiz mit 33,9% deutlich unter dem OECD-Niveau von 38,2% bleibt.⁴

⁴ Daten des Eidgenössischen Finanzdepartements und der OECD.

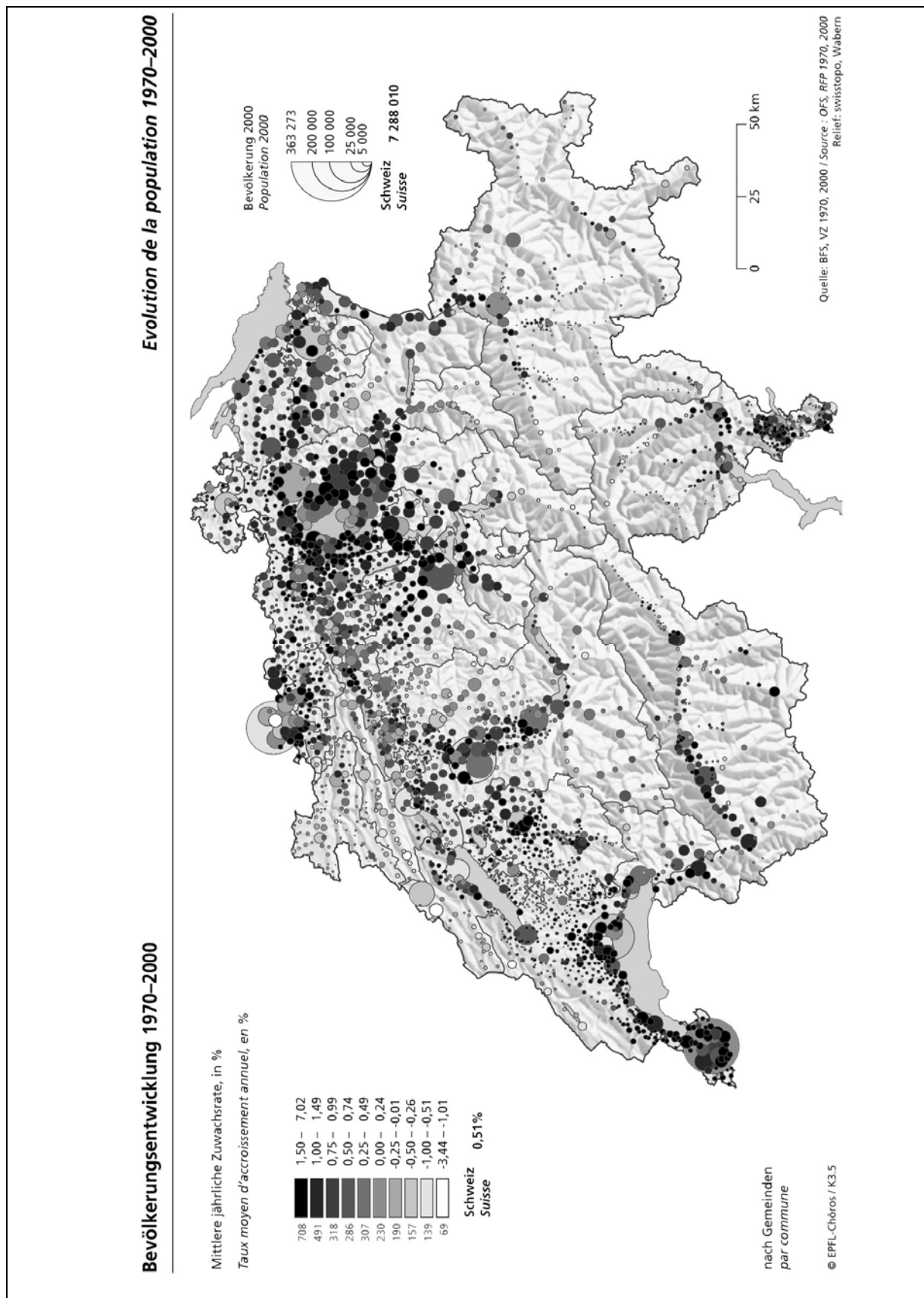


Abbildung 1: Bevölkerungsentwicklung in der Schweiz, 1970-2000 (Quelle: Schuler et al. 2007, S. 81)

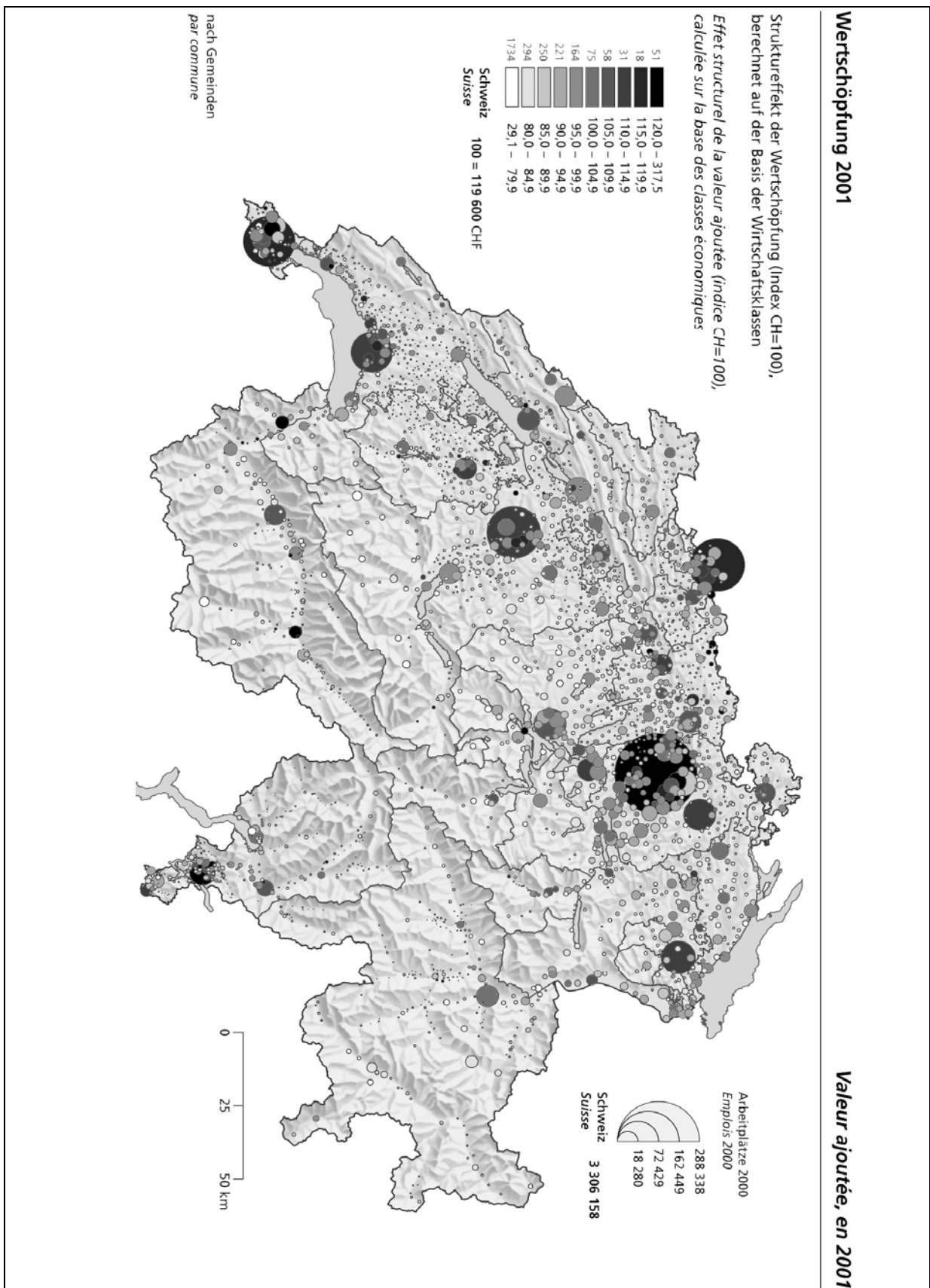


Abbildung 2:: Wertschöpfung in der Schweiz, 2001
(Quelle: Schuler et al. 2007, S. 353)

Die räumliche Verteilung der Bezüger diverser staatlicher Transferleistungen lässt keine eindeutigen Folgerungen über die Kaufkraftverhältnisse zu. Die Betagten (AHV-Bezüger) sind in den verschiedenen Regionen der Schweiz unterschiedlich stark konzentriert. Im Vergleich zu 1970 verzeichnen aber heute auch zahlreiche mittelgrosse und grosse Städte – Hochburgen der Wertschöpfung – eine Zunahme der älteren Bevölkerung, während die frühere Konzentration von älteren Personen im ländlichen Raum stark zurückgegangen ist. Davezies' These, nach der die Renten für einen natürlichen interregionalen Einkommensausgleich (in Frankreich) entscheidend sind, trifft somit auf die Schweiz nicht zu. Dafür sind der schnell wachsende Grossraum Zürich und die Westschweiz zugleich auch die Regionen mit dem höchsten Anteil Sozialhilfeempfänger an der Gesamtbevölkerung. Da das primäre Einkommen der Haushalte gerade in diesen Gebieten am tiefsten und die Steuerbelastung am höchsten ist, leisten hier die staatlichen Transfers einen wesentlichen Beitrag zur Verringerung der horizontalen Unterschiede in der Kaufkraft.

Die Migration über grössere Distanzen wurde in der Schweiz in den letzten vierzig Jahren auf individueller Ebene durch das Arbeitspendeln sowie durch andere Formen der beruflichen Mobilität (z.B. Geschäftsreisen, Praktika) abgelöst. Hat 1960 nur knapp ein Viertel der Einwohner ausserhalb seiner Wohngemeinde gearbeitet, ist der Anteil Wegpendler bis 2000 auf 58% gestiegen (Schuler et al. 2007, S. 265ff.). Die Tagesdistanzen haben bis 2000 stets zugenommen und sind erst in der darauf folgenden Fünfjahresperiode konstant geblieben (BfS 2007). Bei nur geringfügig wachsenden Wegzeiten dank schnelleren Verkehrsmitteln und einer verbesserten Erschliessungsinfrastruktur (2000: 20.5 Minuten pro Arbeitsweg) können es sich immer mehr Schweizer leisten, weiter weg vom Arbeitsplatz zu wohnen. Pendeln ist insbesondere im Mittelland für die meisten Erwerbstätigen die Regel geworden.

Doch nicht nur Pendler, sondern auch Touristen, Kurzaufenthalter (z.B. Studierende, Kurortbesucher) und Zweitwohnungsbesitzer generieren Wertschöpfung in den ländlichen Gebieten. Mit einer Beteiligung von mehr als 5% an den Exporteinnahmen ist der Tourismus seit Jahren unter den vier stärksten Exportbranchen der Schweiz (STV 2009). Die Fremdenverkehrsbilanz weist einen Saldo von 3,8 Mrd. Schweizer Franken aus. Ausländische Reisende gaben 2008 rund 15,6 Mrd. Schweizer Franken in der Schweiz aus. Noch wichtiger als die Ausgaben ausländischer Touristen (12 Mrd. Schweizer Franken im Jahr 2005 inklusive Ausgaben von Kurzaufenthaltern) ist der Binnentourismus (18 Mrd. Schweizer Franken). Auch die Zweitwohnungen zeigen eine überraschende Dynamik: zwischen 1990 und 2000 hat ihre Zahl um 51% zugenommen, gegenüber nur 8% bei den Erstwohnungen. Die gegenwärtige Weltwirtschaftskrise droht zwar mit vorübergehenden Umsatzeinbussen sowohl im Fremdenverkehr als auch im Zweitwohnungsbau. Doch sind und bleiben temporäre Einwohner längerfristig eine wichtige Stütze der RÖ in ländlichen Gebieten.

Die Betrachtung der wichtigsten Indikatoren zeigt, dass in der Schweiz vor allem die Bevölkerungsentwicklung und -verteilung sowie die primäre Einkommensverteilung von Bedeutung für die RÖ sind. Die staatlich organisierte Umverteilung fällt weitaus weniger ins Gewicht. Damit ist das Chancen- und Risikenprofil in der Schweiz etwas anders gelagert als in Frankreich. Insbesondere ist hier die Gefahr der Überalterung in den meisten ländlichen Regionen mit Bevölkerungswachstum aktuell sehr niedrig. Die volkswirtschaftlichen Unterschiede zwischen Frankreich und der Schweiz lassen sich sicher auch durch die Grössenverhältnisse erklären. In der kleineren Schweiz ist die Erreichbarkeit im ganzen Land etwa so hoch wie in Frankreich in einer einzigen

Metropolregion. Grossflächige Regionen mit Wirtschafts- und Bevölkerungsschwund wie etwa die Ardennen in Frankreich gibt es in der Schweiz nicht.

3.2 Residentielle Ökonomie aus Unternehmersicht

Die räumliche Entwicklung der Bevölkerung sowie der Einkommens- und Ausgabenverhältnisse deutet somit darauf hin, dass RÖ auch in der Schweiz ein grosses Potential für die ländlichen Gebiete mit Bevölkerungswachstum beinhaltet. Ein originelles und diversifiziertes Angebot erlaubt den Bewohnern, ihre Konsumbedürfnisse an ihrem Wohnort zu befriedigen und somit die Wertschöpfung der ländlichen Gebiete zu fördern. Heute stehen somit die Regionen vor der doppelten Herausforderung, grosse Einkommen heranzuziehen und gleichzeitig dafür zu sorgen, dass diese Einkommen vor Ort ausgegeben werden.

Um Chancen und Risiken der RÖ in der Schweiz aufzuzeigen, werden hier (ohne Anspruch auf Vollständigkeit oder Repräsentativität) einige Aspekte aus der Optik des Anbieters vorgestellt. Dabei interessieren insbesondere die folgenden vier Bereiche: erstens die klassische Nahversorgung, zweitens qualitativ hochstehende Landwirtschaftsprodukte und deren Veredelung, drittens die Naherholung, sowie viertens die Freizeit und der Tourismus. Eine mögliche Achse für die Weiterentwicklung der Untersuchung ist viertens das Arbeiten und die Unternehmensgründung am Wohnort, wodurch sich bislang eher städtische Aktivitäten schrittweise auf das Land verlagern. Ausgeklammert ist hier die Liegenschafts- und Bauwirtschaft, obwohl sie höchstwahrscheinlich den grössten Anteil zum gesamten Volumen der RÖ beisteuert. Die Auswahl der Unternehmen und Organisation erhebt keinen Anspruch auf Repräsentativität. Entscheidend ist hier vielmehr die Beispielhaftigkeit bezüglich ergänzender Angebote zum Wohnen. Alle Unternehmen sind im Waadtländer Cœur du Canton heimisch.

3.2.1 Cœur du Canton

„Cœur du Canton“ bezeichnet die Gebiete des Kantons Waadt unmittelbar ausserhalb der Agglomeration Lausanne-Morges. Es handelt sich gewissermassen um einen periurbanen Ring, der auf den ersten Blick sehr ländlich ist, jedoch in vielem von urbanen Lebensverhältnissen geprägt wird. Die absoluten Einwohnerzahlen und -dichten liegen gegenüber der Agglomeration zwar noch weit zurück. Hingegen sind die demografischen Zuwachsraten in den letzten Jahren deutlich höher als in der Agglomeration (Schubarth/Schuler 2009, S. 44).

Das Cœur du Canton erstreckt sich über die Regionen Morges, Gros-de-Vaud, Broye (mittleres Tal) und Oron. Die grössten und bekanntesten Ortschaften sind (von West nach Ost) Cossonay, La Sarraz, Échallens, Bercher, Lucens, Moudon, Oron und Palézieux. Landschaftlich gesehen kehrt das Cœur du Canton dem Genfersee den Rücken zu und ist weitgehend nach Norden orientiert. Landwirtschaft und zum Teil ausgedehnte Wälder prägen das Bild. Deswegen teilen die Autoren des städtebaulichen Porträts der Schweiz in ihrer Kartografie das Cœur du Canton dem Raumtyp der stillen Zonen zu: Restflecken agrarischen Landes, die „unter dem Druck raumgreifender Städtetze zusammengeschmolzen“ sind (Diener et al. 2006, S. 742).

Kantonsstrassen und die Autobahn A1 erschliessen die Gegenden sehr gut für den motorisierten Individualverkehr. Die Waadtländer S-Bahn bietet eine effiziente Erschliessung des Gebiets von Lausanne und Genf an. Lückenhaft ist das öV-Angebot bei der Feinerschliessung und bei den Verbindungen in die anderen umliegenden Agglomerationen Yverdon, Vevey-Montreux, Bulle und Freiburg.

Namhafte Dienstleistungsbetriebe gibt es im Cœur du Canton nicht, Industrie und Logistik besteht nur im Venoge-Tal, entlang der Achse Lausanne-Yverdon, und im Broye-Tal. Trotz den allgemeinen Strukturproblemen erweisen sich die örtlichen Landwirtschaftsbetriebe nach wie vor als unter den produktivsten der Schweiz (Schubarth/Schuler 2009, S. 77ff.). Touristisch ist das Cœur du Canton bis jetzt kaum wahrgenommen worden, da es gegenüber den Alpen und dem Jura sowohl auf nationaler wie auch auf kantonaler Ebene nie mithalten konnte.

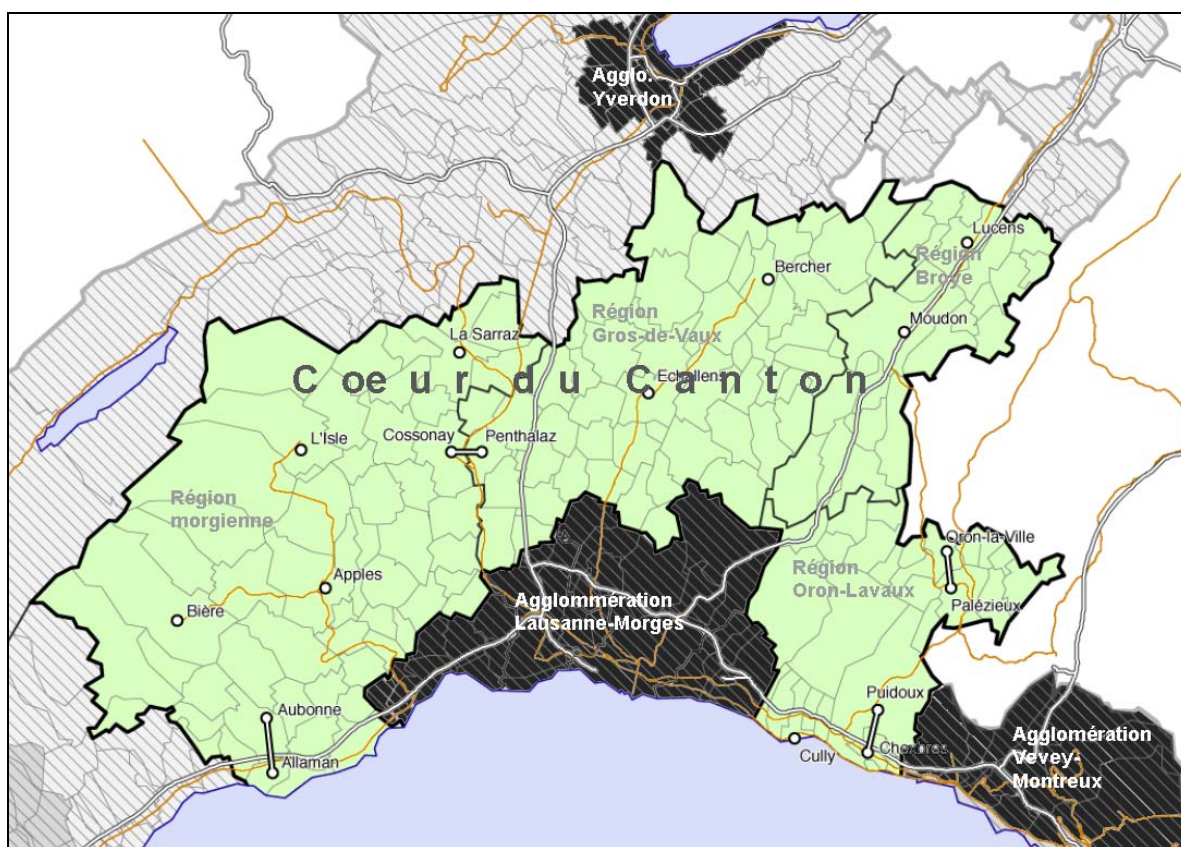


Abbildung 3: Übersichtskarte des Cœur du Canton

3.2.2 Kleinunternehmen im Cœur du Canton

Aufgrund der in Frage kommenden wirtschaftlichen Bereiche wurden mit Hilfe des kantonalen Wirtschaftsamts, dank eigenen Recherchen und zusätzlichem Herumhören, mögliche Interviewpartner identifiziert. Von insgesamt sieben Gesprächspartner/innen sind deren fünf Unternehmer/innen: eine Ölpressen- und Mühle (Veredelung der lokalen landwirtschaftlichen Produktion), eine Mal- und Zeichenschule (Freizeit), ein Möbelladen und -schreinerei mit Ausrichtung an einer naturnahen Produktion (Nahversorgung, Wohnen), ein Forstingenieur (Consultingbetrieb am Wohnort) und ein Verleger (Kreativindustrie am Wohnort). Zwei andere Projekte sind dem konkurrenzlosen Bereich zuzuordnen, das heisst, dass sie selber keinen Gewinn abwerfen, aber als Struktur indirekt zur Wertschöpfung beitragen sollen: das Tourismus-

büro der Region Gros-de-Vaud und der Verein des Themenwegs „Chemin des blés“ (beide Freizeit und Naherholung). Bei allen handelt es sich um Kleinbetriebe (zw. 1 und 15 Mitarbeitenden). Zu bemerken ist hier noch, dass sich die kontaktierten Anbieter klassischer Nahversorgung (Coiffeur, Buchhändler, Metzger) nicht zu einem Gespräch bereit erklärt hatten.

Die narrativ erhaltenen Rohinformationen beinhalten die Firmenentstehung und die Entwicklungsetappen, das Selbstverständnis der Unternehmen, die Ortsgebundenheit des Betriebs, die Kundschaft (welche gesellschaftlichen Gruppen, welche Herkunft) und das Marketing sowie die Entwicklungsabsichten. Die wichtigsten Resultate werden hier konzentriert wiedergegeben. Analog dem beispielhaften Charakter der Studie einerseits und den gewonnenen, grösstenteils nicht quantifizierbaren Informationen andererseits, handelt es sich hier nicht um repräsentativ relevante Kriterien, sondern eher um Aspekte, die bei vergleichbaren Projekten und deren Förderung entscheidend sein könnten und dementsprechend berücksichtigt werden sollten.

Der Ursprung der Betriebe ist unterschiedlich. Wenn sie aus der bestehenden Ökonomie (Kleingewerbe) heraus entstanden sind, liess sich in den letzten Jahren immer ein Erneuerungsbedarf erkennen. Die Spezialisierung der Produktion oder die Anpassung der Produkte an die Kundenbedürfnisse wurden zum notwendigen unternehmerischen Schritt. Andere Betriebe sind gewissermassen mit der Ansiedlung des Unternehmers entstanden, auch dann, wenn der Betrieb vorher noch nicht existierte. Es handelt sich dabei meist um eher städtisch konnotierte Aktivitäten (Beratung, Kunstunterricht, Verlag), die die Periurbanisierung ihres Akteurs begleiten.

Auffällig ist die persönliche Note bei allen portraitierten Betrieben. Das gilt auch für Projekte, die nicht zwingend die „Selbstverwirklichung“ des Unternehmers sind. Auch sind sie nicht zwingend mit grossem Aufwand (z.B. vielen Überstunden) verbunden. Umgekehrt ist aber auch die Wertschöpfung selten sehr gross. Manchmal ist das Unternehmen auch eher die Struktur des persönlichen Projekts, die dem Unternehmer einen Verdienst erlaubt. Während einige Unternehmen je nach Situation auch wieder aufgelöst werden können, stellt sich bei anderen die Frage der Weitergabe: hier ist anzunehmen, dass der ländliche Kontext für Kleinbetriebe weniger Optionen für die Nachfolge offen lässt.

Die Spezialisierung oder die persönliche Handschrift platzieren die Unternehmen marktökologisch gesehen in einer Nische. Damit ist das Marktpotential beschränkt, was wiederum die Anfälligkeit auf konkurrenzierende Situationen betont. Nischen lassen sich nicht beliebig vergrössern, so dass die Nachahmung eines gelungenen Beispiels oft problematisch ist, da gar kein Platz für mehrere Angebote der gleichen Spezialität besteht.

Die Struktur der Unternehmen ist meist klein und soll das auch bleiben. Wachstum, wenn überhaupt, erfolgt Schritt für Schritt und möglichst selbstfinanziert. Grosse Investitionen werden vermieden. Gleichzeitig erlaubt der Kleinbetrieb ein gutes, persönliches Arbeitsklima.

Die Herkunft der Kundschaft ist unterschiedlich. In den Extrembeispielen ist sie kaum vor Ort (Verleger, Berater) oder ausschliesslich vor Ort (Malunterricht). Meist setzt sie sich aber aus einem regionalen und einem ausserregionalen Publikum zusammen. Das heisst, dass sich Binnen- und Exportmarkt für die meisten Betriebe nicht trennen lässt.

Die Ortsverbundenheit ist immer anders, jedoch bei allen ein spezifischer Aspekt. Bei lokalen Spezialitäten (*terroir*) ist sie die eigentliche USP (Unique Selling Proposition).⁵ Beispielhafte Projekte sind dabei sogar ein räumlicher Identitätsfaktor. Die Mühle und Ölpresse ist zum Beispiel der wichtigste Bekanntheitsmultiplikator der Gemeinde Sévery. Im Fall des Möbelladens Plum'art wird die örtliche Verankerung in einer ländlichen Gemeinde Teil des Images, das ihm erlaubt, sich von grösseren Einzelhändlern wie Ikea, Möbel Pfister oder Conforama abzuheben. Selbst beim Verleger Bernard Campiche ist sein Arbeitsort Orbe ein Element, das die persönliche Note seines Betriebs hervorhebt. Schliesslich ergeben sich aus der Nähe von Arbeits- und Wohnort persönliche Vorzüge für die Unternehmer, die nichts mit der kommerziellen Ausrichtung des Betriebs zu tun haben, aber einer verbesserten Profilierung vorgezogen werden.

3.2.3 Fallbeispiel Office du tourisme régional du Gros-de-Vaud

Der Fall des Tourismusbüros der Region Gros-de-Vaud wird hier etwas detaillierter beschrieben. Seine Situation ist nicht nur in Bezug auf die räumliche und wirtschaftliche Problematik der RÖ, sondern auch auf die Aufgaben der öffentlichen Hand aufschlussreich. Es handelt sich hier nicht um das Porträt eines Unternehmers, sondern um die Zusammenarbeit zwischen der öffentlichen Hand (Region, Gemeinden, Projektleitung) und privaten Betrieben. Aktuell ist das Projekt in seiner Aufbauphase und soll ab 2010 als ordentliches Tourismusbüro operativ sein.

Traditionell ist der Tourismus ein Exportprodukt. Demnach richteten sich die Tourismusbüros nach einer Kundschaft von ausserhalb. Doch im Gros-de-Vaud stellten die regionalen Akteure fest, dass dieses Schema angesichts der residentiellen Entwicklung und des bestehenden touristischen Angebots nicht mehr aufging. Einerseits generierten die Ausflügler, die in den Gros-de-Vaud kamen, kaum Einnahmen, da sie für ihre Wanderung das Picknick immer schon dabei hatten. Andererseits zogen es die neuen Einwohner vor, ihre Fahrräder auf das Auto zu packen und ihre Tour am Genfersee zu machen.

Wandern und Fahrradfahren sind mit Abstand die beliebtesten touristischen Aktivitäten der Region. Das touristische Angebot ist reichhaltig, es fehlt ihm aber an Profil. In den Restaurants isst man soweit gut, doch es werden kaum regionale Spezialitäten angeboten. Die Hotelkapazitäten sind knapp, die Pensionen und Ferienwohnungen (*gîtes*) werden oft von Dauermietern belegt, so dass sie für Touristen nicht zur Verfügung stehen. Lokale Spezereien (Metzger, Bäcker), der Direktverkauf der Landwirtschaft und die Veredelung der lokalen Produktion (Käse, Mühlen) gibt es, doch bleibt auch hier auf der Angebotsseite das Interesse an einer spezifischen lokalen Produktion marginal. Schliesslich besteht auch eine Vielzahl an Reitställen, die sich aber wenig in einen regionalen Kontext integrieren.

Die Vernetzung und die bessere Vermarktung des bestehenden Angebots sind somit auch die Hauptaufgabe des Tourismusbüros. Ziel ist, in Zukunft vermehrt auf das Konzept des „*terroirs*“ zurückzugreifen. Der Begriff bezeichnet die regionale Eigenschaft eines gastronomischen oder kulinarischen Produkts. Dazu gehören die Schaf-

⁵ Die oft auch *Alleinstellungsmerkmal* oder *komparativer Konkurrenzvorteil* genannte USP bezeichnet im Marketing eine hervorragende Eigenschaft, mit dem sich ein Produkt oder eine Dienstleistung deutlich von der Konkurrenz unterscheidet.

fung eines regionalen Labels, die Organisation von regionalen Märkten und Picknicks und langfristig ein Spezialitätenladen im Regionalzentrum Échallens. Obwohl diese Lösung verhältnismässig klassisch ist, ist es schwierig, die Produzenten und Unternehmer verbindlich in das Projekt zu integrieren. Tatsächlich würde das bedeuten, dass das Potenzial einer regionalen Identität von den Unternehmern noch zu wenig erkannt ist.

Dank der Einrichtung einer regionalen Vorverkaufsstelle für Veranstaltungen aller Art ist das Tourismusbüro nunmehr auch in Kontakt mit der lokalen Bevölkerung. Diese schätzt die neue Dienstleistung. Das Tourismusbüro erreicht damit auch alle Altersgruppen der Region. Um seinen Bekanntheitsgrad und seine Dienstleistungen für die eigene Bevölkerung noch zu verbessern, will das Tourismusbüro die Zuzüger in Zukunft besser über das Angebot an lokalen Produkten informieren.

3.2.4 Schlussfolgerungen aus den Praxisbeispielen

Aus der Sicht der Unternehmen erweist es sich als schwierig, der RÖ ein klares Gesicht zu vermitteln. Ihre Abgrenzung ist nicht möglich, denn tatsächlich ist RÖ durch das Absatzumfeld (Nachfrage) definiert und nicht durch die Produktion (Angebot). So unterschiedlich die Branchen sind, so unterschiedlich erweisen sich auch die Kundenprofile.

Auffällig sind in dieser Hinsicht die unterschiedlichen Marktpositionierungen der portraitierten Betriebe. Während die einen ihre spezifischen Aspekte zur Unique Selling Proposition machen, halten sich andere ans Alltägliche und erachten ihre Spezialisierung als nicht so wichtig. Hier scheint ein Graben zu bestehen. Während erstere ins Luxussegment abzudriften drohen, könnten Letztere in der Banalität des Alltäglichen untergehen. RÖ setzt sich in vielem aus einem alltäglichen, gewöhnlichen Angebot zusammen, das nur bedingt auf klassisches Marketing setzen kann. Trotzdem fällt auf, dass genau hier die grosse Schwäche gegenüber der wichtigsten Konkurrenz, den Grossverteilern an der Stadtperipherie, zu liegen scheint.

3.3 Verhältnis zu bestehenden Ansätzen

Neben dem Ansatz der RÖ, welche in der Schweiz weitgehend neu ist, schneiden auch andere Ansätze die Thematik an. Die allgemeine Zunahme der Freizeit und die entsprechenden Konsumbedürfnisse der Bevölkerung prägen den ländlichen Raum. Tourismus, Sport und Erholung werden auch ausserhalb ihrer Hochburgen zu einem wichtigen Erwerbsfaktor. Alte Standortvorteile und -nachteile verlieren zunehmend an Gewicht und lassen auch bisher benachteiligte Regionen wie die Alpen ihre Bedeutung auf nationaler Ebene steigern (Perlik 2001). Der strukturelle Umbau in der Landwirtschaft führt zur Hinterfragung der gängigen Produktions- und Vermarktungsaktivitäten. Insbesondere der lokalen Vermarktung (Nachbarschaftslandwirtschaft) wird vermehrt Gewicht beigemessen. Die letzten beiden Themenfelder werden neu auch im Zusammenhang mit Lebensraum (sprich: einem bewohnten Raum) diskutiert (regiosuisse 2009). Die Auseinandersetzungen mit dem ländlichen Raum haben auch aktuelle Defizite aufgedeckt, wie z. B. Nutzungskonflikte zwischen Landwirtschaft und Tourismus (Deschenaux et al. 2006) oder die fehlende Professionalität der Landwirte beim Agrotourismus und dem Direktverkauf.

Ein anderes Problemfeld mit einem direkteren Bezug zur RÖ ist dasjenige der Nahversorgung. In vielen ländlichen Gebieten geht das altbekannte „Lädelisterven“ zu Gunsten von Discountern und grossflächigen Supermärkten in den Agglomerationen weiter. Gleichzeitig erkennen die Gemeinden und ihre Bevölkerung vermehrt die Nahversorgung als einen wichtigen Faktor der Lebensqualität. Unter anderem in der Bodenseeregion erfolgen zurzeit Bestrebungen, um den Erhalt der Nahversorgung in einem wirtschaftlichen Rahmen zu sichern (Bodensee-Agenda21, Website).

4 Herausforderung für Politik und Public Management

Wo befindet sich die RÖ im Kontext der aktuellen Bestrebungen der Schweizer Wirtschafts- und Regionalpolitik? Gibt es Handlungsbedarf? Die Einschätzung auf nationalökonomischer Ebene zeigt das vorhandene Potential für die RÖ auf. Beispielhafte Unternehmen scheinen vorzuführen, in welche Richtung sich die Wirtschaft des ländlichen Raums bewegen soll. Trotzdem ist das Thema in dieser Form noch wenig bekannt. Ist der Ansatz aber relevant, muss er auch in der strategischen Ausrichtung von Regionen seinen Platz finden. Hier wird kurz auf die Aspekte der Wirtschaftsförderung und der Raumentwicklung eingegangen.

4.1 Wirtschafts- und regionalpolitische Aspekte

Bund, Kantone und Regionen sehen die Stärkung der Wirtschaftsstruktur und der Wettbewerbsfähigkeit vor. Dies bedeutet meist ausschliesslich die Förderung der produktiven Wirtschaft, insbesondere in Bereichen mit einer hohen Wertschöpfung. Die Erleichterung der Gründung und Strukturanpassung von Unternehmen, die Innovationsförderung, der Abbau von administrativen Hürden, eine attraktive Unternehmensbesteuerung und die Erhaltung bzw. Schaffung von Arbeitsplätzen stehen im Mittelpunkt vieler kantonaler Wirtschaftsstrategien. Eine etwaige geringe Vertretung wachstumsträchtiger und wertschöpfungsintensiver Branchen und der Mangel an geeigneten Industrie- und Gewerbeflächen im Kanton werden als „Probleme“ identifiziert. Ist es zu sehr vereinfacht zu sagen, dass hier immer noch das Black-Box-Denken dominiert: Wirtschaftsförderung dank einem vom Himmel gefallenen, ortsfremden UFO, das plötzlich dasteht und Arbeitsplätze bietet?

Umgekehrt ist Wohnen ebenfalls als wichtiger Entwicklungsfaktor erkannt worden und hat als solcher auch ein gewisses Gewicht in den Wirtschaftsstrategien. Manche Kantone werben denn auch bereits immer mehr mit ihrer Wohnqualität. Wichtige Voraussetzungen für eine attraktive Wohnqualität sind eine tiefe Steuerbelastung für natürliche Personen, ausreichend Bauland für Wohnraum, saubere Umwelt, Anschluss an die Verkehrsinfrastruktur sowie ein breites, an die Bedürfnisse der Einwohner angepasstes Angebot an öffentlichen und privaten Dienstleistungen rund um Wohnen, Freizeit, Bildung und Gesundheit.

Der Stellenwert, den das Wohnen in der aktuellen Wirtschaftspolitik einnimmt, ist jedoch in mehrerer Hinsicht ungenügend. Erstens richtet sich die Förderung des Wohnens immer auf die Bevölkerungszunahme und das Anlocken von neuen Einwohnern. Die bereits angesiedelte Bevölkerung ist jeweils ausgeklammert und wird nicht als wirtschaftliches Potential wahrgenommen. Zweitens gehen die Wirtschaftsstrategien bei der Förderung des Wohnens auf die zentralen Aspekte der Raumentwicklung, nämlich auf die Frage nach dem Wo und dem Wie, kaum ein. Drittens beschränkt sich die Förderung des Wohnens in der Wirtschaftspolitik auf die strategi-

sche Ebene. Bei der Umsetzung wird hier das Feld anderen Politikbereichen wie Bildung, Kultur oder soziale Absicherung überlassen.

Wie die einseitige Förderung der produktiven, wachstumsträchtigen Wirtschaftszweige zu schmerzhaften Verlusten in der Wohnstandortqualität einzelner Regionen führen kann, so droht eine voll auf die RÖ ausgerichtete Entwicklungspolitik die betroffenen Regionen in eine neue Abhängigkeit zu führen. Gerade die aktuelle Wirtschaftskrise lehrt uns, wie zerbrechlich die auf Touristen und Kurzaufenthalter basierenden lokalen Wirtschaftsstrukturen sind. Es stellt sich aber auch die Frage nach der langfristigen Finanzierung des wachsenden Infrastrukturbedarfs in Gemeinden mit einer allzu starken residentiellen Ausrichtung und einer alternden Bevölkerung. Zudem stösst die Mobilität sowohl im öffentlichen Verkehr (insb. Bahnen) wie auch im motorisierten Individualverkehr immer mehr an ihre Grenzen. Mit einem zu starken Fokus auf die RÖ begibt sich eine Region in eine Abhängigkeit von Faktoren, die sie alleine nicht oder nur schlecht beeinflussen kann (Demografie, Mobilitätsverhalten, Ausbau der Verkehrsinfrastruktur) – dies zusätzlich zu ihrer „natürlichen“ Abhängigkeit von den produktiven Nachbarregionen, wo das ihr zufließende Einkommen erst überhaupt erwirtschaftet wird.

Für die Förderung einer gesunden Wirtschaftsdynamik gilt also, produktive und residentielle Ökonomie innerhalb der Region miteinander zu kombinieren, soweit dies möglich ist. Eine aus wirtschaftlicher Sicht nachhaltige Entwicklung der RÖ bedingt somit die Schaffung attraktiver Rahmenbedingungen für die Niederlassung bzw. für ein erfolgreiches Fortbestehen wertschöpfungsorientierter privater Einzelunternehmen und KMUs in den Bereichen Nahversorgung, Veredelung von landwirtschaftlichen Produkten, Tourismus, Erholung und Freizeit. Gleichzeitig kann die Region mittels strategischer Aktivitäten wie Tourismusmarketing oder der Suche nach interkommunalen und interregionalen Partnerschaften im öffentlichen Verkehr die residentielle Seite ihrer Wirtschaftsstruktur stärken.

Vor diesem Hintergrund passt die RÖ gut in den Rahmen der Neuen Regionalpolitik des Bundes (NRP), dessen deklariertes Ziel es ist, Innovation, Wertschöpfung und Wettbewerbsfähigkeit in einzelnen Berggebieten, im weiteren ländlichen Raum sowie in den Grenzregionen zu stärken. Es ist jedoch wichtig zu erkennen, dass die Wettbewerbsfähigkeit einer Region nicht ausschliesslich von ihrer produktiven Kapazität abhängt. Ein grosser Teil der ersehnten Entwicklung kann auch spontan, ohne explizite staatliche Förderung von wertschöpfungsintensiven Branchen stattfinden. Eine Region, die hauptsächlich auf die Verbesserung ihrer Wohnqualität setzt, kann mit einem attraktiven Angebot an öffentlichen und privaten Dienstleistungen und Infrastruktur (Coiffeursalon, Metzgerei, Buchhandlung, Anschluss an den öV etc.) Kaufkraft heranziehen, die ihr erlaubt, dieses Angebot aufrecht zu erhalten und kontinuierlich auszuweiten. Bund und Kantone können die spontane, durch Wohnqualität, Einkommen und Konsum vorangetriebene Entwicklung der ländlichen Gebiete auch ausserhalb der offiziellen Regionalpolitik fördern, so etwa mit geeigneten Instrumenten der Agrarpolitik (Förderung des Agrotourismus, landwirtschaftliche Strukturverbesserung), der Umweltpolitik (Regionalpärke) oder der Finanzpolitik (interkantonalen bzw. interkommunalen Finanzausgleich). Letzterer Interventionsbereich bietet auch die Möglichkeit, urbane Regionen, deren Zentrumslasten wegen der Abwanderung der dort erzielten Einkommen schwerer geworden sind, für ihre Leistungen zu kompensieren. Damit wird auch auf kantonaler bzw. nationaler Ebene – ohne grundsätzliche Änderungen im Steuersystem wie z. B. die Einführung der Besteuerung am Ar-

beitsort oder die Aufteilung des Steuerertrages zwischen Wohnkanton und Arbeitsortkanton – für einen Ausgleich zwischen residentiell und produktiv ausgerichteten Gebieten gesorgt.

4.2 Aspekte der Raumentwicklung

Welche Entwicklung im Siedlungsbrei? Wohnen in niedriger Dichte im ländlichen Raum muss in Bezug auf die nachhaltige Entwicklung nach wie vor als problematisch angesehen werden. Überlegungen wie die unsere haben den Anspruch, für diese Gebiete eine verbesserte Nachhaltigkeitsperformance zu initiieren. Anstatt wegzuschauen und die räumliche Situation zu verdammern, geht es darum aufzuzeigen, wie die bestehende Situation zwar nicht perfekt, aber doch zumindest nachhaltiger werden könnte.

Hauptproblem der ländlichen Gebiete mit städtischem Einfluss ist heute, dass für sie kaum originelle Entwicklungsszenarien aufgezeigt werden. Die weitere Entwicklung des undichten Wohnens ist wegen des Landverbrauchs und der Mobilität problematisch; obwohl viele Akteure diesen Trend weiterverfolgen möchten, nimmt der Druck zugunsten einer Kursänderung zu. Naturraummodelle wie Parks sind in landschaftlich wenig spektakulären Gebieten und bei fortschreitender Urbanisierung keine Alternative: die touristische Wertschöpfung dürfte zu gering sein und die Spezifität eines Parks wäre nicht gegeben. Die Landwirtschaft als prägender Raumfaktor und ihre staatliche Regulierung denken immer noch weitgehend ökonomisch und sozial und nicht räumlich. Der Vorwurf an die Akteure der Raumentwicklung, sie würden für den ländlichen Raum keine Entwicklungsperspektiven aufzeigen, ist somit berechtigt.

RÖ ist mit der Hoffnung verbunden, dass ein verbessertes Nahversorgungsangebot Verkehr reduziert, dass die Potentiale der bestehenden Infrastruktur und der traditionellen Wirtschaft besser ausgenutzt werden, und dank einer Stärkung des Wohnumfelds durch Nahversorgung die Lebensqualität und die Identifikation mit dem Ort erhöht werden. RÖ soll somit Teil einer räumlichen Strategie sein, bietet sich aber sicher nicht als einzige Entwicklungsoption einer Region an.

Konkret sind insbesondere die folgenden Punkte zu beachten:

Die Regionalzentren haben eine wichtige Rolle bei der Ansiedlung von Dienstleistungen. Dies muss in der Regional- und der Ortsplanung gefördert werden: In Zentrums- und Kerngebieten müssen für Unternehmen entsprechende Nutzflächen vorhanden sein. Auch müssen die Regionalzentren gewisse Relaisfunktionen innerhalb der Wertschöpfungsketten übernehmen können, wie Büroinfrastruktursupport (Kopierladen, Sitzungsräumlichkeiten etc.) oder die Zentralisierung von Angeboten (z. B. Läden mit regionalen Produkten). Zu vermeiden ist die absolute Konkurrenz von kleinen Läden durch grossflächige Supermärkte. Deren Ansiedlung soll, wenn überhaupt, in zentraler Lage erfolgen, damit sie das Angebot an kleinen Läden ergänzen. Bei einer peripheren Ansiedlung besteht die Gefahr der Entwertung der Ortszentren.

Bei der Entwicklung der Bausubstanz ist auf deren Anpassungsfähigkeit an neue Nutzungen zu beachten. Einfamilienhäuser werden oft so gebaut, dass sie ausschliesslich fürs Wohnen geeignet sind. Im Hinblick auf selbständige Aktivitäten am Wohnort ist vermehrt darauf zu achten, dass Wohnräume langfristig auch als Büroräume oder Ateliers benützt werden können, dass Anbauten (innere Verdichtung) möglich sind und dass sich die Gebäude auf den öffentlichen Raum hin öffnen.

Eine grosse Herausforderung bleibt die Mobilität. Zu hoffen bleibt, dass eine verbesserte Nahversorgung die Anzahl Fahrten in die Agglomerationen senkt. Es besteht aber auch die Gefahr, dass dispers angesiedelte, attraktive Angebote zu einer Erhöhung der Mobilität innerhalb des ländlichen Raums führen. Neben der allgemeinen Förderung des öffentlichen und des Langsamverkehrs wird die Parkplatzbewirtschaftung in den Regionalzentren zu einem Instrument, das viel Fingerspitzengefühl verlangt. Bei der Wichtigkeit, die das Auto in der Mobilität des ländlichen Raums aktuell innehat, wäre eine restriktive Handhabung der Parkierung (z. B. durch systematische Gebühren) ein Standortnachteil für die RÖ. Umgekehrt ist die kunden- und zielgruppenspezifische Bewirtschaftung der Parkplätze eine Massnahme, die dem Konsumangebot sogar zu Gute kommen könnte.

Mit einer verstärkten RÖ werden der Nutzungsanspruch und die Multifunktionalität in Landwirtschaftsräumen, Naturräumen und im Wald zunehmen. Das kann wiederum vermehrt zu Nutzungskonflikten führen. Diese neuen Bedingungen bedürfen räumlicher Anpassungen, sowohl in der Planung (Nutzungssegregation, zeitliche Abläufe) als auch in der Gestaltung.

Aus der Sicht der Raumentwicklung besteht aber hier natürlich auch das Risiko einer paradoxen Rückkoppelung: nämlich dass die Entwicklung der RÖ die ländlichen Gebiete fürs Wohnen noch attraktiver machen und dementsprechend auch vermehrt die Nachteile der Periurbanisierung (erhöhte Mobilität, Landbedarf und Nutzungskonflikte, steigende Bodenpreise) generieren. Ob eine entsprechende Nachhaltigkeitsbilanz dann noch positiv ausfällt, bleibt tatsächlich zu hinterfragen. Tatsächlich steht wohl für die meisten Schweizer Regionen aktuell die Konsolidierung der bereits erfolgten residentiellen Entwicklung im Vordergrund und nicht die Förderung eines weiteren, schnell erfolgenden residentiellen Wachstums.

5 Ausblick

Residentielle Ökonomie ist in erster Linie über die Nachfrage definiert und nicht über das Angebot. Es handelt sich somit nicht um einen eigentlichen Wirtschaftszweig, und doch ist das Phänomen aufgrund des darin liegenden Potenzials für die Regionalentwicklung ernst zu nehmen.

Obwohl die Chancen und Risiken soweit erkannt sind, lässt sich aus ihnen keine allgemein gültige Haltung für oder gegen die Förderung der RÖ ableiten. Produzenten und Konsumenten der RÖ treffen sich in einem diversifizierten, stark fragmentierten Markt, dessen Funktionieren manchmal an die Grenze dessen stösst, was man noch als wirtschaftlich relevant betrachten kann.

Dennoch bietet RÖ nicht nur eine Überlebenschance, sondern eine wahre Entwicklungschance jenen ländlichen Gebieten, wo Produktionsfaktoren nur spärlich verfügbar sind und denen so manch einmal das langsame Sterben vorausgesagt wurde (z. B. Blöchlinger und Avenir Suisse 2005). Sogar Regionen, die ausser einem Naturschutzgebiet nichts Attraktives zu bieten haben, brauchen eine minimale Bevölkerungsgrosse, damit sie ihr kostbares Umweltgut pflegen und in den Dienst der Erholungssuchenden stellen können. Diese Bevölkerungsbasis garantiert, dass ein Mindestangebot an Dienstleistungen bestehen bleibt, welches die Existenz der Region sichert.

Die Auseinandersetzung mit der RÖ in der Perspektive der Regionalentwicklung zeigt, dass dieser neue Ansatz nur zum Teil mit gängigem ökonomischem Denken erfasst werden kann. Warten Schlüsselbegriffe wie Wertschöpfung oder Mehrwert im Kontext der innovations- und produktionsbasierten Wirtschaftsentwicklung immer noch auf eine praxisbezogene Definition und einen geeigneten Massstab, so trifft dies um so mehr auf das Umfeld der residentiellen Wirtschaftsentwicklung zu. Die Wohnortattraktivität auf einen weichen Faktor in der Standortfrage zu reduzieren, so wie es heute weitgehend geschieht, ist aber ungenügend. Es geht hier nicht nur um Wohnqualität, es geht auch um Wertschöpfung und die Schaffung von Arbeitsplätzen.

Da die Chancen und Risiken der residentiellen Entwicklung sowie deren Beurteilung durch die politischen Entscheidungsträger von Region zu Region stark variieren, kann auch die optimale Kombination von residentiellen und produktiven Wirtschaftsaktivitäten nur regionsspezifisch bestimmt werden. Soll eine Region ihre Entwicklungsstrategie auf die RÖ ausrichten, geschieht dies am besten mit entsprechenden lenkenden und regulierenden Mechanismen. Mangels allgemein gültiger Regeln oder Handlungsempfehlungen, aber auch angesichts der zahlreichen Gegenargumente und Fragezeichen in der akademischen Diskussion, liegt der Sinn der gegenwärtigen Thematisierung der RÖ hauptsächlich darin, Gemeinden, Regionen und Kantone überhaupt auf die Einkommensflüsse und auf das darin liegende Potenzial für die strategische Entwicklung ihrer Territorien aufmerksam zu machen.

Dementsprechend besteht aber ein Interesse nicht nur an einer breiteren Erkenntnis der RÖ als relevantem Faktor der wirtschaftlichen Entwicklung, sondern auch an der Erarbeitung eines spezifischen Instrumentariums für die Beobachtung der RÖ und deren Akteure. Die bestehenden Daten müssten so aufbereitet werden, dass das Angebot und der effektive Konsum der RÖ mindestens so präzise umschrieben werden kann wie ihr nationalökonomisches Potenzial. Aus dieser Auswertung können dann weitere Handlungsempfehlungen abgeleitet werden.

Literatur

- BfS (2007). Mobilität in der Schweiz. Ergebnisse des Mikrozensus 2005 zum Verkehrsverhalten. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik.
- Blöchliger, H. & Avenir Suisse (Hrsg.) (2005). Baustelle Föderalismus. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- Bodensee-Agenda21, www.bodensee-agenda21.net, konsultiert am 10.10.2009.
- Davezies, L. (2000). Revenu et territoires. In: Aménagement du territoire, Rapport du Conseil d'Analyse Économique. N° 31. Paris: La Documentation Française.
- Davezies, L. (2008). La République et ses territoires: La circulation invisible des richesses. Paris: Éditions du Seuil et La République des Idées.
- Davezies, L. & Lejoux, P. (2003). Un train peut en cacher un autre: derrière l'économie productive, attention à l'économie présenteielle. XXXIXème Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Lyon, 1-3 septembre 2003.
- Deschenaux, C., Niwa, N. & Ruegg, J. (2006). Territoires ruraux et intermédiaires du canton de Neuchâtel: tendances, enjeux, diagnostic et recommandations. Neuchâtel: Service d'aménagement du territoire.
- Desjardins, X. (2009). Peut-on habiter au vert quand le pétrole devient cher? POUR n°199. S. 116-122.

- Diener, R., Herzog, J., Meili, M., de Meuron, P. & Schmid, C. (2006). Die Schweiz, ein städtebauliches Porträt. Basel: Birkhäuser.
- Dore, G. (2009). Attractivité retrouvée des zones rurales: atouts et risques de l'économie résidentielle. POUR n° 199. S. 60-68.
- Eisinger, A. & Schneider, M. (2003). Stadtland Schweiz: Untersuchungen und Fallstudien zur räumlichen Struktur und Entwicklung in der Schweiz. Zürich/Basel: Birkhäuser/Avenir Suisse.
- Hotz, M., Abegg, C. & Thoma, M. (2008). Regionale Disparitäten in der Schweiz: Schlüsselindikatoren. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik.
- Krugman, P. (1991). Geography and Trade, Cambridge, MA: MIT Press.
- Le Delezir, R. (2009). Le développement littoral en question. POUR n° 199. S. 109-115.
- McCarthy, J. (2008). Rural Geography: Globalizing the Countryside. Progress in Human Geography 32(1). S. 129-137.
- Perlik, M. (2001). Alpenstädte – Zwischen Metropolisation und neuer Eigenständigkeit. Geographisches Institut der Universität Bern.
- regiosuisse (2009). Ergebnisblätter der Wissensgemeinschaft „Landwirtschaft, Tourismus und Lebensraum“. Download: www.regiosuisse.ch, konsultiert am 20.9.2009.
- Ruegg, J. (2005). Les territoires intermédiaires: modalités de régulation de l'urbanité désancrée, à partir d'analyses morphologiques et phénoménologiques. Fribourg: Département de géosciences de l'Université de Fribourg.
- Schubarth, C. & Schuler, M. (2009). Portrait du Cœur du Canton. Lausanne: Service du développement territorial.
- Schuler, M., Dessemontet, P., Jemelin, C., Jarne, A., Pasche, N. & Haug, W. (2007). Atlas des räumlichen Wandels der Schweiz. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- Sombart, W. (1916). Der moderne Kapitalismus. München / Leipzig: Duncker & Humblot.
- STV (2009). Schweizer Tourismus in Zahlen. Bern: Schweizer Tourismus-Verband.
- Talandier, M. (2009). Richesse et développement des territoires. POUR n° 199. S. 53-59.
- Veltz, P. (2008). La grande transition. Paris: Éditions du Seuil.
- Woods, M. (2007). Engaging the Global Countryside: Globalization, Hybridity and the Reconstitution of Rural Place. Progress in Human Geography 31(4). S. 485-507.

Informations sur les auteurs

Katharina Becker

Katharina Becker a étudié la géographie à l'Université Ludwig-Maximilians de Munich; elle est actuellement collaboratrice scientifique à l'Institut für Entrepreneurship de la HTW Coire, à Coire. Ses domaines de recherche sont principalement le développement régional et les créations d'entreprises. Elle travaille actuellement sur les conditions cadres et les facteurs de réussite pour les jeunes entreprises et les entreprises qui connaissent une certaine croissance, ainsi que sur le thème de l'essaimage.

Krisztina Beer-Tóth

Krisztina Beer-Tóth travaille depuis janvier 2009 comme économiste chez IC Infraconsult, à Berne, un bureau de conseils et de planification. Ses domaines privilégiés sont les enquêtes économiques, les analyses politiques et le conseil stratégique. Dans le cadre de son travail de doctorat accompli à la chaire de finances publiques de l'Université de Fribourg (Suisse) (Prof. Bernard Dafflon), elle a étudié les facteurs d'influence de l'autonomie financière communale.

Selina Bleuel

Selina Bleuel est géographe diplômée et collabore depuis 2005 au sein du bureau de conseils et de planification IC Infraconsult à Berne. Depuis septembre 2009, elle termine son MAS en planification territoriale à l'EPFZ. Elle travaille en particulier dans le cadre de projets portant sur le développement territorial, la politique régionale et des agglomérations, ainsi que le conseil stratégique.

Katia Delbiaggio

Katia Delbiaggio a étudié les sciences économiques, et en particulier l'économie nationale, à l'Université de Berne. Après un séjour d'un semestre à la Simon Business School, à Rochester (USA), elle a occupé le poste d'assistante scientifique auprès de la chaire de macroéconomie de l'Université de Berne, où elle a notamment écrit une dissertation sur le thème de la croissance et du capital humain. Elle a travaillé ensuite comme consultante dans le domaine Financial Services auprès de PriceWaterhouseCoopers et dans celui du Corporate Development du Credit Suisse. Depuis octobre 2002, elle travaille à la Hochschule Luzern où elle est chargée de cours en économie nationale et cheffe de projet dans la recherche appliquée et le développement, ainsi que dans le domaine des services. Ses domaines privilégiés sont l'économie du développement territorial ainsi que la macroéconomie.

Laurent Dutoit

Laurent Dutoit a obtenu un doctorat en sciences politiques à l'Université de Genève en 2008 portant sur le Parlement européen et la société civile. Titulaire d'un DEA en études européennes et d'une licence en relations internationales, il a été assistant à l'Institut européen de l'Université de Genève. Depuis avril 2008, il occupe le poste de conseiller à l'enseignement pour la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

Ueli Grob

Ueli Grob a étudié l'économie nationale et les sciences politiques aux universités de Berne et de Rennes (F); il travaille depuis 2006 comme économiste chez BAKBA-SEL, une entreprise de recherche économique et de conseil dont le siège est à Bâle. Parmi ces principaux domaines d'activités figurent les projets comparatifs de conseil en économie régionale au niveau international, national et régional.

Franz Kronthaler

Franz Kronthaler est professeur en économie nationale à la Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW de Coire. Il est diplômé de l'Université Martin-Luther à Halle-Wittenberg sur le thème de la politique de la concurrence dans les pays dits en transformation et en développement. Il s'intéresse surtout à la recherche dans les domaines du développement des régions qui rattrapent leur retard, les économies nationales, ainsi que les déterminants et les obstacles au développement des entreprises.

Christophe Mager

Christophe Mager, titulaire d'un DEA en démographie et docteur en économie, est maître d'enseignement et de recherche à l'Institut de géographie de l'Université de Lausanne. Ses travaux portent principalement sur la construction et l'évaluation de systèmes d'indicateurs régionaux dans une perspective régulationniste.

Laurent Matthey

Laurent Matthey, docteur en géographie, est responsable de recherches à l'Institut de géographie de l'Université de Lausanne. Ses travaux portent principalement sur les politiques urbaines liées à la mixité sociale, la nouvelle géographie des lieux de culte et les dimensions sociales des systèmes productifs.

Daniel Matti

Daniel Matti a étudié la géographie à l'Université de Berne. Il a travaillé ensuite comme collaborateur scientifique auprès du bureau de coordination interfacultaire pour l'écologie générale de l'Université de Berne, période durant laquelle il avait notamment une charge de cours dans le domaine de l'encadrement des projets portant sur l'environnement et la mobilité. Depuis 2002, il travaille chez Interface Etudes politiques Recherche Conseil, à Lucerne. Il termine en 2006 en cours d'emploi la filière de formation post-diplôme universitaire sur l'évaluation. Il occupe actuellement chez Interface le poste de chef de projets dans les domaines de la politique régionale, de l'environnement et de la mobilité. Il a notamment acquis, au fil des années, un solide savoir-faire en matière d'évaluation scientifique des projets et il dispose de solides expériences avec les projets INTERREG dans le domaine du brain-drain et du brain-gain.

Emanuel Müller

Emanuel Müller a étudié la pédagogie et la philosophie à l'Université de Zurich. Après ses études, il travaille comme journaliste indépendant. Depuis 1986, il assume diverses tâches dans le domaine de la formation (formation des personnes qui travaillent avec les jeunes, école supérieure pour l'animation socioculturelle, Hochschule Luzern – Soziale Arbeit). Il suit également des formations complémentaires dans le domaine de la dynamique de groupes et du développement de l'organisation. Il dirige le centre de compétences pour le développement régional et urbain à la

Hochschule Luzern – Soziale Arbeit et assure la direction de divers projets sur le développement de communes et de quartiers.

Colette Peter

Colette Peter a étudié la musique au conservatoire de Lucerne, la sociologie à l'Université de Zurich et la planification territoriale à l'EPFZ. Elle est chargée de cours et cheffe de projets à la Hochschule Luzern – Soziale Arbeit, au sein du Centre de compétence pour le développement régional et urbain; elle dirige également la filière de formation interdisciplinaire MAS Développement des communes, des villes et des régions en collaboration avec la Hochschule Luzern – Wirtschaft. Ses thèmes privilégiés sont la participation, l'engagement bénévole et la société civile, ainsi que la recherche appliquée sur les processus de développement communaux et régionaux. Elle a dirigé, avec Stefan Rieder de Interface, le projet INTERREG «Brain-Drain – Brain-Gain».

Stefan Rieder

Stefan Rieder a étudié l'économie nationale et la politologie à la faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Berne. De 1991 à 1992, il a été collaborateur scientifique auprès du Centre de recherche pour la politique suisse de l'Université de Berne. Après un séjour en Allemagne consacré à la recherche, il a travaillé chez Interface en 1994. Co-proprétaire de la société, il en dirige le domaine Organisation et Gestion de l'administration. Ses thèmes privilégiés sont la réforme des administrations publiques ainsi que la politique énergétique. Dans le cadre d'INTERREG, il a participé à la planification et à la mise en œuvre des mesures dans le domaine de la politique régionale. Il est chargé de cours à la Hochschule Luzern Wirtschaft.

Christian Schubarth

Christian Schubarth est urbaniste et architecte paysagiste. Il travaille depuis 2006 en tant que chef de projets auprès de IC Infraconsult, un bureau de planification et de conseils. Il a mené auparavant des recherches auprès de la chaire pour le développement territorial (Prof. Jean Ruegg) à l'Université de Fribourg (Suisse). Ses travaux portent notamment sur l'expansion urbaine, les nouvelles formes hybrides entre la ville et la campagne, ainsi que le «Landscape Urbanism» comme approche alternative pour l'organisation territoriale.

Dominik Siegrist

Dominik Siegrist, professeur, est géographe et directeur du centre de recherche pour les loisirs, le tourisme et le paysage à l'Institut für Landschaft und Freiraum de la HSR Hochschule für Technik, à Rapperswil SG. A la HSR, il est responsable de l'enseignement sur le tourisme proche de la nature et des parcs. De 1993 à 2003, il fut partenaire de la société de conseil AlpenBüroNetz. De 2002 à 2003, il a passé une année à Vienne comme chercheur à l'Universität für Bodenkultur. Il est président de la Commission Internationale pour la Protection des Alpes CIPRA et co-auteur de publications et d'études sur le tourisme proche de la nature, dont notamment de l'ouvrage collectif «Landschaft – Erlebnis – Reisen. Naturnaher Tourismus in Pärken und UNESCO-Gebieten».

Kerstin Wagner

Kerstin Wagner est spécialiste du domaine Entrepreneurship qu'elle enseigne à la HTW Coire, ainsi que directrice du thème de recherche prioritaire Création et croissance au Schweizerisches Institut für Entrepreneurship. Elle a obtenu son diplôme à l'Université de Regensburg sur le thème de l'Entrepreneurship Education. Elle s'intéresse tout particulièrement aux thèmes de la création d'entreprises et des facteurs qui déterminent leur croissance, de l'encouragement à la création dans les hautes écoles, ainsi qu'à la pensée et à l'action entrepreneuriales dans les entreprises établies.

Gabrielle Wanzenried

Gabrielle Wanzenried est chargée de cours et cheffe de projets à l'Institut für Finanzdienstleistungen Zug IFZ de la Hochschule Luzern. Elle a étudié l'économie nationale et l'économie d'entreprise à l'Université de Berne ainsi qu'à la London School of Economics. Après son doctorat sur le thème de l'économie nationale à l'Université de Berne, elle passe notamment deux ans et demi à l'Université de Berkeley (Californie) comme Research Fellow; elle a également travaillé pour plusieurs PME.

